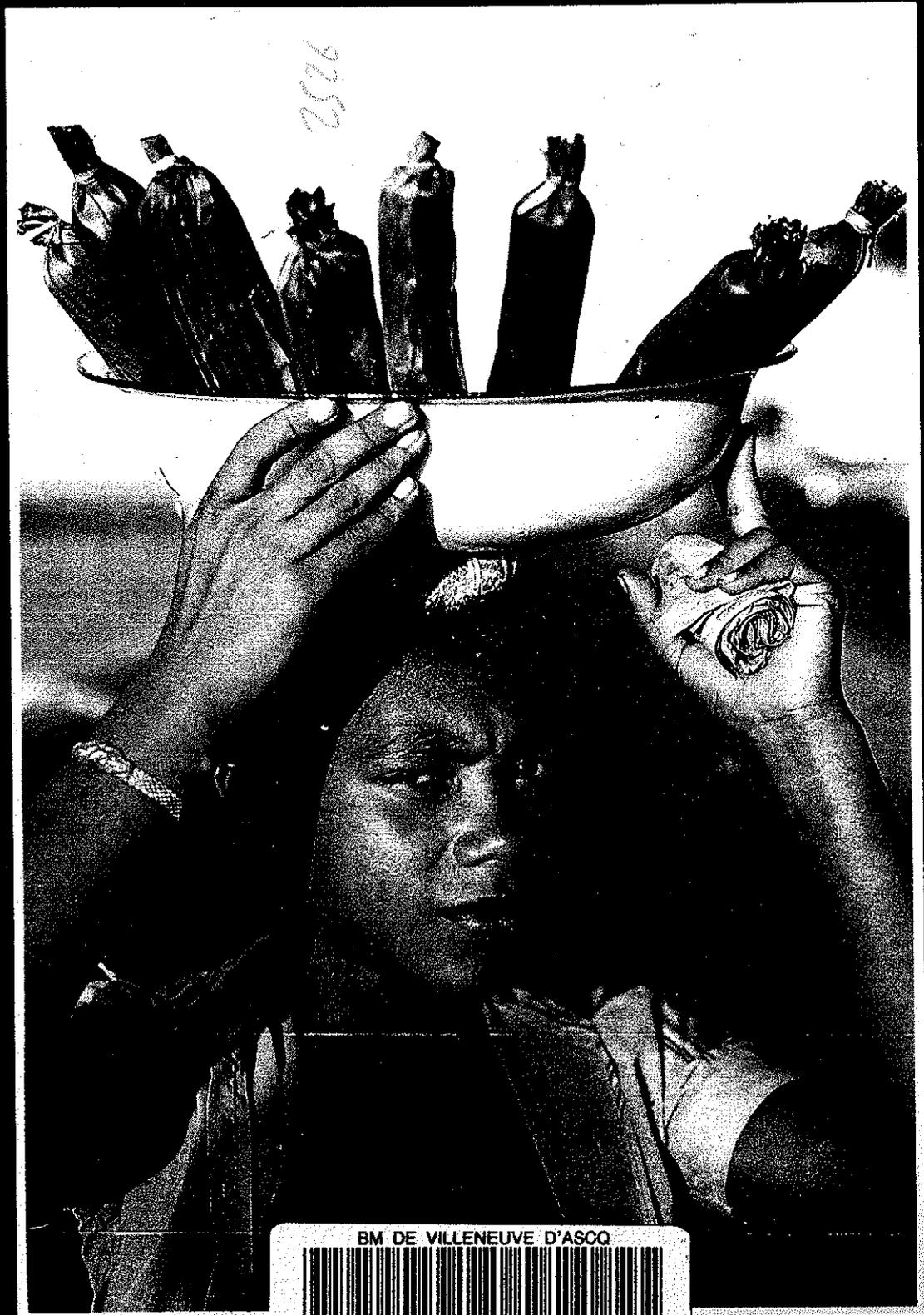


Denis et Alain Ruellan

Le BRESIL



BM DE VILLENEUVE D'ASCO



110893 0037

KARTHALA

116833

Denis et Alain RUELLAN

LES FRONTIÈRES DU BRÉSIL



Le Brésil

Publié avec le concours
du Centre national des Lettres



© Éditions KARTHALA, 1989
ISBN : 2-86537-228-1

KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 PARIS

LE BRÉSIL

SUPERFICIE : 8 511 965 km² (15,6 fois la France).

POPULATION : 145 millions d'habitants (17 au km²).

CAPITALES : Brasilia (administrative), São Paulo (économique), Rio de Janeiro (culturelle), Salvador (historique).

LANGUES : Portugais (italien, japonais, allemand dans le Sudeste et le Sud).

MONNAIE : Cruzado ; inflation forte, change très variable ; cours parallèle du dollar à 1,5 fois le cours légal.

RELIGION : Catholique à 89 %.

ÉTAT : République fédérative, composée de 27 États et du district fédéral de Brasilia.

RÉGIME : Démocratique depuis 1985 ; nouvelle Constitution en 1988.

PARTIS :

— à gauche : le Parti des travailleurs (PT), le Parti communiste du Brésil (PC do B) ;

— au centre : le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) et le Parti démocrate travailliste (PDT) ;

— à droite : le Parti démocrate social (PSD) et le Parti libéral (PL).

ÉCONOMIE : Nouveau pays industriel (NPI), 8^e puissance industrielle occidentale, 1^{re} puissance parmi les pays en voie de développement et 1^{re} dette (121 milliards de dollars) ; pays exportateur (minerais, produits agricoles et agroalimentaires, véhicules, armements, technologie, programmes télévisuels...) ; excédent commercial de 19 milliards de dollars en 1988.

SOCIAL : Record mondial d'inégalité sociale et de concentration des revenus : 50 % des Brésiliens détiennent 13 % de la richesse nationale, 10 % s'en accaparant 46 % ; 65 % de la population vit dans l'absolue pauvreté ou dans la misère ; mortalité infantile : 66 ‰ ; très forte concentration foncière.

Avant-propos

Le Brésil est si divers, si vaste, si riche, que chacun le découvre à sa façon, l'arpente à son pas, y fait sa moisson d'impressions, d'idées et de souvenirs. Pour les auteurs de ce livre, c'est un peu une histoire de famille, la trame d'une modeste saga bientôt cinquantenaire.

Mars 1941 : un bateau japonais en provenance du Panama relâche à Rio de Janeiro pour quelques heures. A bord, accompagné de toute sa famille, le géographe Francis Ruellan — mobilisé comme attaché militaire itinérant en Amérique centrale et quelque peu dérouté par la débâcle. En attendant d'embarquer pour le Portugal et la France, la famille visite la ville et la baie ; finalement, le bateau partira sans eux vers l'Europe, ils resteront quinze ans au Brésil. Nommé professeur à l'université de Rio, Francis Ruellan contribuera à l'étude de la géographie brésilienne, de l'Amazonie en particulier.

Juillet 1947 : Francis Ruellan est chargé par le gouvernement brésilien des ultimes missions scientifiques réalisées pour choisir le site de Brasilia ; il dirige quatre équipes dont chacune étudie le milieu dans un large périmètre situé dans l'intérieur, entre les régions du Minas Gerais et du Goiás. A cette époque pas si lointaine, ces lieux, aujourd'hui si peuplés, sont presque vierges ; les terres sont libres, on circule à cheval, les missions de recherche ont des allures d'expéditions de pionniers.

Onze sites furent proposés aux autorités. Celui localisé entre les bourgades d'Anapolis, Planaltina et Formosa fut retenu pour la construction du fameux axe monumental de Brasilia doté de ses deux ailes qui lui donnent cet air

d'immense oiseau posé au bord d'un lac, au beau milieu des savanes de l'intérieur.

Le hasard fit qu'Alain Ruellan, le coauteur de cet ouvrage, alors âgé de seize ans, appartenait à l'équipe qui effectua les relevés sur le site actuel de Brasilia ; il était chargé de la topographie. Ainsi, le lien avec le Brésil moderne, celui qui nous intéresse aujourd'hui, était tracé...

Depuis une dizaine d'années, Alain y poursuit des activités de recherche et de formation en science du sol ; avec des spécialistes brésiliens, il a mis au point un programme de formation des petits agriculteurs à la connaissance de leur milieu. Denis, fils d'Alain et petit-fils de Francis, a pris goût au Brésil. Il y a effectué trois reportages de presse.

Pour quiconque voudrait expérimenter les promesses d'une nation en plein *boom*, connaître les structures de pays qui seront demain aux premiers rangs mondiaux, comprendre les évolutions profondes des États du Sud en développement accéléré, le Brésil est un point de vue privilégié, d'une exceptionnelle densité, si riche et jamais lassant.

D'où ce livre, partagé dans l'écriture et écrit pour partager.

1.

Une puissance en proie au doute

Tout, au Brésil, prend une dimension nouvelle. Le connu et l'inconnu. Croyant poser le pied sur un des treize pays d'Amérique du Sud, le voyageur découvre la moitié d'un continent. Lusophones — entourés de peuples parlant principalement l'espagnol —, 145 millions de Brésiliens contemplent un espace à peine plus réduit que celui de la Chine, largement supérieur à celui de l'Europe communautaire. Cinquième pays du monde par la taille, le Brésil s'étale sur des distances équivalentes à celles qu'il faudrait parcourir pour aller de l'Écosse au Niger, du Portugal à la Syrie. Du nord au sud, d'est en ouest, le Brésil tient dans un carré de plus de 4 300 kilomètres de côté. 90 % du territoire est situé entre l'équateur et le tropique du Capricorne.

Pas bêcheuse, dame nature n'a pas oublié de remplir le berceau du nouveau-né. L'immensité de l'espace et de ce qu'il renferme est si peu mesurable qu'il aura fallu plus de quatre siècles pour en faire le tour, si tant est qu'aujourd'hui on puisse exactement inventorier les trésors de cette terre de braise. En fait, les deux tiers du pays conservent encore bien des secrets.

Pour qui vient d'Europe, où les paysages se succèdent à vue d'œil sans répit, le relief brésilien paraît monotone. Divisé en deux grands ensembles, de faible altitude

moyenne, le Brésil renferme pourtant une infinie variété de paysages et de climats. Dans le Nord, le bassin amazonien, bordé par les chaînes montagneuses d'Équateur, de Colombie et des Guyanes, occupe plus du tiers du pays. L'Amazone, le plus puissant fleuve du monde, entre au Brésil après un parcours de 3 000 kilomètres à une altitude de 82 mètres seulement. Une lente descente de 3 160 kilomètres au cours de laquelle il charrie des montagnes d'alluvions le conduit à l'Atlantique. Le bassin de l'Amazone est un ancien golfe marin comblé par les millénaires de patient dépôt des alluvions.

Le Sud et l'Est sont plus divers que la « mer verte » de l'Amazonie. Partagé entre des plaines alluviales, les hauts plateaux du Centre et des chaînes de petites montagnes dont l'altitude n'excède que très rarement les 2 000 mètres, le « bouclier » brésilien offre des paysages et des climats contrastés. A la rigueur des zones arides et brûlantes de l'intérieur du Nordeste, la bande côtière répond par une pluviométrie abondante, qui n'exclut pas des températures très élevées en été. Le plateau central bénéficie d'un climat continental assez stable et sec, alors que les régions du Sudeste et surtout du Sud peuvent connaître des hivers « rigoureux » où le gel et la neige ne sont pas l'exception. Là aussi, les pluies sont abondantes au cours de l'été austral, de novembre à mai.

Peu perceptibles à l'œil du voyageur tant les distances sont grandes, les végétations sont changeantes d'une région à l'autre. Forêt luxuriante sur la côte (désormais le plus souvent remplacée par des champs de canne à sucre à perte de vue) ou monotone et sombre en Amazonie, *caatinga* semi-aride autour de la vallée du rio São Francisco dans le Nordeste, *campos cerrados* (savanes) du plateau central, la diversité des végétations, des sols et des climats procure un incontestable potentiel agricole et sylvicole aujourd'hui très partiellement mis en valeur en raison des nombreuses difficultés techniques et des erreurs.

Passablement pauvre en énergie fossile — le pétrole fait particulièrement défaut, bien que l'on en produise de plus en plus, ainsi que du gaz —, le Brésil dispose d'énormes ressources minérales. Après la mise en exploitation de Carajas au début de la décennie 80, le pays est devenu le premier exportateur de minerai de fer. Carajas, situé

au sud-est de l'Amazonie, est considéré comme l'un des plus grands gisements ferreux du monde. La bauxite, le manganèse, le chrome, le zinc, l'étain, le nickel, l'or, sont présents sur le territoire en quantités appréciables et placent le Brésil parmi les principaux producteurs de ces minerais dans le monde.

Le sous-sol contient aussi de l'uranium, et on estime que le Brésil possède le dixième des réserves mondiales de ce minerai, aujourd'hui encore très peu mises à profit. La densité et la puissance du réseau hydrographique — l'Amazonie, dit-on, déverse à elle seule le cinquième des eaux douces du monde... — offrent un incomparable potentiel hydro-électrique, certes difficile à valoriser en raison de l'éloignement des centres urbains des principaux bassins, mais encourageant pour les prochaines étapes de l'industrialisation et de la conquête de l'espace intérieur.

La maîtrise du territoire est une préoccupation renouvelée des dirigeants brésiliens depuis des siècles. La réalisation de Brasilia, capitale sortie de terre en quelques mois, au milieu de la savane du plateau central, était envisagée dès le début du XIX^e siècle comme une nécessité incontournable de l'appropriation humaine de l'espace. L'immensité est une chance, c'est aussi un gouffre, un puits sans fond capable d'absorber d'innombrables ressources pour de bien maigres résultats. La construction de routes, de ponts, d'aérodromes, de villes nouvelles, l'électrification, l'implantation d'activités productives et de pôles de colonisation n'ont pas été sans heurts, loin s'en faut. Destinés à apaiser les conflits sociaux dans les régions déshéritées — le Nordeste en particulier — en même temps qu'ils achevaient l'intégration des territoires isolés dans l'ensemble national, les plans de colonisation ont engendré bien d'autres affrontements et désillusions, de multiples migrations aller-retour inutiles et des terres défrichées sans lendemain.

Pourtant, désormais l'immensité est arpentée, rassemblée par un réseau routier presque complet, des liaisons aériennes efficaces et une couverture totale des communications téléphoniques et télévisuelles avec la mise en service de satellites. Le Brésil fait un, malgré son immensité il a su traverser cinq siècles sans se déchirer au point d'éclater ; ce dont il tire une indiscutable fierté. Depuis la Constitu-

tion de 1891 (révisée pour la dernière fois en 1988), le Brésil est un république fédérative composée aujourd'hui de 27 États et du district fédéral de Brasília. Le pouvoir politico-administratif est partagé entre l'Union, les États et les municipalités.

1. Des réussites...

L'héritage n'est pas tout, il faut savoir le faire fructifier. Les puissances coloniale — Portugal — et impérialistes — Angleterre, États-Unis — se sont donné le mot pour tenter de maintenir le Brésil naissant sous une dépendance tour à tour commerciale, militaire, technologique, financière. Mais le génie du conquérant a su contourner les ambitions hégémoniques étrangères. L'immensité est comme un souffle, chaque étape de sa conquête fait découvrir de nouveaux espaces et fait reculer sans cesse les frontières. Alors que les Portugais de souche s'accrochaient à la côte, incapables de prendre la mesure du territoire, les générations suivantes se sont lancées à corps perdu dans la conquête de l'Ouest et les projets grandioses. Toute l'histoire du Brésil est marquée par le « mythe de la frontière », la fièvre de l'appropriation, le souci permanent de la réussite, l'ambition excessive de la performance, la fierté d'accomplir en quelques décennies ce que d'autres nations ont réalisé en plusieurs centaines d'années : l'industrialisation accélérée, la prise de possession de l'Amazonie, la construction de Brasília, la mise en service du plus grand barrage du monde à Itaïpu, la percée des routes transamazoniennes, le lancement à grande échelle du programme Proalcool de substitution du carburant pétrole par de l'alcool de canne à sucre... Plus que jamais, au XX^e siècle, le Brésil a aimé multiplier les défis et les records.

Et le résultat est incontestable. Doté de ressources et d'infrastructures déjà très développées qui font défaut à tant de pays, d'une Administration et d'entreprises publiques solides, d'une agriculture performante, d'une industrie autonome, le Brésil appartient au cercle restreint des nouveaux pays industriels (NPI) et, dans son cas, l'expres-

sion « en voie de développement » n'est pas vaine. Au *Guinness Book* des records, il se targue de figurer à — presque — tous les chapitres. Premier producteur mondial de café et de sucre, cadet pour le soja et le fer, troisième pour le cacao, le maïs et le manganèse, quatrième pour le chrome et une place parmi les dix premiers producteurs de la planète pour des biens aussi divers que la bauxite, l'or, le coton, l'aluminium, l'acier, les céréales, le riz, l'uranium, l'automobile et... l'armement.

Désormais, le Brésil se place en concurrent des nations exportatrices. Sans abandonner ses grandes cultures traditionnelles (café, cacao...), il a su s'adapter à la conjoncture mondiale en diversifiant ses productions. Les œufs, la volaille, le soja, les jus d'orange, sont devenus en quelques années des produits phares du commerce extérieur brésilien, au détriment des anciens producteurs d'Europe et d'Amérique du Nord. Les technologies ne sont plus le domaine réservé de ces pays. Les Brésiliens sont aujourd'hui très présents dans les appels d'offres internationaux et proposent à des prix compétitifs des technologies éprouvées et réputées pour leur fiabilité. Génie civil, travaux publics, armement, aéronautique civile et militaire, véhicules, programmes de recherche, le label brésilien se fait de plus en plus présent — et pressant — dans le monde. Ces dernières années, le dynamisme à l'exportation a engendré des excédents commerciaux records — plus de 19 milliards de dollars en 1988 —, alors que de nombreux pays développés se débattaient dans de sombres déficits.

A l'intérieur aussi, la réussite est étonnante. L'industrie brésilienne couvre le principal des besoins de consommation locale. Fruit d'une politique de substitution aux importations lancée dans les années 30 qui a permis à certains secteurs de se développer sous la protection de l'État, le tissu industriel a été constitué en partie avec l'aide de capitaux et de technologies étrangers. Sa diversité permet aujourd'hui d'économiser de précieuses devises que le Brésil réserve à l'achat d'hydrocarbures et au paiement... de la dette extérieure : 121 milliards de dollars, la première des pays du Sud.

2. ... Mais le moral en berne

Bref, tout en apparence semble sourire au Brésil. Alors que bien des pays de la planète se débattent dans de multiples problèmes sans guère de perspectives, l'avenir brésilien paraît assuré par ses richesses et son potentiel économique, désormais bien assis. Pourtant, le Brésil doute.

A la fin de l'année 1988, un journal national publiait une étonnante enquête sur le moral de la nation brésilienne. Un sondage effectué à São Paulo, la capitale économique du pays, révélait que plus de 90 % des personnes partageaient un sentiment général de perte de confiance en leur pays. Ils estimaient que « le Brésil est un paradis en voie de disparition », que « la qualité de vie s'est détériorée depuis dix ans » et qu'on ne peut absolument pas se fier à ce qui est « lié à la politique ou au pouvoir ».

La quasi-totalité des sondés attribuait « à l'excès d'individualisme et à une préoccupation exagérée pour la réussite et l'autopromotion » les raisons de la « tragédie des années 80 ». Les trois quarts estimaient que le Brésilien n'est pas heureux à cause « des problèmes économiques, de la politique nationale, de la crise morale, de l'impunité, de la corruption, de l'absence de perspectives ». Au contraire, ils espéraient que les années 90 seraient faites de « respect de l'autre, d'accomplissement de la loi, de patriotisme, d'honnêteté et de sécurité ». Les plus jeunes avançaient aussi les priorités « à l'éducation et à la préservation de la nature ».

Certes, la mesure n'est pas brésilienne. Tout, au contraire, est toujours poussé à l'excès, les sentiments en particulier. C'est là aussi l'héritage du « mythe de la frontière ». La passion fait partie de la « tragédie », elle la nourrit et l'entretient, au moins dans les esprits. Le Brésil aime les extrêmes, les performances, les exploits. Le médian l'indiffère.

Pourtant, une telle unanimité dans la crise de confiance interroge. Comment un pays si divers, si riche, si prometteur, est-il parvenu à tant de désespérance ? Comment un peuple connu pour sa douceur de vivre arrive-t-il à broyer tant de noir, à rejeter si complètement le pouvoir politique et les institutions ? Quel avenir national, si tous les

Brésiliens se mettent en panne d'ambition ? La décennie 80 s'est ouverte au Brésil sur un immense espoir, celui du retour à la démocratie après un demi-siècle de turbulences et vingt ans de régime militaire. L'espoir qu'enfin le pays allait se stabiliser dans une paix sociale et politique réinventée. La décennie se termine sur une immense déception et un sentiment partagé d'incertitude. Le Brésil doute. Moins de son avenir économique que de son identité et de sa cohésion.

3. Huitième grand

A quel monde appartient aujourd'hui le Brésil ? Occupant à peu près la cinquantième place au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il est désormais la huitième puissance économique occidentale par son PIB — juste derrière les sept grandes nations industrielles — et le premier des pays « en voie de développement ». Cette double position le fait osciller comme le balancier. Soucieux d'apparaître dans un avenir proche comme l'égal des grandes puissances, il sait que son développement — social en particulier — le place encore loin du rang suprême. Ayant connu ces trente dernières années une croissance incomparable dans le Tiers monde, il se refuse néanmoins à accepter le rôle de leader des pays du Sud. Le problème de l'endettement extérieur est significatif de ce malaise. A la fois premier débiteur et puissance numéro un du Tiers monde, le Brésil aurait la capacité de prendre la tête d'un mouvement contestant l'inégalité des échanges mondiaux et revendiquant une négociation globale de la dette des pays en développement. En raison du poids de sa propre dette, qui fait frémir les nations occidentales, il est capable de mener une telle contestation ; bien plus, il est certainement indispensable à sa réussite. Le fait que le Brésil se refuse à rejoindre les rangs des partisans de la guérilla financière internationale (le Pérou et Cuba, entre autres) montre au contraire qu'il se situe dans l'autre camp et que son ambition profonde et de plus en plus affichée est de devenir lui-même une puissance impérialiste, le concurrent des États-Unis sur le continent américain.

En paix constante avec ses voisins, si on exclut l'épisode de la guerre avec le Paraguay au XIX^e siècle, le Brésil a toujours suivi un cheminement autonome sur le continent, et la conscience sud-américaine qui unit les pays hispano-américains est étrangère aux Brésiliens. Depuis deux décennies, les échanges économiques avec les voisins (Argentine, Paraguay, Uruguay, Bolivie, Pérou, Colombie) se sont intensifiés et la perspective d'un marché commun du cône sud ou même d'Amérique latine n'est pas une chimère. Mais il n'est pas moins vrai que le Brésil envisage aujourd'hui ces relations de façon hégémonique, d'où les réticences des partenaires, qui savent ne pas avoir la capacité de résister aux ambitions d'une telle puissance.

4. Le prix du succès

Un autre mal ronge le Brésil et le fait douter : sa détermination à affronter sa réalité sociale et à adapter son extraordinaire dynamisme de développement à celle-ci. Nous l'avons dit, la prospérité brésilienne est intimement liée à l'art de la conquête, au goût de l'exploit, au désir de repousser les frontières. Mais nous n'avons pas dit le prix de cette immense aventure.

La croissance à marche forcée — entre 5 % et 11 % par an pendant les deux décennies du régime militaire —, les investissements « pharaoniques » en Amazonie, à Brasília, à Carajas, à Itaïpu, à Tucuruï, sur la frontière nord et ailleurs, ont été certes payés par les richesses naturelles et par l'endettement, mais surtout par l'abandon pur et simple des retardataires et de ceux qui ne pouvaient suivre et profiter de cette marche forcée contre le temps. En réalité, les premiers payeurs de l'incroyable *boom* du Brésil depuis trente ans sont les trois quarts des Brésiliens : 65 % de la population vit dans l'absolue misère ou la stricte pauvreté. Deux Brésiliens sur trois ne mangent pas à leur faim et selon leurs besoins. La mortalité infantile est une des plus élevées du monde. Les carences du système éducatif font du Brésil la lanterne rouge, largement dépassé par des pays nettement moins riches. Alors que des sommités médi-

cales sortent chaque année des bancs des facultés, la santé publique atteint de tels niveaux de dysfonctionnement qu'il est urgent de ne pas s'y faire soigner. La prostitution infantine et féminine est un fléau qui ne connaît plus de limites : on estime que 10 millions de Brésiliennes — dont 2,5 millions de jeunes filles de douze à quinze ans — se prostituent pour survivre ou boucler les fins de mois. Plus de 7 millions d'enfants sont contraints de trouver dans les rues les moyens de leur subsistance.

Le Brésil cumule encore un autre record : celui de la plus grande disparité entre sa richesse nationale (exprimée par le PIB) et la misère noire de la majorité de sa population. Ce divorce est rendu possible par le fait que la société brésilienne est la plus inégalitaire au monde : 10 % des citoyens accaparent près de la moitié des richesses nationales. Plus qu'ailleurs aussi, cette inégalité est le résultat d'un choix délibéré, calculé par des stratèges qui, depuis vingt-cinq ans, ont fondé la croissance du Brésil sur le blocage de la situation des classes laborieuses et l'émergence d'une classe moyenne bien formée, productive et consommatrice. Au cours des années de gouvernement militaire, à partir de 1964, le Brésil a beaucoup investi dans des domaines porteurs d'avenir comme la recherche et l'enseignement. Mais il a fait ouvertement le choix de ne pas répartir ces efforts pour le bien de l'ensemble de la population. La politique sociale a été réduite au strict minimum. Les salaires ouvriers n'ont cessé de baisser.

La majeure partie de la population a été sacrifiée à la performance économique, et, avec la croissance démographique, c'est en réalité à un effondrement des conditions de vie des classes pauvres que l'on a assisté, le pouvoir d'achat des familles, urbaines en particulier, pouvant être divisé par deux ou trois. Dans le même temps, quelques millions de Brésiliens accédaient à la classe moyenne et voyaient leur niveau de vie très protégé. Ceux-là ont fait le « miracle brésilien » dont on parlait abondamment au début des années 70, et ils en ont profité. Mais la crise économique amorcée en 1974 et amplifiée au début de la décennie 80 a fortement entamé la condition de cette classe moyenne dont le mécontentement a précipité la chute du régime militaire et accéléré le retour de la démocratie en 1985.

Aujourd'hui, alors que le pays est confronté à des difficultés financières à répétition qui l'ont embarqué dans une spirale inflationniste de 1 000 % par an (en 1988), il suffit de prendre un journal quotidien pour se rendre compte de la gravité de la situation sociale engendrée par ces choix exclusifs : grèves en pagaille, notamment dans la fonction publique, totalement dévalorisée, dysfonctionnement chronique des administrations, invasions de terrains urbains par des populations sans logement, constantes manifestations de citoyens réclamant des bus, des égouts ou des écoles, émeutes d'une rare intensité contre la vie chère, conflits ruraux et surtout violence criminelle.

Cambriolages, attaques de banque, assassinats, prises d'assaut de transports collectifs par des bandes armées pour racketter les voyageurs, prisons sous contrôle des truands, quartiers infestés par des meutes d'adolescents impliqués dans le trafic de drogue et équipés d'armement militaire, jamais la violence n'aura atteint de tels niveaux dans les grandes villes brésiliennes, Rio de Janeiro en particulier. Alors que les populations déshéritées rejetées dans les bidonvilles et les quartiers périphériques se laissent « protéger » par les délinquants, les classes moyennes et aisées se bardent de systèmes de sécurité et de vigiles. Entre les deux, les différentes polices jouent les arbitres impuissants, quand elles ne sont pas corrompues.

5. Des Brésil

Cette violence est le reflet d'une autre, plus profonde et inquiétante pour l'avenir : l'affrontement fratricide, la guerre « des » Brésil. La « Belgindia » : la Belgique et l'Inde réunies sur un même territoire. Cette image abondamment utilisée a une part de vérité. Le Brésil est un pays exceptionnel dans le monde. Y voyager, c'est passer en quelques kilomètres de la Cité des sciences de la Villette à la misère d'un bidonville de Calcutta, rencontrer à la même heure un fermier productiviste nord-américain et un paysan sahélien frappé par la sécheresse, descendre d'un supersonique Concorde pour monter dans un bus subur-

bain, épuisé et surchargé, qui risque à tout moment de verser dans le ravin, voir côte à côte dans un bar un chercheur « high-tech » en robotique et un indien acculturé.

Pourtant, l'image de la « Belgindia » n'est plus suffisante ; là où on croit voir deux mondes s'affrontant dans un banal conflit de classes, il faudrait voir de multiples sociétés, très éloignées les unes des autres jusqu'à l'ignorance, qui connaissent chacune leur organisation et leurs conflits internes, avec leurs dominants, leurs dominés, leurs régulateurs, leurs structures collectives : les habitants d'un quartier pauvre de Rio (*favela* juchée sur un morne, par exemple) vivent de manière quasiment autonome par rapport au reste de la ville ; la société rurale nordestine, partagée entre les possédants et les exploités, est une véritable enclave féodale qui érige ses propres règles. Les pionniers de l'Amazonie, petits et grands, chercheurs d'or crève-la-faim ou grosses entreprises minières, n'ont de comptes à rendre à personne — si ce n'est à leur propre milieu — quand ils saccagent le patrimoine naturel. Chacune de ces sociétés, traversée par ses propres contradictions, développe un projet indépendant.

Et il n'est pas abusif de poser la question : le peuple brésilien a-t-il encore un projet national cohérent qui le guide dans une direction commune ? On peut en douter. Déjà par le passé, les tentations sécessionnistes — des oligarchies rurales du Nordeste, des bourgeoisies urbaines du Sudeste — ont menacé l'unité nationale. Aujourd'hui, ce qui ruine la cohésion nationale, ce sont les siècles qui séparent, non pas des classes sociales, mais des sociétés autonomes et contraintes de vivre sur un même sol.

Incapable d'apporter une réponse aux immenses difficultés sociales, de contrôler l'urbanisation galopante, de s'opposer à la banalisation de la violence, de proposer aux citoyens une perspective claire et rassurante, l'État est — de plus en plus — perçu comme inopérant et démissionnaire, coupable d'abandon d'une nation aux fratricides affrontements.

Le lien avec le reste du pays n'est pas totalement coupé, il se fait de plus en plus ténu à mesure que le temps passe sans réponse de l'État, que ces sociétés se structurent et prennent en main leurs destinées. Ainsi, les habitants des

bidonvilles de Rio de Janeiro disputent aux autorités la gestion de leurs intérêts, s'organisent pour écarter du quartier police et agents municipaux, et mettent sur pied des services sociaux et de sécurité autonomes. Ainsi, les grands propriétaires terriens répondent à un projet de réforme agraire vital pour le pays en prenant les armes et en organisant une guérilla parlementaire jusqu'à sa disparition totale. Ainsi, les chercheurs d'or, impatients d'exploiter de nouveaux gisements localisés sur des terres indiennes protégées, envahissent et saccagent tout, en violation de la Constitution mais avec le soutien des autorités militaires qui prétendent en finir avec la question indigène. Ainsi, les milieux financiers entretiennent sans vergogne la spirale de l'inflation en spéculant à tout va, au détriment des investissements productifs, de plus en plus rares. Ainsi, la classe politique elle-même finit par être autonome à force de rejet par la majorité de la population, écoeurée par les pratiques clientélistes et la corruption. Ainsi, bien que passée au second plan de la scène politique, l'armée continue de défendre un projet autonome pour elle-même et pour le pays, et saisit n'importe quel prétexte pour le faire savoir, par exemple en intervenant par la force pour briser des grèves légales.

6. L'État, encore...

Dans cette tourmente, l'État est à la fois capté et repoussé. Accoutumés à la présence d'une forte puissance publique depuis les années 30, les Brésiliens peuvent avoir la fâcheuse tendance de s'en remettre totalement à elle. Sur l'État, on se décharge de responsabilités individuelles ou collectives, on déverse les récriminations les plus diverses ; on a vite fait de charger de tous les péchés la moindre autorité politique ou administrative. Dénigré, l'État n'en est pas moins l'objet des ambitions de tous, chaque groupe social ou société prétendant le mettre au service exclusif de ses propres intérêts.

Ce trait de caractère vis-à-vis de l'État ne serait pas si évident si on ne constatait qu'il est en passe de se généra-

liser, y compris dans les discours politiques, de droite ou de gauche. Construit sur un modèle très centralisateur qui donnait à l'État de très larges prérogatives, le Brésil doit beaucoup de sa prospérité à l'intervention du pouvoir politico-administratif dans l'économie. Malgré ses très nombreuses carences et ses choix exclusifs, l'État a toujours su imprimer au pays une direction et favoriser le développement d'activités productives et sociales en leur offrant un espace protégé. Pourtant, avec le retour de la démocratie, on voit apparaître une tendance de fond qui prétend contester la légitimité de l'État, nier ses prérogatives et ses institutions, pour finalement le détruire encore un peu plus.

A droite, le discours libéral en faveur du désengagement de l'État a commencé à porter ses fruits. Bien que l'on soit encore loin d'une dénationalisation des secteurs réservés à l'État (partiellement ou en totalité : pétrole, électricité, mines, métallurgie, commerce extérieur, chemin de fer), les pressions vont bon train. Les partisans du libéralisme ont obtenu récemment une ouverture croissante du commerce extérieur et une diminution des barrières douanières chargées de protéger les industries nationales, ainsi que des facilités pour les mouvements internationaux de capitaux.

A gauche, l'incapacité de l'État à remplir ses devoirs envers les citoyens est perçue comme une démission, qui rendrait urgente une substitution de l'initiative populaire à l'autorité publique. Paradoxalement — car la gauche est traditionnellement attachée à l'État —, ce dernier est devenu synonyme de domination et d'autoritarisme. On assiste alors au développement d'une école de pensée hybride qui prône un autonomisme communautaire, exprimé au travers des multiples associations d'habitants et des communautés chrétiennes de base.

Certes, cette école ne concerne pas toute la gauche, mais seulement les éléments les plus extrêmes, souvent liés à un mouvement qui prend de plus en plus d'ampleur après ses victoires aux élections municipales de novembre 1988, le Parti des travailleurs. Certes aussi, ce parti qui fait désormais l'apprentissage du pouvoir doit modérer ses discours. Mais le paradoxe mérite d'être soulevé, car, au bout du compte, la défense de l'État en vient à réunir des gens hier encore opposés : la gauche traditionnelle et les militaires,

derniers remparts de la continuité et de l'intégrité de la nation. Cette réalité surprenante a été mise au jour au cours des débats préparatoires à la nouvelle Constitution.

Le Brésil semble aujourd'hui à une croisée des chemins. Riche et puissant, il repose sur une poudrière sociale, un *melting pot* de sociétés aux intérêts antagonistes. Sa course vers les performances du développement, si exceptionnelle soit-elle, risque fort de se transformer en fuite en avant si d'importantes réformes ne sont pas effectuées. Le retour à la démocratie avec l'avènement de la « Nouvelle République » en 1985 traduisait le besoin de la nation brésilienne de revenir à une croissance à dimension humaine, de cesser de sacrifier le peuple sur l'autel du développement économique. Le Brésil voulait faire la paix avec lui-même, commencer enfin le partage du gâteau, si longtemps repoussé.

Le changement de régime n'a pas comblé ses espoirs, loin s'en faut. Si la nouvelle Constitution entérine d'incontestables avancées sociales et politiques dans la voie d'une réelle démocratie, les forces de l'exclusion restent à l'ouvrage ; elles profitent de l'ouverture pour accroître leur travail de division de la nation. Quatre ans après la démocratisation, jamais le Brésil n'a été aussi inégalitaire et violent.

Demain, le Brésil sera une très grande nation, une des premières de la planète, c'est une évidence. Mais il est tout aussi clair que le temps de cette supériorité sera d'autant plus proche que le Brésil se décidera plus vite à modérer son rythme de croissance et à entamer un véritable développement social. Pas plus qu'un autre pays, le Brésil ne pourra s'achever avec une population sous-alimentée, moribonde, mal formée, dolente et éclatée.

2.

La percée des exportations

A partir des années 30, le Brésil installe des industries de base pour réduire ses importations.

L'industrialisation du Brésil est un fait acquis : en 1986, l'industrie représentait 34,4 % du produit intérieur brut (PIB) et 66,4 % des exportations. Un véritable bouleversement si l'on songe qu'au début du siècle les neuf dixièmes des recettes extérieures provenaient du seul café produit dans l'État de Bahia ! La mutation industrielle ne s'est pas faite en un jour, elle a même été longtemps découragée par les gouvernements à la botte des grands producteurs de café et de sucre. La « Vieille République » de 1889 à 1930 ne fut-elle pas appelée justement la « République du Café » ? La crise de 1929 démontra la fragilité du modèle de développement fondé sur l'agro-exportation, à la merci des clients européens et nord-américains et des fluctuations des cours. Après le grand krach de Wall Street, les prix du café baissèrent de moitié et avec eux les importations brésiliennes.

La crise mondiale précipita le pays dans une première phase d'industrialisation. Contraint de limiter ses achats à l'étranger, le Brésil s'est tourné vers lui-même, il a « intériorisé » sa demande de produits de consommation. Le

ou s'employer comme coupeurs de canne journaliers, pour des salaires de misère et à la merci des patrons. Indispensables à cette agriculture encore peu mécanisée, ces paysans sans terre portent un nom : *boias frias*, littéralement les « gamelles froides ». Ils sont plusieurs millions, employés sans espoir de lendemain, non seulement dans le sucre, mais aussi dans le soja, le café, le coton et toutes les grandes cultures.

4. Automobile : « Made in Brazil » ?

L'industrie automobile est l'exemple type de la dépendance à l'égard des capitaux et de la technologie étrangers.

Pour la première fois dans un pays en voie de développement, une voiture 100 % locale a commencé d'être fabriquée en série. La Gurgel 280 a vu le jour en 1988 dans l'État de São Paulo, le cœur métallurgique du Brésil. Entièrement conçue et réalisée par un Brésilien, elle est proposée au public à un prix très attractif (5).

Cette « vraiment 100 % brésilienne » fera date, car si, depuis les années 60, 100 % des automobiles produites au Brésil le sont avec des équipements fabriqués sur place, le secteur n'en est pas moins contrôlé à 90 % par des firmes transnationales. C'est le fruit de la politique de substitution aux importations intensifiée par le président Kubitschek en 1956. L'État a fortement soutenu la naissance de l'industrie automobile en taxant lourdement les importations et en ouvrant les frontières aux capitaux et technologies des constructeurs étrangers. Quatre firmes se disputent le marché : Volkswagen, Ford, General Motors et Fiat. Les deux premières sont réunies, depuis 1987, dans un consortium baptisé Autolatina qui détient plus de 60 % du marché brésilien et étend ses activités à l'Argentine.

L'implantation au Brésil est une aubaine pour les firmes étrangères, qui y trouvent une main-d'œuvre quatre

(5) *Le Monde*, 28 juin 1988.

fois moins chère que dans les grands pays industrialisés et des composants à des prix plus compétitifs. Des atouts considérables pour la conquête de clients étrangers : plus du tiers de la production « brésilienne » est exportée, notamment vers les États-Unis, l'Amérique du Sud et l'Afrique. Les constructeurs étrangers savent aussi qu'ils peuvent compter sur une législation du travail très tolérante du point de vue de la sécurité des ouvriers et de l'environnement. La ville de Cubatão, à proximité de São Paulo, qui accueille nombre de ces industries, est une des plus polluées du monde.

Cette puissance de feu offre au Brésil une place de dixième constructeur mondial avec une production de quelque 900 000 véhicules par an. Mais toute médaille a son revers ; celle de l'automobile révèle une stagnation de la production, qui ne remplit que les trois quarts de sa capacité. La faille est à chercher dans l'étréitesse du marché intérieur.

Les automobiles sont très lourdement taxées et c'est moins d'un Brésilien sur cent qui est en mesure de se payer une voiture neuve. Un sérieux handicap pour les constructeurs, mais surtout pour la population. En effet, jamais, dans le développement du pays, l'accent n'a été mis sur la construction de transports collectifs. Mis à part les avions et les services de cars intervilles qui quadrillent parfaitement le pays, les Brésiliens doivent se contenter des bus, très déficients et coûteux.

5. Marchand de canons...

L'industrie d'armement est le fruit de l'opportunisme commercial et de l'indépendance stratégique.

Il y a peu, un chroniqueur de la presse brésilienne s'extasiait : « Les armes *made in Brazil* signent une image ; elles sont résistantes, simples de fonctionnement et bon marché, parfaitement adaptées à la clientèle des pays du Tiers monde qui veulent se mettre à l'abri des griffes aiguës

des superpuissances ou résoudre à coup de balles leurs insolubles conflits sociaux. » Tout un programme !

En matière d'armement, le Brésil produit et vend de tout un peu : des avions d'entraînement et de combat, des navires de guerre, des chars d'assaut, des missiles, des pièces d'artillerie, des fusils, des bombes, des munitions... Une panoplie qui le situe aux premiers rangs mondiaux des « fabricants de mort », le quatrième des pays en voie de développement, après l'Inde, Israël et l'Afrique du Sud. Selon une récente étude (6), le Brésil est aujourd'hui le premier vendeur d'armes parmi les pays en voie de développement et le cinquième dans le monde. Il exporterait 80 % de sa production vers une quarantaine de pays. Son succès est tel qu'il fait de l'ombre aux plus grands.

La réussite est d'abord le fruit du socle industriel solide dans les domaines de l'automobile, de l'électronique, de la sidérurgie et de l'aéronautique. Elle tient aussi à l'indépendance que les Brésiliens ont prise vis-à-vis des pays fabricants d'armes, des États-Unis en particulier. En 1977, Brasilia rompait un accord d'assistance militaire avec le Pentagone américain et depuis n'a cessé de garder ses distances. Cette rupture ne faisait qu'entériner une situation de fait voulue par les Brésiliens depuis les années 60, à savoir la substitution aux importations d'armements.

Ses premiers succès à l'exportation, l'industrie d'armement les obtenait dans les années 70 en vendant à la Libye quelque 5 000 blindés légers baptisés de noms de reptiles : Urutu et Cascavel. Ceux-ci ont fait leurs preuves dans les affrontements du Tchad.

Dans le domaine aéronautique, la vitrine *made in Brazil* s'appelle Tucano. C'est un avion d'entraînement et d'appui tactique développé par Embraer, une société créée à l'initiative de l'État et installée à une centaine de kilomètres de São Paulo, à São José dos Campos. Il a réussi le tour de force de se vendre à cent trente exemplaires à la Royal Air Force britannique, ainsi qu'à l'US Air Force.

(6) SIPRI, « Arms production in the third world », 1986.

Seul ou en association, le Brésil élargit son catalogue d'équipements militaires. Il s'ouvre la voie de la haute technologie spatiale.

L'offensive de l'industrie de l'armement offre de multiples avantages. Elle permet aujourd'hui de réduire les déséquilibres des échanges avec les pays pétroliers parmi les principaux clients du Brésil, entre autres l'Irak et l'Arabie Saoudite. Elle place aussi le Brésil dans le cercle étroit des pays disposant d'une haute technologie. La plupart des produits ont été conçus par les Brésiliens et, dès lors qu'ils eurent mis sur pied une industrie d'armement traditionnelle, les militaires n'ont pas caché leur intérêt pour les domaines de la haute technologie comme la micro-électronique et l'aérospatial. Ils signaient en 1984 un accord de transfert de technologie avec leur ancien fournisseur, les États-Unis (7).

Le Brésil n'est pas un pays belliqueux et il n'a pas la tradition militaire des grands exportateurs d'armes. Sa dernière guerre, contre le Paraguay, date de plus de cent ans, et son dernier engagement militaire remonte à la campagne d'Italie en 1944-1945. Son industrie d'armement est donc toute tournée vers l'extérieur : exporter est une nécessité. On estimait en 1985 que ses ventes à l'étranger tournaient autour de deux milliards de dollars. Soit presque autant que les exportations de soja ou de café (8).

Quand il ne peut pas vendre, le Brésil sait s'associer. Ainsi la commande de la Royal Air force a été exécutée sous licence en Irlande du Nord par une firme locale. De même l'AMX, un avion subsonique d'appui tactique encore au stade du prototype, est le fruit d'une collaboration avec deux firmes italiennes qui assurent les deux tiers de la fabrication.

Le succès brésilien, en dépit d'une dépression du marché, s'explique aussi par la position géopolitique. Il est moins compromettant pour certains acheteurs de se four-

(7) Gerson MOURA, Paulo KRAMER, Paulo WROBEL, « Le difficile chemin de l'autonomie : les relations entre le Brésil et les États-Unis », *Problèmes d'Amérique latine*, 2^e trimestre 1986.

(8) *Le Monde*, 25 mars 1986.

nir à Brasilia qu'à Washington, Tel-Aviv ou Moscou. Finalement, le Brésil bénéficie des contradictions des autres. S'il s'interdit de vendre des deux côtés d'un même conflit, il n'est embarrassé d'aucune autre considération, comme le sont les États-Unis, par exemple, qui refusent de vendre à la Libye.

6. Demain la bombe ?

Pour lancer son industrie nucléaire, le Brésil a dû contourner l'opposition nord-américaine.

Le 4 septembre 1987, le président Sarney annonçait que le Brésil venait de franchir un nouveau pas dans la maîtrise de l'atome : il sait désormais enrichir l'uranium.

La nouvelle couronnait plus de trente-cinq ans d'efforts. Elle confirmait aussi que le Brésil avait su imposer son ambition nucléaire autonome, en dépit d'errements et de décisions contradictoires, et malgré l'opposition répétée des États-Unis.

C'est en 1951, avec la création du Conseil national de la recherche (CNPq), puis en 1956, avec celle de la Commission nationale de l'énergie nucléaire (CNEN), que le Brésil a manifesté son intérêt pour l'énergie atomique. Les premières recherches s'inscrivaient dans le souci d'un développement nucléaire autonome appuyé sur un secteur technique et scientifique national et la maîtrise des réserves de minerais, estimées aujourd'hui entre 90 000 et 300 000 tonnes d'uranium, complétées par 80 000 tonnes de thorium.

Cette ambition fut de courte durée, en raison des pressions exercées par les États-Unis et de l'accession au pouvoir des militaires en 1964. Au sortir du second conflit mondial, alors que commençait la guerre froide, les Américains obligèrent le Brésil à céder du minerai stratégique, sans contrepartie de transfert technologique. Au contraire, Washington s'évertua à bloquer toutes les tentatives d'acquisition de la technique nucléaire, et c'est après bien

des péripéties que le Brésil reçut des « ultracentrifugeuses » provenant d'Allemagne.

Au pouvoir, les militaires répondirent aux attentes américaines. Ils abandonnèrent les recherches sur les réacteurs au thorium, un minerai présent en grande quantité dans le pays, et optèrent pour l'uranium 235 enrichi, une technique *made in USA*. La commande en 1972 d'un réacteur clé en main de 620 MW à la firme américaine Westinghouse confirma l'abandon d'une option nucléaire indépendante.

En 1975, le gouvernement Geisel lança un ambitieux programme en signant avec des entreprises allemandes un accord pour la construction de huit centrales en quinze ans. L'Administration du président Carter s'y opposa vigoureusement sous prétexte de non-prolifération des armes nucléaires. L'accord avec l'Allemagne prévoyait en effet un véritable transfert au Brésil du cycle complet du combustible comprenant la construction d'une usine d'enrichissement de l'uranium et d'une usine de retraitement des combustibles.

Le programme nucléaire civil est dans l'impasse. A quoi l'uranium enrichi servira-t-il ?

De nouvelles pressions nord-américaines ajoutées à de sérieuses difficultés de financement ont considérablement ralenti ces projets. Le premier réacteur construit par Westinghouse et baptisé Angra 1 a été mis en service en 1985. Il n'a cessé de rencontrer des problèmes techniques et ne fonctionne qu'à 30 % de sa capacité. Angra 2, la première centrale de 1 300 MW, a été reportée à 1992 et Angra 3 n'a pas encore de calendrier fixé.

Mais, alors que l'accord avec l'Allemagne s'enlisait et semblait éloigner le jour où le Brésil maîtriserait le cycle complet du combustible nucléaire, un programme « parallèle » était lancé dans le plus grand secret en 1983. Hors du contrôle de l'Agence atomique de Vienne (AIEN), ce programme était confié aux chercheurs militaires de l'aéronautique et de la Marine. C'est cette initiative qui a abouti à l'annonce faite par le président Sarney en 1987.

Que ce programme ait été confié aux militaires, et notamment à ceux de la Marine, n'a pas manqué de soulever bien des interrogations. Le gouvernement a répondu que l'uranium enrichi servirait à alimenter les centrales et un hypothétique sous-marin à propulsion nucléaire. Ces explications sont évidemment insuffisantes et font penser que cette avancée technologique pourrait bien avoir des retombées militaires.

La décision de doter le Brésil d'un outil nucléaire important a été prise à la suite du premier choc pétrolier. Ce choix apparaît aujourd'hui beaucoup moins justifié avec la baisse des prix du pétrole et la « réussite » du plan Proalcool. De plus, d'autres sources énergétiques disponibles en très grande quantité sont plus économiques.

Le Brésil dispose notamment d'une énorme capacité hydroélectrique de 213 000 MW, avec une capacité installée de moins de 40 000 MW. Les estimations de coût de la centrale d'Angra 2 en construction porte le kWh à 3 000 dollars, alors que le même kWh peut être obtenu pour trois fois moins avec des installations hydroélectriques. La démesure des investissements nucléaires comparés aux besoins donne donc à penser qu'il s'agit surtout d'un choix stratégique qui visait dès l'origine à placer le Brésil dans le cercle envié des pays disposant de cette technologie et à affirmer son *leadership* sur le sous-continent sud-américain.

7. La fronde informatique

Pour protéger la production naissante de mini- et micro-ordinateurs, les Brésiliens ont établi une « réserve de marché », sujet de discorde avec les États-Unis.

L'industrie informatique brésilienne se taille une part grandissante du marché intérieur d'ordinateurs. Elle couvre actuellement 95 % des besoins en volume. Deux cents

entreprises fabriquent des équipements et le rythme de croissance du secteur est de plus de 35 % (9).

Cet exceptionnel résultat est le fruit d'une démarche originale de « réserve de marché » — autrement dit de protection — suivie depuis 1973. A cette époque, les autorités mettaient en place un contrôle des importations des matériels destinés aux administrations et aux sociétés nationales. En 1975, toutes les importations passaient sous contrôle gouvernemental et le Brésil choisissait d'inciter les capitaux étrangers à s'associer avec des entreprises brésiliennes pour s'implanter sur le marché local. L'objectif était alors de favoriser les transferts de technologie dont le Brésil, comme tous les pays en développement, était demandeur (10).

Cette attitude ne fut pas du goût des partenaires économiques, notamment nord-américains. Elle fut néanmoins renforcée en 1984. Le marché de mini- et micro-ordinateurs fut réservé aux entreprises nationales dont le capital est à 100 % brésilien. Certes, le marché national reste dans des proportions très mesurées par rapport à celui des pays développés. D'autre part, la réserve de marché ne s'applique pas aux gros ordinateurs ; ceux-ci demeurent la chasse gardée des géants IBM, Burroughs et ABC-Bull. Mais les mesures protectionnistes ont permis au Brésil d'occuper la troisième place parmi les pays qui contrôlent leur marché intérieur, derrière les États-Unis et le Japon. Le pourcentage d'ordinateurs fabriqués au Brésil est passé de 17 % (en volume) en 1980 à 95 % en 1984. En valeur, le pourcentage est passé de 7 % à 25 % (taux plus faibles en raison de la non-application du protectionnisme sur les gros ordinateurs) (11).

Les Brésiliens justifient leur démarche par la nécessité de protéger une industrie naissante et de prendre leur autonomie dans un domaine de haute technologie. Les Nord-Américains ne sont pas de cet avis, accusent les Brésiliens

(9) Sergio VASQUEZ, « L'informatique brésilienne dans la nouvelle république », *Problèmes d'Amérique latine*, 2^e trimestre 1986.

(10) Jean-Michel QUATREPOINT, « L'offensive des États-Unis contre l'informatique latino-américaine », *Le Monde diplomatique*, juin 1986.

(11) Sergio VASQUEZ, art. cit.

de copier les matériels et les logiciels, et les menacent des pires sanctions depuis 1985.

La question de l'informatique est aussi au centre des affrontements politiques nationaux, car elle représente un symbole de la voie d'indépendance choisie par le pays. Les débats, en 1987 et 1988 notamment, ont montré que les positions politiques sont plus complexes qu'il n'y paraît. Les militaires, s'ils ont ouvert le Brésil au capital étranger, ont néanmoins appliqué cette politique avec de sérieuses restrictions, qu'imposait leur fibre nationaliste. Comme pour d'autres thèmes — l'exploitation minière, par exemple —, ils se sont retrouvés sur des positions communes avec la gauche, opposés à la droite ultralibérale, qui souhaitait — et qui parvient — à ouvrir totalement l'économie sur l'extérieur, sans réserve ni protection douanière.

Il est vrai que la fronde brésilienne a des limites. Le protectionnisme strict et les rétorsions qu'il entraîne risquent de conduire le Brésil à l'isolement et de lui interdire l'accès aux nouvelles technologies. La dette, comme en toute décision concernant les échanges extérieurs, pèse de tout son poids. Fin 1987, le gouvernement Sarney maintenait les dispositions antérieures, mais renonçait à freiner l'importation de logiciels informatiques. Les lobbies nord-américains applaudissaient, les industriels brésiliens voyaient s'envoler leurs espérances d'indépendance. En effet, après la bataille des matériels, c'est celle des logiciels qui sera déterminante dans l'avenir.

S'il a donc — en partie — cédé, le Brésil n'en a pas moins pris une substantielle avance sur d'autres pays en développement et s'est taillé une petite place au soleil sur le marché international : en 1984, il a exporté pour deux cent cinquante millions de dollars, réduisant d'autant son déficit commercial dans le secteur informatique. Il totalise 75 % de la production latino-américaine et 60 % de celle des pays en voie de développement.

8. Prince cathodique

Quatrième groupe mondial de communication, TV Globo inonde le Brésil et l'étranger de ses fictions originales, les « novelas ».

Quel est cet obscur groupe de communication venu des antipodes pour prendre le contrôle en 1985 — au nez et à la barbe des magnats Maxwell, Berlusconi et autres Hersant — d'une chaîne de télévision italienne filiale de Télé Monte-Carlo ?

Quel est le producteur de ce feuilleton *L'esclave Isaure*, que 86 % des téléspectateurs polonais ont élu en 1985 comme le meilleur programme de télévision de ces dix dernières années ? Et celui de *Gabriela*, qui a paralysé le Portugal pendant des semaines à partir de 20 h 30, contraignant même l'Assemblée de la République à interrompre ses travaux pour que les parlementaires puissent suivre le feuilleton (12) ?

TV Globo ! Le quatrième *network* du monde, derrière les trois géants américains ABC, CBS et NBC, un empire par sa surface d'activité, ses moyens techniques et sa diffusion. Prophète en son pays — 50 à 60 % de l'audience au Brésil —, TV Globo s'est lancé avec succès dans la compétition internationale, diffusant aux États-Unis, en France, en Chine, en Pologne, en Grande-Bretagne, en Angola, en Italie, à Cuba, au Japon, etc. Au total, quarante-cinq pays achètent régulièrement les productions de feuilletons brésiliens, les *novelas*.

La télévision, au Brésil, est définitivement entrée dans les foyers. Les trois quarts des familles possèdent un téléviseur et s'abreuvent quotidiennement — dix-huit heures par jour de programmes en moyenne — d'un foisonnement d'images, généralement très sophistiquées. En 1950 déjà, le groupe de presse Diarios e Emissoras Associados lançait la première station à São Paulo. Aujourd'hui, qua-

(12) Michèle et Armand MATTELART, *Le carnaval des images*, La Documentation française, 1987. L'essentiel des données sur la télévision est puisé dans cet excellent ouvrage.

tre autres chaînes privées (Bandeirantes, SBT, Silvio Santos et Manchete) et une antenne d'État se partagent les restes d'audience que TV Globo veut bien leur laisser.

La réussite de la production télévisuelle brésilienne à l'étranger s'explique avant tout par l'originalité des fictions, les fameuses *novelas*. Face à la sérialisation américaine, dont on craignait dans les années 70 qu'elle n'envahisse toutes les télévisions du monde sans alternative, les Brésiliens ont développé un genre qui a le mérite de les réconcilier avec leur latinité et de plaire à d'autres peuples.

L'originalité du genre *novela*, c'est de mettre en scène des personnages suffisamment quotidiens et proches pour que le public s'y réfère. Certes, certains héros vivent des expériences mièvres à la *Dallas*, mais d'autres ressemblent au réel de bien des gens : ils doutent, ils craignent, ils cherchent l'estime, et surtout ils se battent chaque jour pour une ascension sociale inespérée. Les scénarios ne sont d'ailleurs pas écrits en totalité avant le début des tournages. Les épisodes sont conçus en fonction des réactions du public et des événements de l'actualité.

La télévision participe de l'intégration nationale et du mythe du « Brasil Grande ». Par sa puissance, elle étouffe une presse anémique.

Média de masse, la télévision véhicule à grande échelle des modèles culturels et des goûts esthétiques uniques, sans contrepartie. Des valeurs sociales aussi, qui distillent le rêve et le mythe d'une réussite personnelle illusoire. Les chercheurs français Michèle et Armand Mattelart soulignent aussi dans l'étude qu'ils ont consacrée à Globo combien le groupe multimédia a largement aidé les militaires brésiliens à asseoir leur régime de 1964 à 1985.

La clairvoyance des généraux de Brasilia a été de comprendre très vite l'utilité d'une consommation culturelle de masse pour imposer l'unité nationale et, au passage, leur présence pendant vingt et un ans. Restreignant d'un côté la liberté de la presse, fermant des journaux, les militaires ont encouragé les médias audiovisuels, car ils répondaient à leur ambition d'intégration, de communion,

d'agrégation nationale entre des êtres que des milliers de kilomètres — et des décennies d'histoire — séparaient.

« Globo a accompagné l'idée de communication du Brasil Grande qui a caché le coût politique de la suppression des libertés civiles, le coût culturel de la censure sur la création de l'activité intellectuelle », écrivent les chercheurs. Globo en a bien profité et est devenu un véritable trust de communication : une chaîne de télévision, huit stations de radio, un quotidien national, des régies publicitaires, l'édition de livres et de disques, et même des expositions d'art.

La presse écrite n'a pas connu la même réussite (13). Stationnaire autour de cinq millions d'exemplaires chaque jour, elle souffre avant tout du fort taux d'analphabétisme et du manque de revenu. En France, le prix d'un quotidien varie entre le cinquième et le sixième d'une heure de travail au SMIG ; c'est une demi-heure qu'il faut pour un travailleur brésilien, quand il touche le salaire minimum...

Quatre quotidiens nationaux (*Jornal do Brasil*, *O Globo*, *O Estado de São Paulo* et *A Folha de São Paulo*), des périodiques de bon niveau tels *Veja* et *Senhor*, une presse féminine florissante, et le tour est fait. Les Brésiliens lisent peu et les tentatives de presse alternative ont le plus souvent déçu.

La publicité est un secteur très développé. Envahissant les écrans de télévision, par des spots ou sous forme indirecte (publicité de marques au sein des émissions en direct et des fictions), elle accapare l'espace des journaux qui, à l'instar de leurs homologues nord-américains, atteignent souvent la centaine de pages.

Sur tous ces points encore, le Brésil fait la preuve de sa modernité. Il n'a pas attendu les médias européens et américains pour forcer le trait de sa puissance de communication : concentration des titres, omniprésence de la publicité et assaut de l'étranger.

(13) André de SEGUIN, *Le Brésil : presse et histoire*, L'Harmattan, 1985.

3.

Puissance et dépendance

Grâce à des investissements concentrés dans des secteurs clés, le capital étranger contrôle en partie l'économie nationale.

De tout temps, le Brésil a largement ouvert ses portes au capital étranger et aux entreprises étrangères et transnationales désirant s'installer sur son territoire. Il en résulte une présence étrangère certes limitée en volume (3,5 % du cumul des investissements), mais très concentrée dans des secteurs clés relevant d'une haute technologie et disposant d'importants marchés. Parmi les quarante premières entreprises, on trouve quatorze sociétés étrangères. Shell, Esso, Volkswagen, Atlantic, Ford, Texaco, se classent dans le peloton des dix premières.

Cette base limitée place le capital étranger dans une position de monopole dans des secteurs stratégiques et lui permet ainsi de contrôler en partie l'économie nationale : 90 % de l'automobile, 90 % de la pharmacie, 70 à 80 % du secteur électrique et électronique, 65 % des équipements industriels. Les sociétés étrangères (nord-américaines et britanniques, mais aussi, plus récemment, allemandes, suisses, canadiennes et japonaises) sont présentes dans l'agro-alimentaire, la sidérurgie, les tabacs, la chimie. Ces dernières années, elles avaient aussi beaucoup investi dans la prospection minière en Amazonie.

Cette présence très finalisée, si elle a contribué à placer le Brésil parmi les grandes nations industrielles, au huitième rang, n'a pas eu que des résultats positifs. D'une part, l'importance des capitaux de ces sociétés et leur maîtrise technologique ont conduit nombre d'entreprises brésiliennes à la faillite ou au rachat, au mieux à se contenter de produire en sous-traitance. Il est notoire aussi que ces investisseurs étrangers ont su tisser des liens avec la classe politique et obtenir des avantages au détriment des sociétés nationales, voire peser sur les politiques gouvernementales.

D'autre part, les immenses avantages consentis (fiscalité, rapatriement du bénéfice et du capital) et les résultats de ces sociétés laissent à penser que le Brésil a perdu plus qu'il n'a gagné dans cette ouverture. Pour certaines de ces entreprises, l'implantation au Brésil leur a permis de réaliser des bénéfices colossaux : 8 470 % pour la British American Tobacco (rapport bénéfice/capital investi), qui a apporté 2,5 millions de dollars au Brésil et qui en a retiré plus de 211 millions, dont 82,3 ont été rapatriés ou transférés dans un autre pays ! *Idem* pour Volkswagen, qui n'a multiplié son investissement « que » par 2,94, mais a dégagé 351,9 millions d'excédents et en a rapatrié 279,1 ! Pirelli a multiplié son apport par 3,58, Rhodia par 11,84, Firestone par 23,1 (1).

Ces records doivent être mesurés, parce qu'ils ont contribué à la creuser, à une autre performance typiquement brésilienne : la dette extérieure.

1. Cent vingt et un milliards de dollars

La moitié de la dette a servi à financer la consommation publique et privée. Pendant et après les années du « miracle », la bourgeoisie a ainsi vécu sur un grand pied aux frais de la nation.

(1) P.U. SCHLIEMANN, *Les investissements étrangers au Brésil*, Notes et études documentaires, 1980.

Cent vingt et un milliards de dollars. C'est le poids que pesait, en 1988, la dette extérieure du Brésil. Soit environ le dixième de ce que doivent l'ensemble des pays en développement.

Au cours des années du « miracle » (1964-1973), le Brésil s'est ouvert largement aux importations de capitaux privés et l'État lui-même s'est très largement endetté. Sans entrer dans le détail des mécanismes qui ont conduit à cet immense débit, il est néanmoins intéressant de souligner que l'endettement national, aujourd'hui supporté par les classes les plus pauvres, a permis aux entreprises étrangères de se développer et à la bourgeoisie de s'équiper en biens de consommation (voitures, réfrigérateurs, télévisions...). Ladite bourgeoisie était le principal soutien du régime militaire et devait être ménagée. On estime que plus de la moitié des ressources ont servi à financer la consommation privée et publique.

Initialement, les emprunts à l'étranger devaient permettre au pays de s'équiper en industries et infrastructures. En réalité, par un mécanisme mis au point par les gouvernements militaires, la banque centrale a été amenée à garantir des emprunts contractés en dollars sur le marché financier international par des entreprises étrangères qui ont servi à financer le crédit à la consommation. Au passage, ces sociétés ont arrondi leur chiffre d'affaires et les couches aisées ont vécu sur un grand pied aux frais de la nation. Celle-ci s'est retrouvée avec une dette énorme, sans pour autant avoir profité de cette consommation pour accroître sa capacité industrielle autonome dans les secteurs concernés (automobile, électroménager).

Il faut ajouter à cela les évasions de capitaux, qui, comme ailleurs, ont donné la main pour creuser le trou de l'endettement. En 1984, le principal dirigeant de la Banque nationale suisse estimait que « le tiers de l'augmentation de la dette externe de l'Amérique latine au cours des six dernières années avait servi à combler les fuites de dollars commises par des individus, des entreprises et même des gouvernements ». Exagérée ou sous-estimée, cette évaluation a au moins le mérite de donner une idée du désastre.

Il serait inexact de dire que l'endettement est lié à ces seuls éléments. Il a aussi permis au Brésil de s'équiper et

de constituer des industries performantes. Il a financé les projets « pharaoniques » que les dirigeants militaires ont imposés au pays (entre autres le réseau routier amazonien, le plus grand barrage du monde, à Itaïpu, le site minier de Carajas et ses investissements ferroviaires et portuaires). L'emprunt massif à l'extérieur est enfin dû au fait que l'État a lui-même drainé excessivement l'épargne intérieure pour ses réalisations et que les banques ont préféré se tourner vers les capitaux étrangers consentis à des taux moins élevés. Aujourd'hui encore, la dette publique intérieure continue de stériliser les investissements productifs. Elle a été estimée, en 1985, à 50 milliards de dollars, soit la moitié de la dette externe ! « Elle absorbe une grande partie de l'épargne. Pour tenter de mobiliser celle-ci, les autorités se voient obligées d'offrir des taux d'intérêt exorbitants, qui font du Brésil un paradis de spéculation financière, source de profits énormes. (2) »

2. La dette ou le peuple

Payer ou pas ? Les experts brésiliens ont adopté plusieurs tactiques face à la dette. Mais le résultat est globalement toujours le même : austérité et récession, le peuple est le premier payeur.

Tant que la croissance donnait confiance aux créanciers, les vannes sont demeurées ouvertes, quand bien même, à partir de 1971, les entrées de devises ont commencé à dépasser les ressources dégagées pour payer le capital et les intérêts des dettes. Il a fallu attendre un essoufflement de la croissance pour que l'économie nationale marque le pas devant la hausse des tarifs pétroliers (1973) et la réduction des échanges internationaux. Alors sonna l'heure de l'endettement. Celui-ci représentait en 1986 cinq fois la

(2) Ignacy SACHS, « Les quatre dettes du Brésil », *Problèmes d'Amérique latine*, 4^e trimestre 1985.

valeur des exportations et le service de la dette dépassait largement les recettes d'exportation (3). En peu d'années, le Brésil était passé d'une économie de crédit international où les emprunts servent à l'équipement et à la production à une économie d'endettement international chronique où les nouveaux crédits ne servent — au mieux — qu'à payer les intérêts d'une dette devenue insupportable (4).

Depuis 1980, le Brésil a suivi différentes politiques pour tenter de se sortir de ce marasme. Toutes ont à ce jour échoué si on considère que la dette a continué de gonfler et que les diverses thérapeutiques ont abouti à une récession sans précédent pour l'industrie et surtout pour la population, qui, dans sa quasi-totalité, a été touchée. Elles ont partiellement réussi si on prend en compte la balance commerciale, qui a renoué avec les chiffres positifs à partir de 1983 pour atteindre 19 milliards de dollars en 1988, un chiffre tout à fait exceptionnel.

En 1982, un plan négocié avec le Fonds monétaire international (FMI) imposait une réduction drastique des dépenses publiques et une remise en cause des avantages sociaux (telle l'indexation des salaires sur l'inflation). Il se fondait aussi sur un développement à marche forcée des exportations. Il s'ensuivit une année noire pour les classes pauvres et moyennes, qui voyaient leur niveau de vie chuter de façon considérable. Les dépenses publiques de subventions alimentaires ont été divisées par dix. Dans tout le pays, de véritables « émeutes de la faim » ont éclaté.

Paradoxalement, la dimension effrayante de la dette offre au Brésil un pouvoir de négociation face aux banques occidentales qui se sont aventurées à prêter inconsidérément. De 1985 à 1987, à la faveur de la « Nouvelle République » et de l'élan national que cet événement suscita, le Brésil se démarqua du FMI et tenta une relance par la croissance (plan Cruzado). Le président Sarney, pourtant connu pour ses positions conservatrices, déclara que son pays n'honorait pas ses dettes « avec la réces-

(3) A. GAUTHIER et J. DOMINGO, *op. cit.*

(4) Philippe NOREL, Éric SAINT-ALARY, *L'endettement du tiers-monde*, Syros - Saint-Martin, Paris, 1988.

sion, le chômage ou la faim » de ses concitoyens. Malheureusement, la politique de relance entraîna une hausse excessive de consommation qui vint menacer l'équilibre des comptes nationaux.

Enfin, en 1987, le Brésil tenta d'imposer un moratoire sur la dette privée, pendant neuf mois. En refusant de payer les intérêts, le pays s'est vu contraint de payer comptant tous ses achats extérieurs, et ses réserves ont fondu dangereusement. Pour conclure — provisoirement — sur ce chapitre, Brasilia a de nouveau signé, en juin 1988, un accord avec le FMI qui prévoit le rééchelonnement de la moitié de la dette sur vingt ans et une accentuation de la politique d'exportation. L'austérité est plus que jamais d'actualité.

A cela vient s'ajouter une hyperinflation en voie d'accélération (360 % en 1987, 1 000 % en 1988), due au déficit public et au déséquilibre monétaire engendré par la dette. L'argent monnaie perdant constamment de sa valeur, la manière la plus courante de conserver son épargne (ou tout simplement ses liquidités pour finir le mois) consiste à acheter des titres de la dette publique, dont la correction est journalière. Les banques font automatiquement le transfert des liquidités de leurs clients en bons du Trésor, mais seulement si le crédit est positif de 50 000 cruzados (septembre 1988). Or cette somme représente l'équivalent de deux fois le salaire minimum, lequel n'est indexé qu'une fois par trimestre. 52 % des travailleurs gagnant entre zéro et deux salaires minimum, cela veut dire que l'immense majorité des Brésiliens est exclue de ce système de protection minimale de ses maigres ressources. Cela veut dire aussi que, si on a les moyens d'acheter des bons du Trésor (ceux-ci étant rémunérés), il est beaucoup plus avantageux, au Brésil, de ne rien faire que de travailler.

Le paiement de la dette est un débat constant, et la décision du gouvernement de passer sous les fourches caudines du FMI n'a pas l'heur de plaire à tout le monde. En particulier, la Centrale unique des travailleurs (CUT), les Églises catholique et protestantes estiment que la dette ne doit pas être supportée par le peuple, car elle a été contractée à 85 % par le gouvernement militaire sans que celui-ci en informe le Parlement élu. De 3,5 milliards de

dollars en 1964, la dette s'est élevée à 105 milliards à la fin du régime militaire (1985).

Ces organisations font remarquer qu'entre 1973 et 1985 le Brésil a emprunté 121 milliards de dollars à l'étranger, mais que, dans la même période, il a remboursé 145 milliards en capital et en intérêts. Pourquoi cet écart ? Parce qu'entre-temps les créanciers ont décidé unilatéralement d'augmenter les taux d'intérêt : de 6 % en 1976, ils passaient à 21 % en 1981. D'ailleurs, de l'aveu des banquiers internationaux — pour peu qu'ils soient réalistes et honnêtes —, le problème de la dette ne doit pas seulement être évalué du point de vue de son volume ; en effet, le Brésil a toujours été un bon payeur et le moratoire imposé en 1987 n'a pas inquiété outre mesure ses créanciers internationaux, qui ont fait ces dernières décennies de substantiels bénéfices et savent qu'ils en feront bien encore.

Églises, syndicats et associations estiment que la dette ne peut être payée aux conditions actuelles et qu'un accord doit intervenir sur le plan international. Car la dette, non seulement plonge le pays dans une situation de dépendance, mais a surtout un énorme coût social. L'exportation constante de capitaux au titre du remboursement de la dette, c'est autant de ressources en moins pour les programmes sociaux, l'aménagement urbain, le soutien à l'agriculture vivrière et aux prix, la création d'emplois, l'enseignement.

Une étude de l'Unicef sur les conséquences sociales de la politique d'« ajustement structurel » imposée par le FMI en 1983 dresse un bilan sans appel (5) : « Au total, les équilibres macro-économiques ont été rétablis fort rapidement mais à un coût social très important, notamment en ce qui concerne les couches les plus pauvres. » Après de nombreuses années de baisse, la mortalité infantile a augmenté en 1983 et 1984 dans l'ensemble du Brésil (y compris dans les régions les plus riches du Sud et du Sudeste), ainsi que les cas d'insuffisance pondérale à la naissance. Les taux d'échecs et d'abandons scolaires, de délinquance juvénile et d'abandons d'enfants ont recommencé à progresser.

Pour les milieux syndicaux, religieux et sociaux, nul

(5) Unicef, *L'ajustement à visage humain*, Economica, Paris, 1987.

doute qu'un tel coût social s'apparente à une forme de guerre qui maintiendrait le Brésil et les autres nations du Tiers monde sous la dépendance des nations riches ; celles-ci utiliseraient l'arme de la dette pour contrôler la croissance des pays du Sud et conserver leur *leadership* politique (6). C'est le sens de la déclaration que fit le dirigeant syndicaliste et politique (PT) Lula à la Conférence sur la dette de La Havane en août 1985 : « Sans être radical ni particulièrement téméraire, je vous dirai que la Troisième Guerre mondiale est déjà commencée — une guerre silencieuse, certes, mais qui n'en est pas moins sinistre pour cela. Cette guerre est en train de mettre en pièces le Brésil, l'Amérique latine et pratiquement tout le Tiers monde. Au lieu de soldats, ce sont des enfants qui meurent, au lieu de millions de blessés on trouve des millions de chômeurs ; au lieu de destructions de ponts, on assiste à des fermetures d'usines, d'écoles, d'hôpitaux, à l'annihilation de pans entiers de l'économie... C'est une guerre déclarée par les États-Unis contre le continent latino-américain et le Tiers monde. C'est une guerre sur la dette extérieure, avec pour arme principale les intérêts, une arme plus mortelle que la bombe atomique, plus destructive qu'un rayon laser... »

Pour rembourser sa dette, le Brésil semble condamné à poursuivre ses exportations au pas de charge.

Quel sera à l'avenir la politique économique du Brésil vis-à-vis des investisseurs et prêteurs étrangers ? Très probablement l'ouverture croissante, faute de pouvoir maîtriser le casse-tête de la dette avant longtemps. Celui-ci provoque un véritable désarroi des Brésiliens, que l'on a pu mesurer à la succession d'événements contradictoires survenus en mai 1988, à la veille de l'accord avec les créanciers. Au son de l'hymne national, les députés de la Constituante (chargés de préparer la nouvelle Constitution) votè-

(6) Au sujet de cette thèse, lire Suzan GEORGE, *Jusqu'au cou*, La Découverte, Paris, 1988.

rent la limitation drastique de la marge de manœuvre des entreprises étrangères, sur les gisements miniers notamment. La nouvelle n'émut pas le moins du monde la communauté industrielle et financière internationale. Celle-ci savait qu'en réalité le Brésil n'avait plus les moyens d'une telle politique nationale. En effet, avant la fin du mois de mai, le gouvernement, par décret, libéralisa considérablement l'économie, ouvrant de nouveaux secteurs aux entreprises étrangères. « Brasilia met fin à près d'un demi-siècle de stratégie autarcique », titrait même le *Financial Time*.

Il semble de plus en plus évident que la dette est un instrument commode dans les mains de Brasilia, tant pour la politique extérieure que pour les problèmes internes. Posséder une telle dette — et d'inépuisables réserves dormantes pour la rembourser... —, c'est pouvoir la brandir sur la tête des créanciers en faisant planer le doute sur un possible moratoire ou encore sur une alliance avec les pays les plus réfractaires au paiement de la dette (Pérou, Cuba...). Sur le plan interne, il est bien commode d'évoquer la dette pour expliquer tous les malheurs du pays, l'inflation, l'absence de services sociaux, la baisse du pouvoir d'achat ou la rougeole du petit dernier. Les discours sur le poids de la dette et son remboursement justifient des positions radicalement opposées. Les milieux syndicaux mobilisent aisément leurs troupes sur le thème. Les partisans du libéralisme économique, d'un capitalisme débridé et d'une ouverture croissante du Brésil expliquent que, pour payer sa dette, le pays doit exporter et laisser les capitaux étrangers prendre le contrôle des secteurs protégés. D'où une confusion certaine dans les esprits et des politiques très contradictoires.

3. Le pragmatisme extérieur

Dès les années 50, Brasilia a exploré les voies de l'autonomie diplomatique. Une démarche aujourd'hui aboutie sur le plan des relations extérieures et des échanges commerciaux.

La dépendance du Brésil à l'égard des pays créanciers ne doit pas occulter l'autonomie conquise dans d'autres domaines. En premier lieu, les échanges extérieurs : si les États-Unis restent le partenaire numéro un avec 27,6 % des exportations et 21,9 % des importations (1985), le Brésil a diversifié ses clients et fournisseurs vers la Communauté européenne (24,7 % des exportations) et les pays en développement (29,7 %). L'Amérique latine occupe la première place des clients du Sud avec près de 10 %, talonnée — surprise — par l'Afrique (8 %).

La diversification vers le continent africain est l'illustration du dynamisme commercial du Brésil sur des marchés où on ne l'attendait pas. Elle s'intègre dans la politique extérieure que Brasilia entend mener depuis une quinzaine d'années selon trois principes : le refus de l'alignement systématique sur la diplomatie nord-américaine, une perception moins idéologique et plus pragmatique des relations internationales, et une incorporation croissante dans l'ensemble régional sud-américain.

Le premier pays qui ait décidé de soutenir le Brésil au moment de sa prise d'indépendance en 1822 ne fut pas les États-Unis, mais la puissance forte de l'époque, l'Empire britannique. Au XX^e siècle, cette situation va se renverser et, dans les années 30, les banques nord-américaines détenaient — déjà — le tiers de la dette brésilienne. A la fin du siècle dernier, les États-Unis achetaient 75 % du café et le Brésil cédait — déjà — aux menaces de boycottage en laissant entrer sur son sol les produits industriels. Alors que le régime fascisant de l'« État nouveau » du président Vargas le faisait plutôt pencher vers les puissances de l'Axe, le Brésil entra finalement en guerre aux côtés des Alliés sous la pression de Washington.

Il fallut donc attendre la fin de la guerre pour voir le Brésil chercher à se démarquer de son encombrant partenaire. Tentatives timides et rarement réussies. Dans les années 50, le second gouvernement Vargas essaya de créer un front Argentine-Brazil-Chili pour renforcer la position de ces nations face à Washington. Pour accroître la politique de substitution aux importations, le président Juscelino Kubitschek dut affronter l'opposition des Nord-Américains, qui ne désiraient pas que le Brésil se ferme

à leurs exportations. L'éphémère gouvernement de Janios Quadros (1960-1961) céda aux pressions sur le plan économique, mais joua la carte de l'autonomie diplomatique : il rétablit les relations avec l'URSS (interrompues pour cause de « guerre froide »), se tourna vers la Chine populaire et refusa de soutenir la tentative d'invasion de Cuba par les États-Unis, allant jusqu'à décorer le héros de la révolution cubaine Ernesto « Che » Guevara lors d'une visite au Brésil. A la conférence de Punta del Este, en 1962, le Brésil fut accusé par les États-Unis d'avoir usé de son influence pour que les autres pays latino-américains ne votent pas les représailles contre Cuba.

Mais par ailleurs, le Brésil restait dans le chemin de l'orthodoxie, notamment en matière militaire. L'alignement total sur le plan stratégique donnait lieu à une alliance en 1952, à un moment culminant de la « guerre froide » (conflit de Corée). Des liens personnels entre officiers nord-américains et brésiliens renforçaient ces relations. A la création de l'École supérieure de guerre, des conseillers de Washington furent sollicités ; leur mission dura de 1948 à 1960. C'est cette école qui formula en son sein la doctrine de « sécurité et développement national », chère aux généraux putschistes de 1964. Les États-Unis comptent d'ailleurs parmi les auteurs du coup d'État, tout au moins dans sa phase de préparation.

Ces excellentes relations commencèrent à se distendre à partir des années 60. Les militaires brésiliens, estimant que l'alliance de 1952 les conduisait à la dépendance technologique, décidèrent d'investir dans une industrie de substitution aux importations d'armements qui a conduit le Brésil dans le cercle très fermé des pays grands exportateurs d'armes. L'accord de 1952 fut dénoncé en 1977 par les Brésiliens. « En réalité, la rupture de l'accord militaire sous le gouvernement Geisel marqua la fin de la période pendant laquelle les concepts stratégiques, les doctrines opérationnelles et les armements nord-américains jouèrent un rôle décisif dans la formation professionnelle, la vision idéologique et l'attitude politique des autorités brésiliennes (7). »

(7) Gerson MOURA, Paulo KRAMER, Paulo WROBEL, « Le difficile

Atlantique Sud, Amérique centrale, dette..., les désaccords avec Washington ne sont pas des passades.

Le Brésil n'est pas seul à évoluer. Il y a en toile de fond de cette prise d'autonomie un contexte international qui voit s'accroître les échanges commerciaux (dont ceux du Brésil, qui s'impose progressivement comme puissance exportatrice), la perte d'influence des États-Unis, la montée des contestations de l'ordre international en provenance des pays du Tiers monde. Dans ce nouveau contexte des années 70, le Brésil va revoir sa position en abandonnant son alignement automatique sur Washington et en adoptant une ligne « pragmatique », éloignée de l'idéologie de l'affrontement Est-Ouest, sensible à la dimension Nord-Sud et désireuse de liens plus solidaires entre pays du Sud.

Cette nouvelle position, apparue dans les années 70 et qui n'a pas été démentie par la « Nouvelle République », s'exprime d'abord sur le plan stratégique : le Brésil se refuse à signer un accord sur la sécurité de l'Atlantique Sud avec les États-Unis, estimant que la meilleure défense de cette région passe par sa non-militarisation et sa non-nucléarisation.

L'Amérique centrale est un autre point important de désaccord. Le Brésil s'est clairement prononcé pour une solution négociée et contre une intervention militaire au Nicaragua. Il a formé avec l'Argentine, le Pérou et l'Uruguay un groupe d'appui aux initiatives de paix de la Contadora. Le rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba en 1986 (rompues avec le coup d'État de 1964) et ses positions vis-à-vis du régime sandiniste de Managua ont apporté la preuve que, pour Brasilia, les liens historiques et culturels entre les nations latino-américaines doivent prendre le pas sur les considérations idéologiques. Il est clair que, même pour les généraux brésiliens, la coexistence de régimes politiques très opposés sur le continent est devenue acceptable.

Il est évident aussi que le Brésil, sans adopter des positions révolutionnaires, n'est pas en marge des débats sur

chemin de l'autonomie : les relations entre le Brésil et les États-Unis », *Problèmes d'Amérique latine*, 2^e trimestre 1986.

la refonte de l'ordre économique international ; son attitude de contestation s'exprime sur le problème de la dette, le nucléaire, l'informatique ou encore l'armement. « Les problèmes qui se sont accumulés sur l'agenda des relations Brésil - États-Unis pendant la dernière décennie ne proviennent certainement pas d'idéologies antagonistes ni d'un conflit entre deux puissances concurrentes. Il s'agit de difficultés inscrites dans le cadre des relations Nord-Sud, mais dont l'un des protagonistes est un des pays les plus grands, les plus peuplés et les plus industrialisés du tiers monde, ce qui lui confère la possibilité de manifester un certain degré d'autonomie dans le système international. (8) »

4. Une puissance continentale

Le Brésil s'affirme comme le leader de l'Amérique du Sud. Longtemps décrit comme un relais des puissances hégémoniques, il construit à son tour son impérialisme.

Parce qu'il représente à lui seul 47 % de la surface de l'Amérique du Sud, le Brésil se considère aisément comme le leader naturel du sous-continent. La réalité actuelle n'est sans doute pas à la hauteur de cette ambition, mais il est certain qu'il a pris un ascendant sur ses voisins immédiats.

Depuis qu'il a entamé la conquête de l'Amazonie — territoire dont les frontières définitives n'ont été établies qu'au début du siècle après que le Brésil eut grignoté les riches régions du Roraima, de l'Acre, de l'Amapá et de l'extrême Ouest amazonien —, l'immense forêt a cessé d'être un obstacle aux relations. Dans les années 70, le Brésil tenta de faire admettre à ses voisins le principe d'une intégration économique des régions frontalières. Ce projet n'a pas abouti, et le Brésil a décidé de poursuivre son effort seul dans le cadre du programme de développement Calha

(8) Gerson MOURA et alii, *op. cit.*

Norte (Canal Nord). Celui-ci est situé le long des frontières du Venezuela, de la Colombie, du Surinam, de la Guyana et de la Guyane française. Comprenant des investissements militaires et économiques, il suscite l'inquiétude des pays concernés.

Sur ses frontières ouest et sud, le Brésil est mieux parvenu à ses fins. D'une part il a associé la Bolivie et le Paraguay à des projets régionaux, dont la meilleure illustration est le barrage d'Itaipu, ce mastodonte « commun » à Brasilia et Asunción, en réalité financé, construit et utilisé par le Brésil. En Bolivie, les accords portent sur l'exploitation des richesses minérales. D'aucuns considèrent que, dans ces deux pays, des régions frontalières entières, déjà « brasilianisées », sont en passe d'être satellisées.

D'autre part, le Brésil a mis fin à des siècles de rancœur envers la puissance rivale, l'Argentine. En 1986, un accord de coopération industrielle, scientifique et technologique devant accélérer l'intégration économique des deux pays a été signé. Au titre 1 des « Principes fondamentaux » de la nouvelle Constitution, il est d'ailleurs précisé par un paragraphe unique que « la république fédérative du Brésil recherchera l'intégration économique, politique, sociale et culturelle des peuples d'Amérique latine, en vue de la formation d'une communauté latino-américaine des nations ». Cette mention est importante, car longtemps le Brésil s'est considéré comme à part sur son continent, étranger à une conscience latino-américaine qui unissait les autres pays. Ce temps est presque révolu et le Brésil entend désormais jouer un rôle majeur, voire devenir l'égal des États-Unis en Amérique.

C'est en Afrique qu'il faut aussi rechercher les traces d'un impérialisme brésilien naissant. La position du Brésil vis-à-vis des pays africains a connu une évolution radicale à partir de 1974. Avant cette date, le Brésil s'alignait invariablement sur la puissance coloniale portugaise, s'abstenant ou votant contre les résolutions de l'ONU condamnant le colonialisme ou la discrimination raciale. Comble de cette attitude, le Brésil fut parmi les sept pays qui votèrent contre l'indépendance de la Guinée-Bissau en 1973.

Résultat, une présence en Afrique quasiment nulle. La nécessité de trouver de nouveaux marchés à l'exportation a conduit le Brésil à adopter la ligne « pragmatique » et

à faire de l'Afrique une priorité de sa diplomatie. Il s'est naturellement tourné vers les pays lusophones, en soutenant les processus de décolonisation de l'Angola, du Mozambique et finalement de la Guinée-Bissau. Il est désormais présent dans de nombreux pays, tels l'Algérie ou la Côte d'Ivoire.

Aujourd'hui, les Brésiliens remportent d'importants marchés d'infrastructure et exportent de nombreux produits. Le développement des échanges a été soutenu par les entreprises transnationales installées au Brésil, qui y ont vu la possibilité de conquérir indirectement de nouveaux débouchés. C'est ainsi que Nestlé, General Motors ou Volkswagen sont présents en Angola *via* leurs filiales brésiliennes.

4.

Deux mondes sur le même sol

Le gouffre qui sépare riches et pauvres est le plus profond qui soit au monde. Une dichotomie qui menace la démocratie.

« La société brésilienne se caractérise par le plus grand écart au monde entre ses indicateurs économiques et ses indicateurs sociaux. Huitième puissance économique occidentale, le Brésil se rapproche des niveaux des pays industrialisés européens alors que ses indicateurs sociaux s'apparentent à ceux des pays les moins développés d'Afrique et d'Asie. Près du tiers des familles brésiennes vit dans la misère et près du quart dans un niveau de stricte pauvreté, ce qui fait qu'environ 65 % de la population, y compris les personnes sans ressources, vivent entre l'absolue misère et la pauvreté. Cette situation est particulièrement aggravée dans le Nordeste, où 74,1 % de la population subsiste dans cet état, et dans les grandes métropoles, où près du quart des habitants est économiquement marginalisé.

« Il s'est ainsi formé au Brésil une impossible dichotomie entre une minorité de la population qui édifie et s'intègre dans une société industrielle dotée d'une capacité productive, technologique et administrative égale ou supérieure à de nombreux pays européens, et une majorité, rurale et

urbaine, qui végète, dans des conditions misérables ou extrêmement pauvres, en marge des bénéfiques de cette société industrielle.

« Cette dichotomie est incompatible avec la préservation d'une démocratie stable, car elle engendre des conflits non négociables et suscite des pressions incontrôlables, qui se manifestent, entre autres formes, par la croissance de la criminalité urbaine et de la violence rurale. »

Ce cri d'alarme est celui de Helio Jaguaribe, sociologue et politologue respecté, à qui le président José Sarney avait demandé, en août 1985, un rapport sur la situation sociale au Brésil. Intitulé « Brésil 2000. Pour un nouveau pacte social (1) », cette photographie du pays donnait la dimension exacte du résultat de la stratégie de développement suivie pendant vingt et un ans. Stratégie dont on ne dira jamais assez qu'elle est fondée sur un principe de base : l'inégalité des Brésiliens comme outil de la croissance forte.

Commandé au moment même où le Brésil annonçait son souhait de renouer avec de hauts niveaux de croissance, ce rapport prédisait le pire : « Si le pays continuait à croître à une moyenne de 6 % par an sans rien changer à ses structures sociales, il aurait à la fin du siècle un produit national brut (PNB) supérieur à celui du Canada, de la Grande-Bretagne ou de l'Italie, mais avec le même taux de misère qu'aujourd'hui et avec 20 % de chômeurs. »

L'inégalité : devant la richesse, devant la vie. Un habitant du Sud vit en moyenne seize ans de plus qu'un Nordestin.

Quelques chiffres illustrent cette extraordinaire disparité, que même les stratèges de Brasilia, adeptes de la croissance à marche forcée, reconnaissent désormais, comme en témoigne cet extrait du plan de développement 1986-1989 : « La pauvreté et les inégalités de revenus de la population brésilienne ne constituent pas un problème marginal qui puisse être traité de façon isolée, comme c'est le cas

(1) Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1986.

dans les pays industriels de l'Europe et de l'Amérique du Nord... Tout en augmentant le revenu moyen, la croissance de l'économie brésilienne a engendré des difficultés et détérioré les conditions de vie d'immenses contingents de la population brésilienne... Fait plus grave encore, les dernières années ont vu apparaître la "pauvreté moderne"... (2) »

En 1983, 50 % de la population percevaient à peine 13 % de la richesse nationale, alors que 10 % des Brésiliens en accaparaient 46 % ; les plus riches (5 %) détenaient 33 %. Selon une étude de la Banque mondiale de 1985, cette extrême concentration plaçait le Brésil en tête des pays inégalitaires devant le Népal, le Kenya, Panama et le Pérou. D'ailleurs, l'inégalité n'a cessé de s'accroître : en 1960, la moitié la plus pauvre de la population percevait près de 18 % de la richesse, contre 13 % deux décennies plus tard.

29,3 % des travailleurs ont un revenu inférieur ou égal à un salaire minimum légal, ce qui correspond à l'état de misère. 22,5 % gagnent entre un et deux salaires, soit la stricte pauvreté. Selon des sources syndicales, le salaire minimum légal est tombé en 1986 à moins de la moitié du niveau initial de juillet 1940, alors que, dans le même temps, le revenu moyen par tête a presque quintuplé (3).

L'espérance de vie à la naissance était, en 1980, de 60,1 ans. Mais ce chiffre s'abaissait à 51 ans dans le Nordeste, pour atteindre 67,2 ans dans la région Sud. La mortalité infantile de 67 pour 1 000 enfants nés vivants dépasse largement celle de pays nettement moins développés tels la Thaïlande ou les Philippines.

Ces chiffres n'expriment rien si on n'imagine pas qu'ils représentent, pour des dizaines de millions d'individus, un quotidien fait de faim, de maladie chronique, d'ignorance et d'humiliation.

(2) Cité par Ignacy SACHS, « Les quatre dettes du Brésil », *Problèmes d'Amérique latine*, 4^e trimestre 1985.

(3) *Senhor*, 3 février 1987.

1. Deux tiers de mal-nourris

Le Brésilien mange aussi mal qu'un Bangladeshi ou un Pakistanais. Concentration de terres et exportations agricoles sont les mamelles du déficit alimentaire.

Le total déséquilibre alimentaire est le comble pour ce pays qui cultive sur son sol toute la gamme des produits agricoles et se targue de figurer parmi les tout premiers exportateurs d'aliments. Les deux tiers de la population souffrent, à des degrés divers, de malnutrition, ce qui situe le Brésil au niveau de pays comme le Bangladesh ou le Pakistan...

Tous les records sont battus dans le Nordeste, où 70 % des ruraux sont sous-alimentés. Le Brésil a même découvert avec effroi qu'il est en train de fabriquer des générations d'hommes chétifs et passablement débiles, tant la faim affecte la croissance des fœtus et des enfants. Les militaires eux-mêmes s'en émeuvent : en 1984, le ministre des Armées révélait que près de 50 % des appelés au service national étaient réformés pour cause de carence nutritionnelle !

Rien ne sert d'allonger cette liste des chiffres les plus sinistres. Le déficit alimentaire n'a qu'une origine : le désintérêt des décideurs brésiliens pour ce problème et, par voie de conséquence, pour la population qui a été sacrifiée sur l'autel de l'exportation. Les terres, les crédits, les aides à la production et à la commercialisation, les recherches, les investissements sociaux, ont été captés avant tout par les cultures de rente. La très inégale répartition des terres est aussi un frein puissant à la production alimentaire.

Les aliments de base traditionnels, le riz et le haricot noir en particulier, atteignent des prix inaccessibles pour la plus grande masse. « Actuellement, les aliments sont vendus aux enchères. Seuls les plus riches peuvent les acheter. Tant que la production alimentaire stagnera, il ne servira à rien d'augmenter le salaire minimal. Chaque hausse de salaire contribue à renchérir le prix des aliments », remarquait Helio Jaguaribe, qui estimait à 40 % la crois-

sance nécessaire de la production vivrière pour atteindre une situation normale.

La faim au Brésil est le trait le plus absurde du mal-développement, car le pays dispose d'un potentiel énorme de terres cultivables, de denses réseaux de commercialisation et d'une capacité financière largement suffisante pour soutenir le redémarrage de la production vivrière.

Mais, pour atteindre cet équilibre alimentaire, les autorités sont confrontées à d'énormes obstacles. En premier lieu, l'oligarchie rurale, qui défie toute redistribution des terres : c'est une tradition depuis le temps des *coroneis*, les féodaux du début du siècle, que de voir les grands propriétaires s'opposer ouvertement à la politique centrale, au nom d'intérêts locaux et personnels. Le projet de réforme agraire lancé en 1985 s'est effondré comme un château de cartes, miné par l'oligarchie rurale.

En second lieu, la population urbaine : sans cesse croissante du fait de la concentration des terres et du désintérêt de l'État pour la cause des petits paysans, elle rend périlleuses les augmentations de prix nécessaires pour soutenir la production vivrière. A l'opposé d'une politique fondée sur le long terme, l'État préfère subventionner au quotidien de coûteuses importations de blé qui, si elles aggravent la dépendance alimentaire, procurent une fausse stabilité sociale.

2. Échec scolaire

Le système de formation est totalement déficient. Encore un paradoxe : le Brésil dispose en effet d'un vivier intellectuel remarquable.

En apparence, les chiffres donneraient raison aux partisans du régime militaire, qui, en paroles, avait fait de l'éducation l'une de ses priorités. Depuis 1960, le taux d'analphabètes a été réduit de moitié, s'établissant à 26 %. Au début des années 80, les universités formaient vingt fois plus de docteurs qu'en 1970. Le nombre d'enfants inscrits

en primaire a augmenté de 170 % en vingt ans, alors que la population croissait de 70 % dans le même temps.

D'autres chiffres viennent malheureusement tempérer ces performances. Le Brésil est très loin de faire aussi bien que ses voisins l'Argentine et l'Uruguay, dont les taux d'analphabétisme ne sont que de 5 %. En termes bruts, le nombre d'analphabètes n'a cessé d'augmenter.

L'État ne consacrait, en 1983, que 6,1 % de son budget à l'éducation, alors que l'Unesco recommande aux pays en développement d'établir cet effort autour de 25 %. Une société aussi urbanisée que celle du Brésil nécessite des structures préscolaires importantes pour accueillir les enfants dont les parents sont tous les deux contraints au travail : 7,5 % des jeunes enfants trouvent une place dans les trop rares crèches.

Pire, alors que l'Unesco estime très critique la situation scolaire dans les pays où la proportion d'enfants dépassant le niveau primaire est inférieure à 15 %, le Brésil est crédité, en 1985, d'un taux de 14,5 %... Près de la moitié des élèves abandonnent l'école avant la fin du cycle primaire.

La situation matérielle des enseignants ne donne guère d'espoir. A Rio de Janeiro, par exemple, un instituteur de base ne gagne guère plus que le salaire minimum, soit 40 dollars (250 francs), un enseignant de formation universitaire peut espérer l'équivalent de deux salaires minimum (les niveaux de rémunération sont très variables, en raison de l'inflation et des réajustements différés). Dans les campagnes, où les classes peuvent dépasser les 70 enfants, les traitements des instituteurs n'atteignent même pas ce salaire de misère. Partout, les enseignants sont contraints d'assumer deux ou trois emplois pour survivre. C'est pourquoi, dans un pays pourtant très touché par le chômage des diplômés, on compte de moins en moins de candidats de valeur à embrasser la carrière. Un véritable drame pour un pays dont 40 % de la population n'a pas vingt ans.

3. La politique sociale en déroute

Malgré un remarquable effort pour augmenter les ressources, la politique sociale souffre d'incohérences qui achèvent le tableau de l'inégalité.

La bureaucratie est une plaie à laquelle le Brésil n'échappe pas. Selon les experts de la Banque mondiale (BIRD), la complexité du financement des actions sociales (éducation, santé, alimentation, habitat) et les détournements divers sont à l'origine de l'échec de la politique sociale. Comment, en effet, expliquer autrement que le Brésil consacre plus de ressources à ce secteur que d'autres pays (8,8 % du PIB en 1985, contre 4,9 % en Corée du Sud ou 6,4 % au Mexique) et connaisse des indicateurs sociaux catastrophiques ? La mortalité infantile, de 67 pour 1 000 au Brésil, est de 50 au Mexique et de 27 en Corée.

C'est que le Brésil a pris l'habitude de tout faire à l'envers. Même les ressources théoriquement réservées aux plus démunis sont drainées par les moins nécessiteux. La santé par exemple : le rôle de l'État, surtout dans un pays en développement, est de soutenir des politiques préventives dont bénéficient, indirectement, les populations défavorisées. Le Brésil a suivi cette politique pendant longtemps. En 1949, 87 % des dépenses de santé publique étaient consacrées à la médecine préventive. En 1986, le rapport était inversé : 78 % des ressources finançaient la médecine curative ! Autrement dit, les besoins de santé privés des plus riches. Ainsi, le Brésil détient le record mondial d'accouchement par césarienne : 31 % des naissances, les trois quarts des interventions étant payées par l'État.

La politique du logement social est dans la même impasse. Le régime militaire a fait du logement « la clé de voûte de sa politique sociale (4) ». Créés en 1964, le Système de financement de l'habitat et la Banque nationale d'habitation sont financés à 70 % par l'épargne forcée des travailleurs. Chaque mois, 8 % du salaire est pré-

(4) Céline SACHS, « Les politiques du logement et de la gestion urbaine au Brésil », *Problèmes d'Amérique latine*, 1^{er} trimestre 1985.

levé automatiquement en vue de l'acquisition d'un logement. En réalité, pour les classes laborieuses, la principale forme d'accès à la propriété reste l'autoconstruction spontanée, clandestine le plus souvent.

En raison de la faiblesse du pouvoir d'achat, les travailleurs ne peuvent prétendre à d'autres logements, et de ce fait aux prêts qui y sont attachés. L'épargne forcée, formellement destinée au domaine social, sert en majorité à financer l'habitat des classes moyennes et la construction d'appartements de haut de gamme (5). Ainsi, les fonds sociaux achèvent la ségrégation entre les Brésiliens.

L'éducation n'est pas en reste d'absurdité. Le supérieur perçoit 23 % des ressources, contre 9 % au secondaire et 68 % au primaire. Au total, plus de 2 000 dollars par étudiant, et moins de 150 par élève du primaire, soit une inversion des nécessités puisque les étudiants du supérieur sont massivement issus de classes sociales aisées (6).

En 1986, le Brésil a porté son effort social à 9,1 % de son PIB. Peine perdue, car les ressources continuent d'être engouffrées dans les puits sans fond de la bureaucratie et de la corruption. L'extrême centralisation administrative favorise tous les « arrangements » clientélistes. Les crédits sociaux servent à combler les trous des municipalités et des États de l'Union. C'est ainsi qu'à peine la moitié des ressources fédérales mises à disposition des États du Nordeste pour l'éducation, en 1987, ont réellement abouti dans les salles de classe. 48 % ont fondu dans les salaires de « professeurs » qui ne voient jamais d'élèves, les « frais généraux » et autres détournements.

4. Une démocratie raciale ?

Le mythe de la démocratie métisse a fait long feu. Le Brésil se révèle raciste, à l'égard des Noirs en particulier.

(5) Céline SACHS, *op. cit.*

(6) Données de la Banque mondiale, citées par le *Jornal do Brasil*, 17 juillet 1988.

On a coutume de dire que le Brésil est « la plus grande démocratie raciale du monde ». Ce parce que le colonisateur portugais apprécia les charmes des races « exotiques ». « Le métissage, qui se pratiqua largement ici, réduisit la distance sociale qui, sinon, serait restée immense entre la *fazenda* et la forêt tropicale, entre la maison du maître et la case des esclaves », écrivait dans les années 30 le sociologue Gilberto Freyre, inspirateur de la « démocratie raciale ». Le métissage a incontestablement joué un rôle pivot dans la formation de l'identité brésilienne, avec certaines limites : un dicton de l'époque esclavagiste ne les résumait-il pas : « La femme blanche est au salon, la noire est aux fourneaux et la mulâtre est dans le lit du maître... » ?

Le mythe du mélange a fait long feu. Le recensement de 1980, le premier à donner une photographie précise de la population noire et métisse, s'est révélé déprimant. Il n'a fait que confirmer ce que chacun peut sentir : tout est, dans la société brésilienne, imprégné d'un racisme ordinaire. Le vocabulaire — ne dit-on pas « un travail de Noir » pour une tâche mal faite ? —, les relations individuelles, les traditions religieuses — à Salvador de Bahia, où 75 % des habitants sont noirs ou mulâtres, le rôle de la Vierge dans les processions est toujours tenu par une blanche (7). Une enquête récente réalisée à São Paulo a révélé que les trois quarts des Brésiliens considèrent que les Noirs sont marginalisés et près des deux tiers disent connaître des personnes ou des institutions qui pratiquent la discrimination envers les Noirs.

Les Noirs sont à la marge. Ils ne l'ont pas vraiment quittée depuis l'abolition de l'esclavage en 1888, passant de la « senzala » à la « favela ».

« Le racisme n'existe pas au Brésil, car les Noirs sont à leur place », disent les plus cyniques — les plus réalistes ? Le racisme existe et il est profondément ancré dans les esprits. A la racine, l'idéologie du « blanchissement »

(7) *Témoignage chrétien*, 11 mai 1987.

qui a toujours prévalu dans les classes dominantes. En 1923, un député en vue affirmait que « le Noir disparaîtra du Brésil sous soixante-dix ans ». La politique migratoire, notamment au début du siècle, a été un levier de cette politique raciste : en 1945, un décret sur l'immigration soulignait la nécessité de « développer dans la composition ethnique du pays les caractéristiques plus en accord avec son origine européenne »... En 1982, un conseiller du gouverneur de São Paulo a suggéré une campagne nationale de limitation de la natalité des Noirs, métis et Indiens, considérant que, si les tendances démographiques se maintenaient, la population non blanche serait de l'ordre de 60 % et supérieure aux Blancs. Donc capable de s'approprier le pouvoir...

On en est pourtant loin. « Le Noir est passé de la *senzala* à la *favela* », disent eux-mêmes les Noirs (8). La *senzala* était la maison des esclaves, la *favela* est le bidonville. Le « blanchissement » est passé par la marginalisation des gens de couleur. Le Brésil a été le dernier pays du continent américain à abolir l'esclavage, en 1888 ; il a bâclé cette étape décisive. Il n'a pas cherché à intégrer les affranchis, ceux-ci n'ont pas rejoint la classe ouvrière, mais les marges de la société, pour ne plus les quitter.

Selon le recensement de 1980, 38 % de Brésiliens étaient mulâtres, près de 6 % noirs. Mais seulement 0,4 % des Noirs étaient des employeurs. 59,4 % avaient un revenu inférieur ou égal au salaire minimum, contre 23,2 % seulement des Blancs. Systématiquement, les employés noirs gagnent de 10 à 25 % en moins et sont écartés des postes de responsabilité, à tel point que certains estiment qu'il existe « deux marchés de l'emploi ».

Les habitants des bidonvilles sont dans leur grande majorité des gens de couleur. Le Noir, quand il naît, a 30 % de chances en moins de dépasser l'âge de cinq ans qu'un nouveau-né blanc. Quand il grandit, il risque deux fois plus de sortir de l'école sans savoir lire ni écrire. Quand il meurt, c'est à cinquante ans. S'il avait été blanc, il aurait vécu treize ans de plus. Être pauvre ne suppose pas être noir, tant il est vrai que des millions de Brésiliens blancs

(8) *Le Monde*, 12 mai 1988.

ou très peu métissés sont pauvres ; mais être noir, c'est être — à de très rares exceptions près — toujours pauvre.

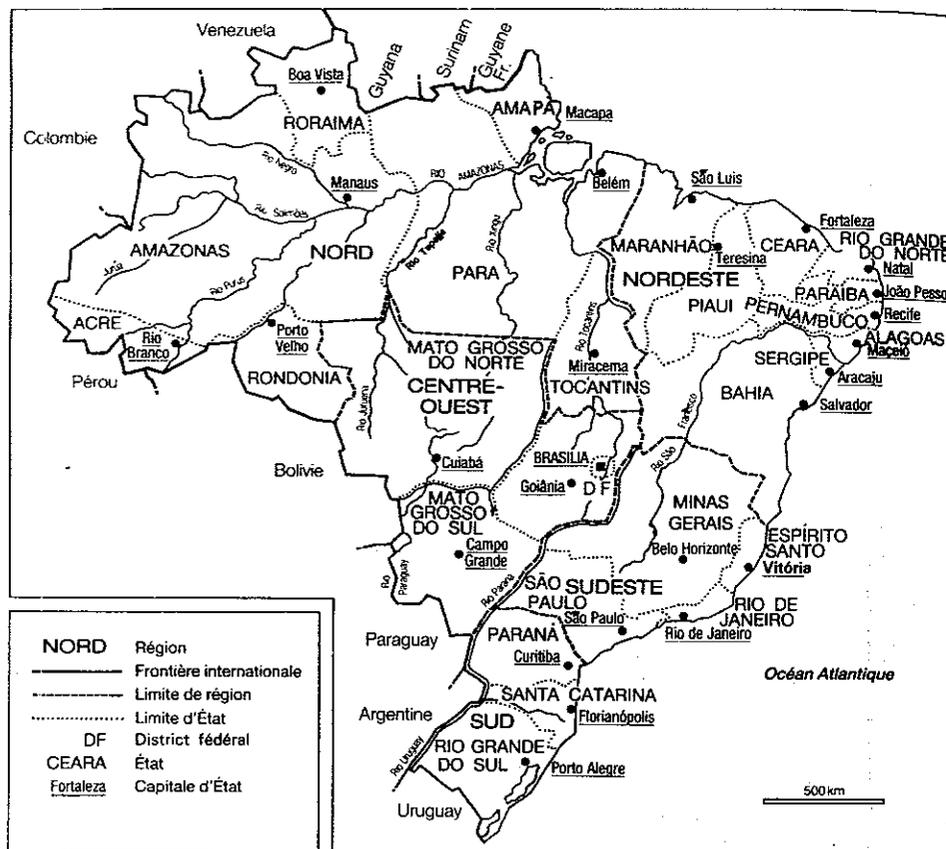
L'hérédité du captif : le Noir finit par se dévaloriser lui-même. Pour échapper à sa condition, il cherche à se « blanchir ».

Le racisme ambiant est, pour les étrangers, difficile à percevoir tant les rapports sont cordiaux, voire affectueux au Brésil. Le racisme est non dit, ce qui le rend infiniment plus redoutable. Il indique à chacun une place bien délimitée et les Noirs ont eux-mêmes intégré cette frustration. Ailleurs, où la discrimination s'exprime ouvertement comme autrefois aux États-Unis ou aujourd'hui en Afrique du Sud, la révolte peut fermenter. Au Brésil, non. Il n'y a d'ailleurs presque pas d'hommes politiques noirs, encore moins de leader charismatique à la Luther King ou à la Jessie Jackson. Sur 559 députés à l'Assemblée constituante en 1988, ne siégeaient que sept personnes de couleur, dont quatre seulement se destinaient à la défense spécifique des Noirs et mulâtres.

Le plus grave est que les « non-Blancs » ont fini par intégrer cette « hérédité du captif » que l'on ne cesse de leur coller. Eux-mêmes se conforment aux idées reçues de leur « passivité historique », ignorant — parce que l'histoire officielle le veut ainsi — que leurs ancêtres se sont toujours battus pour améliorer leur condition. Les esclaves enfuis ont formé des sociétés indépendantes dans les forêts, les *quilombos*, résistant pendant des dizaines d'années. D'autres ont constitué de solides confréries qui ont permis de conserver partiellement la culture africaine, très présente encore de nos jours.

Le terme courant de « non-Blanc » illustre bien la condition négative du Noir. L'idéologie du « blanchissement » a fait son œuvre jusqu'au plus profond ; les Noirs et métis, dans leur majorité, fuient leur origine ethnique et cherchent à se situer le plus près possible du modèle admis comme supérieur, c'est-à-dire du Blanc.

CARTE ADMINISTRATIVE



5.

L'histoire en bref

1494 : L'Espagne et le Portugal signent le traité de Tordesillas, qui trace une ligne Nord-Sud de partage colonial à 370 lieues à l'ouest des îles du Cap-Vert. Les Portugais seront à l'est, les Espagnols iront à l'ouest. L'Amérique du Sud, dont on ne soupçonne pas l'existence, est ainsi coupée en deux, selon une ligne qui va de l'embouchure de l'Amazonie à l'actuelle ville de Florianópolis, dans le sud du Brésil. Les Portugais, puis les Brésiliens indépendants, repousseront largement cette limite pour établir le seul pays lusophone d'Amérique, le Brésil.

1500 : En cherchant une route commode pour les Indes par le cap de Bonne-Espérance, le navigateur Pedro Álvares Cabral accoste dans le sud de l'actuel État de Bahia. Il croit avoir découvert une grande île, qu'il nomme Terre de la Vraie-Croix et dont il prend possession au nom du roi du Portugal.

XVI^e siècle : Les premières décennies sont celles de la conquête d'un territoire très convoité. Le grand navi-

gateur Amerigo Vespucci se rend sur cette nouvelle terre et en révèle l'immense étendue. Déception, ni or, ni épices, encore moins de soieries, seul un arbre semble justifier un début d'intérêt : très rouge, utilisé comme colorant, le bois de braise donnera son nom à la nouvelle conquête, *a Terra de Brazil*, la Terre de Braise. Les premiers colons s'installent. Ils sont portugais, marins, juifs « nouveaux convertis », proscrits, qui s'unissent avec des Indiennes. Des Français aussi, car le roi François I^{er} lorgne sur le Brésil. Des marins de Dieppe et de Honfleur font du troc avec les Indiens dès 1503.

- 1532 : Pour administrer les nouveaux territoires et les défendre contre les convoitises, le roi João III crée des « capitaineries héréditaires » qu'il confie à des nobles. Ceux-ci exercent un pouvoir féodal. Les premiers contacts pacifiques avec les Indiens se dégradent très vite, car les colons réduisent les indigènes en esclavage dans les plantations de canne à sucre, malgré une loi censée les protéger.
- 1537 : Le pape Paul III reconnaît que les Indiens sont des hommes à part entière et interdit l'esclavage. Peine perdue. Les pères jésuites s'emploient à protéger les Indiens ; ils créent des missions où ils accueillent des dizaines de milliers d'indigènes, les évangélisent, les assistent et les éduquent.
- 1548 : Salvador de Bahia devient le siège de la capitainerie générale. Après l'échec de la colonisation par les capitaineries, le Portugal reprend en main le développement du Brésil dans le Nordeste et vers le sud.
- XVI^e et XVII^e siècle : Le sucre domine l'économie brésilienne pendant plus d'un siècle, malgré les conflits avec les Hollandais, qui tentent de s'implanter dans le Nordeste, et le développement de la concurrence dans les Antilles. Venue de l'île de Madère, la monoculture de la canne à sucre est

organisée autour des *engenhos* (moulins). Le maître du moulin exploite une partie des terres et loue le reste à des *lavradores* (travailleurs). Aux Indiens, rétifs et peu résistants, les colons préfèrent les Africains, qu'ils font venir du golfe de Guinée, du Soudan et d'Afrique centrale. Le temps des négriers durera trois siècles. Des aventuriers, les *bandeirantes*, s'enfoncent dans l'intérieur inconnu du Brésil à la recherche d'esclaves indiens et de métaux précieux. Ils pénètrent en Amazonie en longeant les fleuves. A la fin du siècle, ils découvrent enfin de l'or dans le Minas Gerais. Les esclaves enfuis fondent des sociétés autonomes dans l'intérieur, les *quilombos*, qui vont résister pendant plus d'un siècle. Le plus célèbre est le *quilombo* de Palmares, dans le Pernambouc.

- 1554 : Un petit groupe d'évangélistes s'installe à Piratininga ; il fonde la future São Paulo.
- 1555 : La France ne désespère pas de prendre sa part du gâteau brésilien. Le vice-amiral de Bretagne Nicolas Durand de Villegagnon installe dans la baie de Guanabara (Rio de Janeiro) une colonie baptisée « France-Antarctique ». Les Français, contrairement aux Portugais, ne se mélangent pas aux Indiens. De plus, de violentes querelles religieuses les divisent. Une flotte portugaise vient facilement à bout du « Fort Coligny » en 1559. Une autre tentative d'implantation, en 1612, fonde São Luis do Maranhão. Baptisée « France équinoxiale », elle sombrera au bout de trois ans.
- 1580 : Faute de successeur au roi Sebastião, le Portugal passe sous domination espagnole pendant soixante ans. Avec lui le Brésil.
- 1609 : Fondation de Belém, à l'embouchure de l'Amazone.
- 1624 : Les Hollandais commencent à s'installer sur la côte sucrière du Nordeste. Les Portugais mettront trente ans à les en déloger, en 1654.

- 1640 : Dom João IV reconquiert l'indépendance portugaise.
- 1669 : Fondation de Manaus, au centre de l'Amazonie.
- 1694 : Le *quilombo* de Palmares tombe sous les balles des guerriers portugais. Son roi, Zumbi, est capturé deux ans après et sa tête fichée sur une pique. Zumbi est aujourd'hui le symbole de la lutte contre l'oppression blanche et la discrimination raciale.
- 1699 : Une *bandeira* découvre de l'or dans le Minas Gerais.

XVIII^e siècle : La ruée vers l'or accélère le trafic négrier et suscite le peuplement de l'intérieur. Les besoins des zones aurifères et sucrières entraîne un développement de l'élevage et de l'agriculture. Le cycle doré est éphémère en raison de la surexploitation, il décline très vite à la fin du siècle. Il laisse derrière lui de riches villes à l'architecture baroque : Ouro Preto, Diamantina... Le coton fait son apparition dans le Maranhão, ainsi que le café, le riz, le tabac et le cacao.

- 1750 : Le traité de Madrid entre l'Espagne et le Portugal repousse les limites territoriales du Brésil, qui s'étend vers l'ouest en Amazonie et vers le sud jusqu'au fleuve Uruguay, bien au-delà de la ligne de Tordesillas.
- 1759 : Le marquis de Pombal s'oppose aux Jésuites en Amazonie et dans la vallée de l'Uruguay. En 1754, les missionnaires arment les Indiens et font reculer les armées portugaises. Les Jésuites sont expulsés du Brésil et du Portugal. Leur disparition marque la perte d'influence des Espagnols dans le Sud.
- 1763 : L'époque de l'or déplace le centre de gravité du Brésil vers le sud. Salvador de Bahia perd son rôle de capitale au profit de Rio de Janeiro.

- 1788 : Le souffle des révolutions — américaine, hollandaise, française — atteint le Brésil étrié dans un régime politique et social désuet. Le Minas Gerais, frappé par la récession de l'extraction aurifère, se révolte contre la fiscalité injuste imposée par le gouvernement portugais. Il s'agit de la première lutte anticoloniale. Elle est menée par un homme surnommé Tiradentes, mais ne dure que très peu. Tiradentes est pendu en 1792 et il passe à la postérité comme le symbole de l'indépendance brésilienne. D'autres révoltes ont lieu, notamment à Bahia en 1798.

XIX^e siècle : Le Brésil ressemble plus à un archipel déchiré par les divisions qu'à une colonie fidèle, quand le prince régent du Portugal João VI décide de s'y installer, fuyant devant les troupes napoléoniennes. Sa présence permet sans doute d'éviter l'éclatement. Ce siècle est celui de la consolidation économique et de l'indépendance politique. L'Angleterre, qui participe à la colonisation depuis un traité de 1703, va accroître sa présence au Brésil. Le monopole industriel est aboli, mais les privilèges commerciaux accordés aux Anglais empêchent l'industrie brésilienne de se développer. De nombreux mouvements révolutionnaires et séparatistes troublent la première moitié du siècle : à Recife, dans le Maranhão, dans le Pará, dans la Bahia et dans le Rio Grande do Sul. Dans la seconde partie, un nouveau cycle de prospérité commence : celui du café, dans la région de Rio de Janeiro. Le Brésil bascule définitivement vers le sud, alors que la décadence du Nordeste s'accroît.

- 1808 : Arrivée de João VI à Rio de Janeiro et ouverture des ports brésiliens au commerce étranger. Rio est dotée d'institutions administratives, scientifiques et artistiques qui en font une véritable capitale.

- 1815 : Le Brésil est déclaré officiellement « royaume du Brésil » et reste rattaché à la Couronne portugaise.
- 1817 : Mouvements républicains au bord du Río de la Plata. João VI fait occuper Montevideo et rattache l'Uruguay — initialement sous domination espagnole — au Brésil. La république uruguayenne est finalement proclamée en 1828.
- 1818 : Commencée en 1817 à Recife, dans le Nordeste, une révolution républicaine est durement réprimée par le roi. A l'origine de ce mouvement qui dura trois mois, les frictions entre les natifs du Brésil et les colons nés au Portugal.
- 1820 : Révolution portugaise et retour de João VI à Lisbonne. Les Brésiliens espèrent que l'agitation va leur apporter plus d'autonomie. C'est le contraire qui se produit.
- 1822 : Le prince régent dom Pedro proclame l'indépendance au cri de « l'indépendance ou la mort », le 7 septembre. Il s'ensuit une période troublée.
- 1824 : Constitution.
- 1831 : Pedro I^{er} abdique en faveur de son fils Pedro, âgé de cinq ans, et rejoint le Portugal. La régence, en attendant la majorité du nouveau roi, donne au Brésil une première expérience de régime parlementaire et de fédéralisme.
- 1840 : Pedro II accède au trône. Né au Brésil, il marque la « brésilianisation » définitive du pouvoir, dont il restera le détenteur pendant quarante-neuf ans. Souverain à l'esprit ouvert, Pedro II fit alterner au gouvernement des libéraux et des conservateurs. Il s'attacha à la modernisation du pays et à l'essor industriel et culturel.
- 1850 : Sous la pression anglaise, la traite des Noirs est abolie.
- 1865 : L'Argentine, le Brésil et l'Uruguay signent une alliance pour mettre fin aux ambitions territoriales du Paraguay. La guerre dure jusqu'en 1870 et

- se solde par la défaite du Paraguay. La moitié de la population paraguayenne est anéantie et le Brésil sort éprouvé du conflit. Cette guerre donne à l'armée brésilienne l'occasion de montrer ses ambitions politiques.
- 1888 : Abolition de l'esclavage.
- 1889 : La pénurie d'esclaves depuis 1850 et la dépression sur le marché international du café entraînent une crise caféière. L'abolition précipite la fin du règne de Pedro II, qui est déposé le 15 novembre par un mouvement militaire appuyé par les grands exploitants agricoles. La « République du Café » est proclamée.
- 1891 : Nouvelle Constitution, calquée sur le modèle américain. Le Brésil devient une république fédérale, l'Église est séparée de l'État. Il s'agit plutôt d'une république formelle où jouent les alliances régionales et locales. Les États ont un rôle prépondérant sur le pouvoir central.
- Début du XX^e siècle : Les transformations se précipitent. D'abord, un nouveau cycle du café permet à São Paulo de s'affirmer au détriment de Rio. L'immigration européenne est encouragée, les Italiens affluent. Des Japonais aussi. Les nouveaux arrivés s'installent dans le Sud, devenu le cœur économique et politique du pays. Mais, dans les campagnes, une grande violence se développe. Les *coroneis* (grands propriétaires) affirment leur autonomie vis-à-vis du pouvoir central et se comportent en féodaux envers une population vassalisée. Des révoltes éclatent dans le Nordeste et sont réprimées dans le sang. Cette instabilité profite aux militaires. Au cours de conférences internationales, le Brésil gagne de nouveaux territoires en Amazonie et dans le sud-ouest du pays.
- 1910 : Élection de Hermès da Fonseca, candidat soutenu par l'armée.

- 1917 : Le Brésil s'engage dans la guerre contre l'Allemagne. La communauté immigrée allemande installée dans le Sud reste loyale.
- 1919 : Le Brésil représente l'Amérique latine à la conférence de Versailles.
- 1922 : Sur fond de crise économique, élection d'Artur da Silva Bernardes, contre l'avis des militaires. Le commandement reste fidèle, mais un groupe d'officiers subalternes progressistes (*tenentes*) fomentent une rébellion à Rio.
- 1924 : Révoltes militaires à São Paulo et au Rio Grande do Sul. Les insurgés de la « colonne Prestes » entament leur périple à travers le pays.
- 1930 : Coup d'État militaire qui porte Getúlio Vargas au pouvoir. Il a le soutien des officiers progressistes et des États de l'Union qui souhaitent voir diminuer l'influence de São Paulo. Vargas instaure un régime populiste.

Milieu du XX^e siècle : De l'accession de Vargas au pouvoir à celle des généraux en 1964, le Brésil va vivre des bouleversements politiques importants, constamment dominés par le poids de l'armée. Des régimes radicalement opposés vont être expérimentés. Sur le plan économique, l'accent est mis sur la modernisation et l'industrialisation. La crise de 1929 ayant considérablement réduit les capacités d'achat à l'extérieur, il se met en place un tissu industriel de substitution aux importations. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le Brésil utilise à plein sa capacité de production : métaux, mécanique, textile, chaussure, tabac. En 1943, il construit le complexe sidérurgique moderne de Volta Redonda. A partir de 1950, l'État intervient activement pour stimuler la croissance industrielle. Il nationalise les pétroles et l'électricité. La prospérité culmine avec la construction de Brasilia. L'économie est ouverte aux capitaux étrangers.

- Les changements sociaux sont là eux aussi : montée de la classe ouvrière et du syndicalisme, expression grandissante de l'Église catholique.
- 1932 : Tentative de sécession de l'oligarchie pauliste, qui envoie une armée contre Rio. Les paysans et les ouvriers ne suivent pas les révoltés, qui sont écrasés.
- 1934 : Constitution qui renforce le pouvoir de l'exécutif.
- 1937 : Vargas prétexte un prétendu complot communiste pour annuler les élections à la présidence, décrète l'état d'urgence et suspend la Constitution. Il impose l'Estado Novo, un régime inspiré du fascisme italien.
- 1943 : Par opportunisme, le Brésil entre en guerre aux côtés des Alliés. Il participe notamment à la campagne d'Italie.
- 1945 : Retour à la démocratie. Getúlio Vargas est démis de ses fonctions. Les partis politiques, des conservateurs aux communistes, reprennent leurs activités. Élection d'Eurico Dutra, soutenu par Vargas.
- 1947 : Interdiction du Parti communiste.
- 1950 : Vargas est élu à la présidence. Il accroît l'effort d'industrialisation et étend les lois sociales. Le régime populiste qu'il établit rencontre l'opposition de l'oligarchie conservatrice.
- 1954 : Les militaires annoncent sa déposition à Getúlio Vargas. Celui-ci se suicide.
- 1955 : Élection de Juscelino Kubitschek, qui lance la construction de Brasilia et tente de remédier aux problèmes du Nordeste en y implantant des industries. Cette politique, bien qu'elle ait commencé à porter ses fruits, est abandonnée en 1964.
- 1960 : Élection de Janio da Silva Quadros, qui démissionne mystérieusement au bout de quelques mois. Il est remplacé par le vice-président João Goulart.

L'armée impose un changement de régime, qui devient parlementaire et s'affaiblit. Quadros et son successeur mènent une politique extérieure dégagée de la tutelle nord-américaine. A l'intérieur, bien qu'ils aient l'appui des masses ouvrières, ils ne peuvent imposer une politique de réformes. En 1963, le présidentielisme est de nouveau institué. Le gouvernement annonce une réforme agraire et des nationalisations. L'agitation sociale est à son comble.

1964 : La hiérarchie militaire met fin à la politique de gauche en renversant João Goulart le 1^{er} avril. Le maréchal Castelo Branco est porté au pouvoir.

A partir de 1964, l'armée innove : elle ne remet pas le pouvoir aux civils, mais le garde et impose un régime marqué par l'arbitraire et la répression qui ne se relâchera qu'avec l'« ouverture politique » de 1979. Les généraux au pouvoir relancent l'économie selon une stratégie de croissance forte basée sur la prédation des ressources naturelles, l'essor des exportations, l'endettement excessif et l'inégalité des revenus. Le « miracle économique brésilien », qui dure jusqu'en 1974, est suivi d'une dure récession et d'une crise persistante qui force les militaires à libéraliser le régime. Pendant cette période noire où partis et syndicats sont bâillonnés, la société civile se structure et l'Église se rapproche des classes défavorisées.

1965 : Suppression des partis et de l'élection du président de la République au suffrage universel.

1966 : Le maréchal Costa e Silva est désigné comme président. Le bipartisme est institué.

1968 : Agitation sociale et politique. Dissolution du Parlement, mise en sommeil de la Constitution, instauration de l'état d'urgence avec pleins pouvoirs au président (acte institutionnel n° 5) et répression.

1969 : Accession au pouvoir du général Garrastazu

Medici. Régime dictatorial. L'Église prend ouvertement ses distances. Début du « miracle économique ».

1974 : Gouvernement d'Ernesto Geisel. Des élections législatives sont organisées, l'opposition les remporte largement. Crise économique et fin du « miracle ».

1978 : Le processus d'« ouverture démocratique » commence. L'opposition confirme sa force lors des législatives. Mouvements sociaux importants.

1979 : Abrogation de l'acte institutionnel n° 5 et fin de la dictature. Le général João Figueiredo accède à la présidence et s'engage à rétablir la démocratie. Loi d'amnistie pour les exilés politiques. Loi sur les partis.

1980 : Confronté à de graves difficultés financières, le gouvernement impose un plan d'austérité en accord avec le FMI. Les répressions de grèves et les atteintes aux organisations d'opposition montrent les limites de l'« ouverture ».

1981 : De nombreux attentats contre des formations politiques d'opposition à Rio prouvent que les militaires d'extrême droite continuent d'utiliser des méthodes criminelles.

1982 : Réforme constitutionnelle. Élections générales (des gouverneurs d'État aux conseillers municipaux), qui confirment la progression de l'opposition.

1983 : La politique d'austérité entraîne une grave récession pour la population.

1984 : Débats parlementaires et manifestations pour l'élection du président au suffrage universel. Les députés votent le suffrage restreint.

Vers le XXI^e siècle : Avec la « Nouvelle République », la démocratie est de retour. Mais les orientations économiques ne sont pas modifiées. Le Brésil reste le champion de l'inégalité.

- 1985 : Le 15 janvier, Tancredo Neves, le candidat du principal parti d'opposition, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), est élu à la présidence. Il meurt le 21 avril ; le vice-président José Sarney lui succède. Le 7 mai, l'interdiction de vote faite aux analphabètes est supprimée. Le suffrage direct pour l'élection présidentielle est adopté. Lancement d'une importante réforme agraire qui rencontre l'opposition de l'oligarchie terrienne.
- 1986 : Le gouvernement met en place un plan d'assainissement de l'économie baptisé « plan Cruzado », qui échoue au bout de quelques mois. Début des débats sur la nouvelle Constitution. Aux élections de novembre, écrasante victoire du PMDB, devenu un parti-coalition du centre disposant de l'appui du président Sarney.
- 1987 : Pendant neuf mois, le Brésil impose un moratoire à ses créanciers. Divorce entre une partie du PMDB et José Sarney, qui s'oriente vers une politique économique ultralibérale et négocie avec la droite son maintien au pouvoir jusqu'en mars 1989.
- 1988 : La réforme agraire est enterrée. La nouvelle Constitution est adoptée le 5 octobre. Les élections municipales du 15 novembre marquent le recul de la droite et du parti au pouvoir, le PMDB, et la percée du Parti des travailleurs (gauche), qui prend le contrôle de la capitale économique, São Paulo, et de villes importantes.

6.

La tentation militaire

Depuis la guerre contre le Paraguay, les militaires brésiliens prennent goût au pouvoir. Les secteurs progressistes rêvent d'une armée facteur d'évolution sociale.

Le coup d'État militaire du 1^{er} avril 1964 est un événement exceptionnel dans l'histoire politique du Brésil. Non pas que, jusqu'à cette date, l'armée se soit désintéressée de la politique intérieure ; elle a, au contraire, été mêlée de près à tous les tournants de l'histoire nationale depuis la proclamation de la république en imposant la transition entre les pouvoirs civils (1889, 1930, 1937, 1945, 1954, 1961).

L'événement est que les militaires ne se contentent pas de déposséder le président João Goulart du pouvoir pour organiser de nouvelles élections comme par le passé ou le remplacer par un autre civil, mais qu'ils sont résolus à garder directement les rênes de l'État, situation qui se prolongera jusqu'en 1985.

Les historiens font remonter à la guerre contre le Paraguay (1865-1870) l'influence des militaires sur la politique nationale. On voit en effet apparaître des groupes d'officiers favorables à la république et à l'abolition de l'escla-

vage. Les sanctions prises à leur rencontre accentuent les mouvements de mécontentement.

En 1887 naît une organisation qui pèsera lourd au cours du siècle et qui tient aujourd'hui encore une place importante dans les équilibres politiques : le Club militaire. C'est, au départ, un lieu de rencontre, de débat et d'expression des revendications des milieux militaires favorables aux changements. L'armée refuse de participer à la traque des esclaves fugitifs, nombreux à cette époque. L'abolition en 1888 déstabilise l'économie du café et, en 1889, la royauté de Pedro II est déposée par un mouvement militaire qui assure la transition vers un gouvernement civil.

Les années 20 sont marquées par diverses rébellions armées qui préparent le renversement de la « Vieille République » en 1930. Un nouveau foyer de militaires renouveaux, composé de jeunes officiers (de lieutenants, les *tenentes*, d'où le nom de *tenentistas*), est l'expression des aspirations des classes moyennes urbaines en pleine ascension et désireuses de mettre fin à la mainmise des oligarchies agraires sur le pouvoir.

Une première insurrection à Rio en 1922, une seconde à São Paulo en 1924, qui affronte les troupes loyalistes envoyées par le gouvernement, le mouvement des *tenentes* connaît son apogée au cours de l'épique marche de 36 000 kilomètres de la colonne Prestes entre 1924 et 1926. Pendant trois ans, dirigés par le communiste Luis Carlos Prestes, les insurgés parcourent tout le pays, affrontant l'armée et les oligarchies agraires (les *coroneis*). Sans véritable programme, la colonne ne parvient pas à enrôler les masses paysannes.

L'armée — qui propulse Getúlio Vargas au pouvoir et soutient son régime populiste, puis la dictature — se déchire entre nationalistes et proaméricains.

Avec le coup d'État de 1930, qui porte Getúlio Vargas au pouvoir, les *tenentistas* rejoignent deux camps opposés. Luis Carlos Prestes évolue vers des positions de gauche, adhère au Parti communiste (créé en 1922) et tente un nouveau mouvement révolutionnaire en 1935. Il échoue

et doit s'enfuir. D'autres leaders tels Juarez Tavora et Juracy Magalhaes évoluent vers des positions de droite, accèdent au pouvoir en 1930 et recomposent des alliances avec les oligarchies traditionnelles.

Prétextant un complot communiste — en réalité monté de toutes pièces par l'état-major de l'armée —, les militaires font, en 1937, un coup d'État dans le coup d'État. La manœuvre permet au président Getúlio Vargas de suspendre les élections et d'installer la dictature fascisante de l'Estado Novo.

L'engagement du Brésil aux côtés des Alliés au cours de la Seconde Guerre mondiale est déterminant dans le rapprochement des élites militaires brésiliennes et nord-américaines. C'est aussi à partir de 1945 que se développent dans les milieux militaires des conceptions opposées sur l'intégration internationale (politique, stratégique et économique) du Brésil.

Au sortir de la guerre, Getúlio Vargas, sentant souffler le vent de l'influence pressante des Nord-Américains, tente un rapprochement avec la gauche de Luis Carlos Prestes revenu d'exil. Il espère ainsi rester au pouvoir et maintenir le Brésil dans la voie nationaliste qu'il avait choisie. Pour ces deux raisons, les militaires le déposent et organisent des élections démocratiques. Le Parti communiste, sorti de la clandestinité en 1945, y retourne en 1947.

De retour au pouvoir par les urnes en 1950, Getúlio Vargas instaure un régime populiste et persiste à dégager le pays de l'influence de Washington. En plein contexte de guerre froide et de montée des périls, les débats sur l'indépendance politique et économique du Brésil secouent une structure revigorée, le Club militaire. En son sein, deux courants s'affrontent : les *nationalistas* défendent la nationalisation des pétroles et la limitation de l'entrée des capitaux étrangers, ainsi qu'une position neutre dans le conflit de Corée. Les *entregistas* avancent les conceptions contraires. Une opposition de fond qui subsiste aujourd'hui encore entre les secteurs de l'armée, comme on a pu en juger en 1988 au cours des débats de la Constituante.

Ce courant *entregista*, très lié à l'armée nord-américaine depuis l'engagement du Brésil dans la campagne d'Italie et favorable aux conceptions économiques libérales, prit une part importante, au sein de l'École supérieure de

guerre, à l'élaboration de la « doctrine de sécurité nationale », pilier idéologique du régime militaire de l'après-1964 : « A l'origine de la doctrine qui, unissant développement et sécurité, donne à l'armée la fonction de définir les "objectifs nationaux permanents" et justifie son usurpation, se trouve l'intériorisation et la rationalisation des valeurs de la guerre froide (1). » Cette doctrine sera particulièrement à l'œuvre au cours des années 1968-1978 et continue aujourd'hui de sous-tendre les conceptions stratégiques et politiques des militaires brésiliens, comme en témoignent les plans de développement de l'Amazonie récemment lancés. Elle admet que le développement économique ne peut être correctement réalisé sans une sécurité intérieure et extérieure, ce qui justifie *a priori* l'intervention des forces armées dans la gestion de tous les rouages de l'État et de la nation.

1. Le passage à l'acte

L'intervention devient une habitude. La faillite du régime populiste précipite le pays vers la dictature militaire.

Au cours du mandat de Vargas, les forces pro-américaines réunies sous la bannière de l'Union démocratique nationale (UDN) multiplient les attaques contre la politique nationaliste et sociale. Un manifeste d'officiers supérieurs (parmi lesquels Golbery do Couto e Silva, homme clé de l'après-coup d'État de 1964) s'oppose à une augmentation de 100 % du salaire minimum et obtient la démission du ministre du Travail João Goulart. En 1954, prétextant un attentat contre un membre influent de l'UDN, Carlos Lacerda, préparé par l'entourage de Vargas, les militaires annoncent au président qu'ils vont une nouvelle fois le déposer. Celui-ci ne les attend pas et se suicide. Le geste fatal de Vargas provoque un grand émoi

(1) Alain ROUQUIÉ, *L'État militaire en Amérique latine*, Le Seuil, Paris, 1982.

populaire et évite sans doute au pays un nouveau coup d'État.

Aux élections de 1955, Juscelino Kubitschek s'impose face au candidat de l'UDN, l'ex-*tenente* Juarez Tavora devenu général. Les partisans de celui-ci font peser la menace d'une intervention. A l'époque, les militaires ne se divisent plus entre nationalistes et proaméricains, mais plutôt entre *legalistas* et *golpistas* partisans d'une prise de pouvoir de l'armée par la force. Un coup d'État préventif organisé par les loyalistes permet à Kubitschek de prendre ses fonctions en 1956 et de les assumer jusqu'en 1960. Combattu par les secteurs durs de l'armée, le président Kubitschek n'en applique pas moins une politique qui n'est pas faite pour leur déplaire. Il décide la construction de la nouvelle capitale Brasilia et, en ouvrant largement les frontières aux capitaux étrangers, il se révèle comme le précurseur de la politique « développementaliste » des généraux de l'après-1964.

En 1961, après la démission surprise du président élu Janios Quadros (à l'époque, celui-ci était situé plutôt à gauche ; il est aujourd'hui franchement à droite), les militaires tentent d'empêcher le vice-président João Goulart d'accéder à la magistrature suprême. N'y parvenant pas, ils imposent tout de même une limitation du pouvoir présidentiel, le fragilisant. João Goulart revient au régime populiste que Getúlio Vargas avait instauré dans les années 50. Mais le sentiment nationaliste qui avait servi de catalyseur de la politique populiste montre des signes d'essoufflement. Les classes laborieuses, relayées par de puissants syndicats, n'acceptent plus le contrôle paternaliste de l'État. De même, la crise de confiance en l'État atteint la bourgeoisie.

Dans l'État du Pernambouc, le leader charismatique de gauche Miguel Arraes est élu gouverneur. Il lance d'importantes réformes sociales et économiques qui heurtent violemment les intérêts de l'oligarchie terrienne nordestine, héritière du temps des *coroneis*. Un autre dirigeant progressiste, Leonel Brizola (aujourd'hui plutôt versé dans le populisme), bouscule les privilèges et répond aux attentes des classes laborieuses dans l'État du Rio Grande do Sul.

Cette incessante agitation sociale du début des années 60, signe de la crise du modèle populiste qui ne parvient plus

à contenir la menace sociale, est un long prélude au coup d'État militaire du 1^{er} avril 1964.

« Sécurité et développement » : la doctrine autoritaire met le Brésil en coupe réglée.

Dans une première période, de 1964 à 1966, le gouvernement militaire dirigé par le général Castelo Branco, bien qu'il engage une sévère répression contre les opposants, n'impose pas une véritable dictature. Il tend plutôt à restaurer la légitimité de l'État menacée par la crise du modèle populiste et les éléments « subversifs » des gauches syndicale et communiste. Le coup d'État remet aussi sur les rails le modèle économique libéral d'ouverture aux capitaux et firmes étrangers.

Ce projet de « restauration » ne peut faire face aux mouvements sociaux et politiques contre la réduction des libertés. Très rapidement, la tendance dure de l'armée, formée sous les auspices du Service national d'information (SNI), impose ses hommes (général Golbery, maréchal Costa e Silva, général Medici, général Geisel) et ses conceptions autoritaires : le 1^{er} décembre 1968, l'acte institutionnel n° 5 donne les pouvoirs dictatoriaux au président de la République, suspend la Constitution, le Parlement et toute activité politique et syndicale.

L'entrée en vigueur de l'acte est un véritable coup d'État dans le coup d'État qui annonce la période politique la plus noire que le Brésil ait jamais connue. Deux cent soixante-douze opposants politiques sont assassinés ou disparaissent à la suite d'enlèvements entre 1968 et 1978. La torture se généralise, les Escadrons de la Mort, commandos policiers et militaires usant de méthodes terroristes, agissent en toute impunité.

La police est transformée en appendice de l'armée et les missions des deux institutions se confondent dans la mise en œuvre de l'implacable loi de Sécurité nationale. Le SNI devient l'épine dorsale de l'appareil répressif en constituant un fichier d'information sur plus de 400 000 Brésiliens. En 1980, on estimait que le SNI employait 250 000 agents, plus 750 000 collaborateurs. Une machine qui ne laissait aucun

espoir aux mouvements armés de gauche, urbains (Aliança Libertadora Nacional et Ação Popular) et ruraux (dans la région de l'Araguaia). Les opposants demeurés dans l'action non violente sont réduits au silence par la déchéance de leurs droits civiques et par la mise en place d'un arsenal fourni de lois d'exception. Près de 5 000 personnes sont ainsi punies « officiellement » entre 1964 et 1979. Dix mille Brésiliens trouvent dans l'exil la seule voie pour échapper à la répression, parmi lesquels les grands leaders progressistes Miguel Arraes, Leonel Brizola, Janios Quadros.

Les difficultés économiques, la montée en puissance des oppositions et l'apparition d'un système militaire parallèle incitent à l'« ouverture démocratique » à partir de 1979.

Les généraux présidents Ernesto Geisel (1974-1979), puis surtout João Figueiredo (1979-1985) vont progressivement ouvrir le régime et reconduire le pays à la démocratie. A cela trois raisons (2). En premier lieu, les militaires veulent achever l'œuvre économique lancée en 1964 et redorer leur image de « défenseurs de la démocratie » sérieusement ternie par la répression. Ils vont se lancer dans une série de travaux « pharaoniques » et assouplir le régime en organisant, en 1974, des élections libres que remporte largement l'opposition tolérée, le Mouvement démocratique brésilien (MDB) ; le régime militaire avait imposé le bipartisme, l'Arena représentait le pouvoir, le MDB l'opposition légale.

Ce résultat électoral (et les suivants, tout aussi défavorables au pouvoir) oblige le gouvernement à accroître sa politique d'ouverture, que les classes moyennes souhaitent de plus en plus à mesure que les effets du « miracle économique » s'estompent et que le pays s'enfonce dans la crise. Les difficultés économiques des années 80 — inflation, déficit public, endettement, en partie dus aux inves-

(2) Luciano MARTINS, « Transition facile, démocratie difficile », *Problèmes d'Amérique latine*, 4^e trimestre 1985.

tissements démesurés — incitent fortement les militaires à chercher à passer la main, d'autant plus que des secteurs de la société — l'Église catholique en particulier — passent d'une dissidence affichée dans les années 70 à une opposition de front. Le retour au multipartisme en 1979-1980 n'ayant pas abouti, ainsi que les militaires l'espéraient, à l'effritement des forces de gauche (mais plutôt à celles de droite), la succession du président Figueiredo conduit à l'élection, en janvier 1985, d'un leader de centre gauche, Tancredo Neves, et d'un vice-président de droite rallié, José Sarney, lequel s'installe finalement aux commandes de l'État à la mort du président Neves en avril 1985.

La troisième raison qui incite les dirigeants militaires à ouvrir le régime est interne à l'armée. Le développement des services de renseignement et de répression a, au fil du temps, abouti à la constitution d'un « véritable système parallèle, qui en vint à revendiquer une autonomie d'action vis-à-vis de la hiérarchie militaire elle-même [...]. La destruction de ces appareils devint donc, pour la hiérarchie militaire, à la fois la condition du rétablissement de la discipline interne de la corporation et celle de la réalisation de sa politique d'"ouverture". (3) »

2. Indispensables ou incontournables ?

Les militaires brésiliens ne sont pas seulement les « chiens de garde » des classes possédantes. Ils se veulent avant tout les « gardiens de l'État ».

La finalité profonde des fréquentes interventions de l'armée dans la vie politique donne lieu à des interprétations diverses. L'analyse la plus courante attribue aux responsables militaires usurpateurs le rôle de gardiens des intérêts des classes dominantes, abusant du prétexte de

(3) Luciano MARTINS, *op. cit.*

l'« ordre public » et de la « paix sociale » pour réprimer les tentatives d'évolution de la société.

Ce point de vue, bien qu'il réponde à une réalité certaine, n'est pas totalement satisfaisant. L'histoire montre qu'à plusieurs reprises des secteurs progressistes militaires ont dirigé le pays dans des chemins contraires aux oligarchies du moment. Elle prouve aussi que l'armée n'est pas une institution unie ; elle est traversée de divisions dont quelques-unes sont aussi dangereuses pour le pouvoir politique que pour la cohérence même de l'armée.

S'il est évident que, tout au long du siècle, l'armée s'est affirmée comme un élément contre lequel on ne gouverne pas au Brésil, capable de faire et défaire des équipes ministérielles, la faute en revient certainement plus aux élites politiques, qui n'ont jamais cessé — aujourd'hui encore — de rechercher le soutien de la hiérarchie militaire pour parvenir au pouvoir.

Mais cette attitude de la classe politique n'explique pas entièrement pourquoi l'armée effectue ces aller-retour entre les casernes et le palais présidentiel. La situation brésilienne est assurément bien différente de celles de l'Argentine ou du Chili, où l'intervention des forces armées ressemble plus à un vol pur et simple du pouvoir politique. Une autre analyse s'impose pour le Brésil (4) : « Les militaires ne sont pas les "chiens de garde" de l'oligarchie ou du grand capital, mais les gardiens de l'État, qu'ils libèrent des acteurs jugés par eux dangereux ou inutiles [...]. Les militaires ne défendent pas la cause du peuple, certes, mais ils défendent avant tout celle de l'État. Leur idéologie n'est ni le fascisme ni le libéralisme, mais une "idéologie d'État" [...]. Cela ne signifie pas que les militaires soient dotés d'une équanimité suprasociale ou que les politiques qu'ils soutiennent ne favorisent pas tel ou tel secteur possédant. Le modèle d'ouverture ultralibérale qu'ils imposent en 1964 en matière économique complète la contre-révolution politique. Celle-ci libérait l'État du poids des syndicats et du lest des partis nationalistes et populistes. Celle-là [...] opère une redistribution régressive des revenus. Mais, ce faisant, les militaires brésiliens maintiennent, sinon accroissent, leur

(4) Alain ROUQUIÉ, *op. cit.* Lire aussi *Les partis militaires au Brésil*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1980.

autonomie politique et globalement ne se conduisent pas en simples courtiers des bourgeois. »

C'est pourquoi, même avec le retour de la démocratie, l'armée reste une composante essentielle du pouvoir. La stratégie politique de la hiérarchie militaire, au cours de la longue transition de 1974 à 1985, a consisté à imposer une redémocratisation qui ne donne pas lieu à une évolution profonde de la société, mais se traduise par une simple passation de responsabilité à des civils acquis à l'idéologie libérale. L'habileté des généraux a été de se retirer en imposant des règles du jeu très strictes qui n'altèrent en rien l'influence de l'institution militaire sur le cours de la vie nationale.

A la différence des généraux argentins, qui n'ont pas su négocier le virage de leur départ, les militaires brésiliens ont lâché les rênes directes du pouvoir sans craindre des reproches ou des représailles judiciaires. A cela deux raisons : malgré la torture et les dizaines de disparitions, la violence de la dictature brésilienne n'eut aucune mesure avec celle que connut l'Argentine, extrêmement féroce comme on le sait, où les disparitions ne se comptèrent pas en dizaines d'unités, mais en dizaines de milliers ; seconde raison, le premier pas significatif de l'« ouverture » que fut l'amnistie de 1979 concerna tout le monde, y compris les militaires convaincus ou soupçonnés de répression politique. Le principe, accepté par tous, n'a jamais été remis en cause de quelque côté que ce soit.

La doctrine des forces armées a évolué. Mais elles ont su imposer une transmission de pouvoir sans un véritable changement de régime.

Il serait erroné de comprendre que l'armée qui s'en va en 1985 est la même que celle qui arrive en 1964. Le discours d'adieu que le président Figueiredo prononce, le 5 décembre 1984, devant les officiers généraux est significatif de l'évolution profonde de la doctrine militaire. En particulier, la sécurité nationale est désormais comprise comme une responsabilité de tous les citoyens et non des

seuls militaires (5) : « La sécurité nationale est, de par la loi et la doctrine, affaire de responsabilité commune, c'est à dire de l'ensemble de la communauté brésilienne. Attribuer aux forces armées la responsabilité exclusive de la sécurité nationale, c'est altérer l'essence même de ce concept. »

Mais d'autres passages du discours montrent que l'armée n'entend pas renoncer à exercer un pouvoir : « Aucune nation ne peut se dispenser d'armée ; mais, dans toute nation, les forces armées ne doivent jamais être, en permanence, l'élément de base du contrôle social [...]. Aucun pouvoir ne peut se maintenir en s'appuyant uniquement sur la force et, moins encore, sur la violence ; mais aucun pouvoir ne peut non plus se maintenir en se fondant sur la seule lumière de la raison, si inspirée soit-elle. »

Les termes « en permanence », « seule lumière de la raison », sont bien pesés. Ils indiquent clairement que les forces armées définissent des limites que les gouvernements civils ne devront pas franchir. Par exemple, ne pas accéder trop tôt au souhait populaire d'élire — pour la première fois depuis 1960 — le président de la République au suffrage universel direct. En raison de l'avance prise par l'opposition ces dernières années, le verdict des urnes ne serait sans doute pas favorable aux conservateurs.

Au cours de l'année 1984, une intense campagne en faveur de l'élection directe (*Direita ja !*) donne lieu à d'immenses manifestations populaires — 1,7 million de personnes à São Paulo. C'est sous la pression que le Congrès vote finalement le principe de l'élection par un collège restreint. Au moment du scrutin parlementaire, l'armée coupe toutes les communications entre Brasilia et le reste du pays, et n'hésite pas à montrer physiquement son opposition à l'élection directe. Le message est clair ; passablement divisés et incapables de présenter un candidat acceptable (Paulo Maluf, le poulain des conservateurs, ayant été convaincu de corruption de parlementaires), les militaires n'ont admis l'élection du centriste de gauche Tancredo Neves qu'à la faveur d'un compromis tacite de ne pas procéder à de trop larges réformes constitutionnelles et sociales.

(5) *DIAL*, 24 janvier 1985.

José Sarney, qui succède au président à la mort de celui-ci, est un homme de droite. Très populaire au début de son mandat, et emmenant derrière lui une grande partie de la classe politique, il se trouve rapidement isolé après les déconvenues des plans de réforme de l'économie. L'élection directe a été adoptée par l'Assemblée en 1985, mais une nouvelle bataille politique s'engage en 1987-1988 sur la durée du mandat présidentiel, l'opposition désirant se débarrasser au plus vite de José Sarney. Ce sont encore les forces armées, sur qui le président s'appuie désormais, qui vont emporter la décision en faisant planer des menaces de putsch. Les parlementaires reculent l'élection de un an et fixent à 1990 le changement de président.

Autre fait significatif : au printemps 1988, une affaire de corruption éclabousse le président, qui se défend sans détour : « En tant que président, je suis le chef suprême des forces armées. Je ne puis être identifié comme corrompu... » Il est vrai que, depuis plusieurs mois, José Sarney ne gouverne plus qu'avec le soutien de l'armée. Qu'il invoque le pouvoir militaire pour protéger sa fonction électorale en met plus d'un mal à l'aise au Brésil.

Extérieures, dans la lettre, aux débats de la Constituante, les forces armées pèsent en réalité de tout leur poids. En témoigne la partie de la nouvelle Constitution qui les concerne. Rien ne change véritablement par rapport au texte de 1967. Les militaires craignaient être réduits à la seule défense extérieure. Leur incessante pression sur les parlementaires a porté ses fruits : ils restent aussi chargés de faire respecter « la loi et l'ordre » à l'appel d'un des trois pouvoirs constitutionnels. Autrement dit, le putsch légal leur est toujours possible.

De même, les polices militaires, principal bras de la répression, resteront sous la coupe de l'armée. Les budgets militaires ne pourront être contrôlés réellement par le Congrès. Enfin, le Conseil de sécurité nationale (CSN), véritable pouvoir parallèle directement rattaché à l'exécutif, sera remplacé par un Conseil de défense nationale, chargé d'assister le président dans la défense de la nation et de la démocratie.

« Tout comme avant », disent les déçus. « L'argument que les parlementaires, en maintenant le pouvoir militaire

en l'état, ont évité un (supposé) coup d'État est juste : désormais, à quoi servirait un coup d'État ? »

3. Une Constitution toute neuve

Une nouvelle Charte fondamentale est promulguée : elle est l'acte de naissance de la république retrouvée.

Après dix-neuf mois de tumultueuse gestation, le Brésil a accouché, le 5 octobre 1988, de la huitième Constitution de son histoire. Dix-neuf mois pour venir à bout de 245 articles, dont la préparation aura donné lieu à des affrontements et à des interventions multiples : de la société civile (syndicats, Églises, associations), des lobbies économiques nationaux et étrangers, du gouvernement, du président de la République et même de l'armée, au point que l'on douta que l'Assemblée constituante parvînt un jour à s'accorder sur un texte définitif. Le résultat n'a pas surpris les Brésiliens. À défaut d'être parfaitement conforme aux aspirations populaires, la nouvelle Charte fondamentale est surtout très proche des premiers projets établis trois ans plus tôt.

Au sortir de la dictature, le Brésil se retrouvait, de fait, sans Constitution. La dernière, établie en 1967 par le général Castelo Branco, n'avait jamais été appliquée, bafouée et détournée qu'elle était par les décisions gouvernementales arbitraires et les divers actes institutionnels, notamment le 5^e, décrété le 13 décembre 1968, qui donnait les pleins pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire au président de la République. Celui-ci gouvernait alors à coup de décrets-lois. La promulgation d'une nouvelle Constitution devenait donc un symbole : l'acte de naissance de la « *Nova Republica* » et du retour à la démocratie. C'était aussi une nécessité : en vingt ans, le pays avait profondément évolué, sur le plan social en particulier (6).

(6) Daniel PÉCAUT, « Des élections du 15 novembre 1986 à la Constituante », *Problèmes d'Amérique latine*, 1^{er} trimestre 1987.

L'Assemblée constituante était formée par les membres du Congrès, dont l'essentiel venait d'être renouvelé aux élections du 15 novembre 1986. Dominé par les élus du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), le Congrès était chargé d'un rôle : voter les lois ordinaires et décider de la nouvelle Constitution. Cette composition de la Constituante excluait des décisions — à défaut des débats — la société civile, qui, depuis le retour de la démocratie, faisait pression pour obtenir une représentation directe. Néanmoins, une commission constitutionnelle préparatoire fut chargée d'élaborer un projet avant l'entrée en fonctions de l'Assemblée constituante en février 1987. Cette commission se voulait représentative de la société civile en comprenant notamment des syndicalistes, des leaders patronaux, des chercheurs et des juristes (7).

Dans le large faisceau de propositions qu'émit cette commission, on remarqua d'abord le souci de garantir aux citoyens le respect de leurs droits contre l'arbitraire, et l'extension des droits sociaux. On retint aussi la préoccupation renouvelée de ne pas brusquer ni modifier par la Constitution la voie que le Brésil s'était choisie pour son retour à la démocratie : une mutation en douceur, les militaires cédant la place aux civils, la majorité parlementaire conservatrice, soutien des généraux, alternant sans heurt avec la nouvelle majorité PMDB de centre gauche. Cette transition était facilitée par le fait que le PMDB était de plus en plus influencé par des éléments conservateurs après le ralliement massif d'anciens partisans du régime militaire, au premier rang desquels le conservateur José Sarney, président de la République « par hasard », non élu, mais accepté — au moins au début — par la plupart.

Il existe chez les élites politiques brésiennes une tradition de conciliation qui permit par le passé d'éviter de nombreuses crises violentes et qui contribue sans doute aujourd'hui à expliquer que le Brésil n'éclate pas en dépit d'une situation sociale explosive. Cette tradition de la résolution par la négociation a pour effet de prolonger les périodes de transition d'un régime à un autre : « Le Brésil se distingue des nations occidentales qui ont récemment connu un régime autoritaire par la longueur de la période

(7) Daniel PÉCAUT, art. cit.

de transition. Il n'existe de cas comparable ni dans l'hémisphère Nord — Grèce, Portugal, Espagne —, ni dans l'hémisphère Sud — Argentine, Uruguay. Ce phénomène est propre à l'histoire de la République brésilienne : les régimes sont éphémères, les transitions n'en finissent pas. (8) »

De même qu'une lente agonie du régime populiste de l'après-guerre conduisit au coup d'État militaire de 1964, le régime des généraux entra en décomposition dès 1974 pour n'abandonner le pouvoir entre les mains des civils que onze ans plus tard. Alors commença, en 1985, non pas la démocratie, mais une nouvelle transition vers le rétablissement de la république démocratique pleine et entière avec comme étapes importantes les élections générales (gouverneurs, députés et deux tiers des sénateurs) de 1986, la proclamation de la nouvelle Charte fondamentale et les élections présidentielles en novembre 1989.

4. Un résultat attendu

Deux principales avancées : droits sociaux étendus et libertés individuelles pleines et entières. Mais les grands équilibres politiques et économiques sont inchangés.

Parce qu'il est le résultat d'une longue conciliation politique, le texte définitif de la nouvelle Constitution est le reflet des exigences et des contradictions actuelles de la société brésilienne.

Le régime politique reste présidentiel. Il avait été question un moment d'adopter une forme parlementaire. L'objectif des partisans de gauche de cette modification était de parvenir à déposséder l'exécutif d'une partie de ses prérogatives et à démocratiser l'exercice du pouvoir en le confiant partiellement au Congrès. La proposition a été

(8) Brasilmar FERREIRA NUNES, Elimer do NASCIMENTO, « Vers une nouvelle Constitution », *Les Temps modernes*, juin 1987.

mal accueillie par les milieux militaires, traditionnellement attachés à un État centralisateur, qui n'ont pas hésité à effectuer un chantage au coup de force pour que les députés ne votent pas le parlementarisme. Néanmoins, les pouvoirs du président de la République ont été limités ; il ne peut plus gouverner par décrets-lois comme par le passé. Le budget, les accords financiers internationaux, les grands programmes d'investissement, font l'objet de discussions et de votes législatifs. La décentralisation s'étend aussi aux villes et aux États de l'Union qui disposent de compétences et de ressources accrues.

Sur le plan économique, la Constituante a choisi de poursuivre les choix antérieurs en inscrivant dans la Constitution le principe de réserve de marché et en donnant la priorité aux entreprises nationales (à capital majoritairement brésilien) pour la réalisation de travaux publics. Des secteurs qualifiés de stratégiques, comme l'informatique et les mines, sont interdits aux firmes étrangères.

C'est dans le domaine social que les avancées sont les plus spectaculaires. La grève n'est plus un délit, mais un droit. La semaine de travail est ramenée de quarante-huit à quarante-quatre heures. Le régime de retraite est amélioré. Le congé maternité de quatre-vingt-dix jours est porté à cent vingt jours. Une prime de 33 % du salaire est accordée au moment des congés payés. En fin d'année, le gouvernement doit payer une prime à tous les travailleurs dont le revenu est inférieur ou égal à deux fois le salaire minimum. Les syndicats sont définitivement séparés de la tutelle de l'État et les travailleurs sont libres de s'organiser pour défendre leurs intérêts.

Les libertés individuelles politiques progressent nettement aussi, selon les désirs populaires. Le racisme, la torture, le trafic de drogue et le terrorisme deviennent des crimes imprescriptibles et non amnistiables. Toute censure, qu'elle soit idéologique, politique ou artistique, est abolie. Les libertés de presse et de manifestation sont étendues. Le droit de vote est abaissé à l'âge de seize ans, sans obligation jusqu'à l'âge de dix-huit ans. Les analphabètes peuvent voter, mais n'y sont pas contraints comme le reste du corps électoral. La souveraineté populaire s'exerce au suffrage universel direct et secret. L'« initiative populaire » est prévue, elle permet à tout groupe rassemblant au moins

1 % de l'électorat de déposer des projets de loi. De même, au niveau municipal, toute réunion de 5 % des électeurs pourra être à l'initiative de propositions de projets directeurs.

Le résultat de la Constituante est significatif des grands équilibres politiques et sociaux actuels. Les conquêtes sont à la mesure des forces qui les ont exigées. Si les pressions des mouvements indigénistes et des Églises ont permis d'étendre les droits constitutionnels des Indiens, le lobby des grands propriétaires terriens a, pour sa part, obtenu l'abandon total du projet de réforme agraire. Les 12 millions de « paysans sans terre » ont été sacrifiés dans la quasi-indifférence de la société. Par contre, le mouvement associatif urbain a obtenu une importante conquête : il suffit désormais de cinq ans d'occupation d'un espace sans contestation pour en devenir le propriétaire légal. Cette disposition supprime dans l'œuf de nombreuses occasions de conflits et va permettre à des millions de familles de se stabiliser.

Les mouvements de défense et d'expression des Noirs et métis ont obtenu que le racisme soit définitivement banni. Mais il est mentionné sur le même plan que le terrorisme, un concept vague s'il en est, dont l'absence de clarté rejaillit sur les autres crimes stigmatisés. De plus, le titre des principes fondamentaux de la Constitution n'admet pas que le Brésil est un pays multiethnique et multiracial, mais parle de pluralisme et condamne « les discriminations en raison de l'origine, la race, le sexe, la couleur, l'âge... ».

Grâce à sa force de revendication et à sa présence constante depuis une dizaine d'années, le mouvement syndical s'est vu pleinement reconnaître. L'armée aussi, qui a démontré qu'elle reste une composante essentielle du pouvoir et conserve presque intactes ses prérogatives. L'inscription dans la Constitution du Conseil de défense nationale, héritier du Conseil de sécurité nationale, en est une preuve. Cet organe exécutif chargé de veiller « à la souveraineté nationale et à la défense de l'État démocratique » dispose de larges — et vagues — attributions qui peuvent se confondre avec celles du Congrès.

Par contre, les partis politiques (qui avaient acquis leur autonomie depuis le début de la décennie, toutes les inter-

dictions étant levées en mai 1985) ne sortent pas plus forts de cette mise à jour constitutionnelle. Leur faiblesse structurelle n'en est que plus flagrante. Résultat d'un compromis social, l'élaboration de la Constitution a donné lieu à un complexe ballet d'alliances entre les partis, qui a rappelé que la structure et le fonctionnement partidaires brésiliens restent extrêmement fluides et ambigus, incitant aux coalitions hétéroclites qui font et défont sans cesse les majorités. « A la différence de pays comme l'Argentine, le Chili ou l'Uruguay, dans lesquels existent de puissantes traditions partisans que les dictatures n'ont pas réussi à étouffer, le Brésil a toujours eu des partis de consistance relativement fragile, échappant difficilement aux pesanteurs régionales d'un côté, à la dépendance envers l'appareil étatique de l'autre (9). »

5. Des partis fluides

Les formations politiques sont peu structurées et manquent d'envergure nationale, leurs lignes idéologiques sont très floues.

En 1989, le pouvoir est entre les mains du PMDB, héritier du MDB, parti d'opposition légal créé au temps de la dictature quand les généraux voulaient organiser toute la vie politique autour de deux pôles : l'Arena, au pouvoir, et le MDB, dans la contestation limitée. Depuis 1985, le PMDB est un parti de gouvernement et, de même qu'autrefois il abritait des militants de tous ordres, des sociaux-démocrates aux maoïstes, il demeure un large front réunissant d'authentiques militants de gauche et des anciens alliés des militaires qui ont changé de camp avec le retour de la démocratie. Exemple parfait de la conciliation politique à la brésilienne, la position du PMDB est ambiguë et sème la confusion dans les esprits, qui l'associent tantôt à un parti gouvernemental, tantôt à une formation d'opposition.

(9) Daniel PÉCAUT, art. cit.

Très soutenu par l'élan populaire, qui le percevait comme le symbole et le garant du retour démocratique, le PMDB gagnait les élections générales de 1986. Mais les difficultés économiques croissantes et l'incapacité gouvernementale à calmer les tensions sociales par de véritables réformes ont sérieusement érodé le crédit du PMDB, de plus en plus rejeté par les classes laborieuses, ainsi que l'ont montré les dernières élections municipales de novembre 1988. L'opinion, soudée en 1986, a de nouveau éclaté, faisant apparaître — ou resurgir — des comportements nouveaux : un radicalisme et une contestation ouverte des institutions qu'exprime le surprenant vote en faveur du Parti des travailleurs (PT) ; un retour au populisme avec la confirmation de la poussée du Parti démocrate travailliste (PDT). Grâce aux bons résultats de ces formations, leurs leaders (l'ancien dirigeant syndical Lula pour le PT et Leonel Brizola pour le PDT) sont apparus comme des présidents sérieux pour le scrutin de fin 1989.

D'aucuns avaient prédit un éclatement rapide du PMDB après l'« ouverture démocratique » effectuée en 1979, et plus encore après l'accession de la formation au pouvoir. Il est en effet probable que la charge du pouvoir viendra à bout de cette longue unité qui a duré jusqu'en 1988. Une première fissure est apparue avant les élections municipales avec la création dissidente du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB). Le manque de figure charismatique à rayonnement national — hormis Ulisses Guimarães, opposant historique à la dictature, mais déjà âgé — rend hasardeuse la cohésion future du PMDB et difficile son maintien en l'état à la tête du pays. Le même mal frappe les formations conservatrices, Parti démocrate social (PDS), Parti libéral (PL) et Parti du front libéral (PFL), en perte de vitesse régulière.

Pour autant, effectuer des pronostics politiques au Brésil est un exercice hasardeux, pour plusieurs raisons :

— l'opinion est versatile, le vote automatique est inconnu, les reports aléatoires ;

— mis à part le PMDB, aucune formation ne peut véritablement prétendre à une dimension nationale : le PT, puissant dans les villes du Sud, est peu connu dans les campagnes, dans le Nord, le Nordeste et dans le Centre ; le PDT ne domine — largement — qu'à Rio de Janeiro

et dans l'État du Rio Grande do Sul ; le PDS (droite, héritier de l'Arena, le parti fondé par les militaires) reste influent en zone rurale, mais son crédit va diminuant dans les villes ; des petites formations apparaissent parfois de manière conjoncturelle, comme à Recife, où le PFL (conservateur) a été élu à la tête de la municipalité grâce à la défaite du PMDB, discrédité auprès des couches populaires ;

— à l'exception du PT, qui apparaît aujourd'hui comme le seul vrai parti structuré et cohérent, les autres formations politiques connaissent des compositions hétéroclites et des lignes idéologiques très floues : un front comme le PMDB rassemble des socialistes convaincus et des conservateurs non moins acharnés ; le PDT, qui s'est constitué autour d'un homme, Leonel Brizola, comprend des populistes réellement préoccupés de questions sociales, mais aussi de nombreux politiciens véreux ; le PDS, après ses multiples échecs et l'hémorragie qu'il a connue en direction du PMDB et des autres formations conservatrices, annonce désormais qu'il se situe au centre, bien que sa base sociale et surtout ses dirigeants restent profondément ancrés à droite ; quant aux partis communistes — il y en a deux —, ils poursuivent des voies radicalement opposées : le Parti communiste brésilien, plutôt aligné sur Moscou, est passablement déstructuré et se contente de jouer les arbitres dans les élections locales en passant des alliances tantôt avec la gauche, tantôt avec la droite ; le Parti communiste du Brésil, dissidence du premier, reste un parti révolutionnaire, composé des diverses tendances d'extrême gauche.

7.

L'Église, l'État et le peuple

Deux déclarations contradictoires donnent l'illusion d'une mutation spectaculaire. Il n'en est rien. L'Église catholique évolue lentement, depuis longtemps.

« Le Brésil a été dernièrement le théâtre de graves événements, qui ont profondément modifié les perspectives nationales. Considérant la commune et affligeante expectative du peuple brésilien devant la marche forcée du communisme à la conquête du pouvoir, les forces armées sont intervenues à temps, et ont évité que se réalise l'implantation du régime bolchévique sur notre terre. [...] Nous rendons grâce à Dieu, qui a exaucé les vœux de millions de Brésiliens et qui nous a délivré du péril communiste, nous remercions les militaires qui, au risque de leurs vies, se sont dressés au nom des intérêts suprêmes de la nation, et nous leur savons gré de nous aider à nous libérer de l'abîme imminent. »

« Déclaration sur la situation nationale », Conférence nationale des évêques brésiliens, 2 juin 1964.

« Le miracle brésilien, dépouillé du crédit populaire, du dévouement et de l'espérance, a pour résultat de favori-

ser ceux qui n'ont besoin de rien, infligeant un châtement à ceux qui furent sacrifiés, une malédiction à ceux qui ne l'avaient pas voulu. Dans le bilan du miracle est inscrit l'appauvrissement relatif et absolu du peuple [...]. La concentration des revenus tend à augmenter sans cesse et son cours renforce la structure de classe et de pouvoir autant qu'il est possible. Dans le processus d'appauvrissement des pauvres pour l'augmentation de la fortune des riches, la concentration des revenus est la démonstration la plus évidente de l'oppression et de l'injustice dont est capable la structure de la propriété privée des moyens de production sur laquelle se fonde l'actuel système brésilien [...]. L'absence de liberté, la violence de la répression, les injustices, l'appauvrissement du peuple, et l'aliénation des intérêts nationaux au capital étranger ne peuvent constituer le signe que le Brésil a rencontré la voie de son affirmation historique. »

« J'ai entendu les clameurs de mon peuple » ; déclaration des évêques du Nordeste, 6 mai 1973.

Neuf années à peine séparent ces deux déclarations. En apparence un gouffre, un séisme gigantesque qui aurait bouleversé la lourde hiérarchie catholique.

C'est une image d'Épinal que celle-ci : une Église brusquement éveillée aux cris de souffrance de son peuple, abandonnant pêle-mêle et sans retard ses compromissions avec le pouvoir, ses privilèges, son influence et ses croyances désuètes, pour saisir le flambeau d'un destin résolument progressiste, voire révolutionnaire. Une image trop répandue, à l'étranger comme au Brésil, qui ignore l'histoire profonde de cette Église catholique majoritaire (1) et très influente.

En réalité, à l'heure du coup d'État des militaires, l'Église catholique du Brésil est déjà en profonde mutation, traversée de contradictions. Certes composée de conservateurs farouches (il en fallait bien pour signer la déclaration du 2 juin 1964), mais aussi de progressistes qui vont

(1) 89 % de Brésiliens se déclaraient catholiques en 1980. Seul le protestantisme, composé essentiellement de Pentecôtistes, a véritablement progressé au cours du siècle, passant de 2,6 % en 1940 à 6,6 % en 1980.

radicalement conduire l'institution religieuse sur de nouveaux chemins de pensée et de pratique.

1. Le choix décisif

Lentement, l'Église s'est dé faite de ses attaches avec les pouvoirs politiques pour se rapprocher du peuple. La dictature a précipité cette mutation.

Jamais l'Église n'a été indifférente au pouvoir. Elle a été familière des allées princières et des chemins de maquis. « Les incidences politiques des comportements de l'Église catholique au Brésil ne constituent pas en soi un fait nouveau. Depuis la découverte du Brésil, la vie politique du pays a toujours été profondément marquée, soit par la sujétion de l'Église au pouvoir civil, soit par les agissements notoires d'éléments ou de groupes religieux contre le gouvernement. (2) » En 1759, les Jésuites furent chassés du pays pour avoir défendu les Indiens contre l'esclavage. Au XIX^e siècle, plusieurs mouvements politico-religieux de masses misérables secouèrent fortement le Nordeste.

Depuis toujours, l'Église s'est identifiée à la nation brésilienne : « Si l'État ne reconnaît pas le Dieu du peuple, le peuple ne reconnaîtra pas l'État », lança le cardinal de Rio lors de l'inauguration de la statue du Christ sur la colline du Corcovado en 1931. Séparée de l'État par la république en 1891, perdant de ce fait son statut de religion officielle qu'elle conservait depuis la colonisation, l'Église catholique s'est attachée à maintenir des liens organiques avec les centres de décision. En 1934, la Constitution lui accordait de multiples concessions tels le mariage religieux et l'enseignement spirituel dans les écoles publiques. « Pour s'approcher du pouvoir, l'Église, qui se con-

(2) Charles ANTOINE, *Les catholiques brésiliens sous le régime militaire*, Cerf, Paris, 1988.

sidère comme le reflet de la nation, parle et exerce une pression au nom de celle-ci (3). »

Reflet de la nation, l'Église va progressivement s'identifier à la composante de cette nation, c'est-à-dire au peuple. La dictature militaire, parce qu'elle a usé d'une grande violence et a érigé l'inégalité en principe de développement, a certainement accéléré le processus de mutation. En 1972, la Conférence des évêques affirmait : « L'histoire du Brésil nous montre une Église parfaitement identifiée à la vie de notre peuple. L'Église a été présente, de manière décisive, dans tous les moments importants, mais également dans la vie quotidienne, humble et obscure. [...] Rares sont les pays où elle s'est incarnée si profondément qu'il est impossible d'éliminer son rôle sans défigurer totalement l'image de la nation. [...] On voit aujourd'hui très clairement que le destin de l'Église et celui de l'État sont différents. »

2. « La voix des sans-voix »

La rénovation de l'institution catholique s'est réalisée d'abord à la base. La hiérarchie a suivi et amplifié le mouvement.

Dès les années 40, des groupes de l'Action catholique conduisent la hiérarchie à s'interroger sur le rôle de l'Église et à aller au-devant des masses populaires délaissées par le développement. Dans les années 60, l'exemple de Cuba sert à la fois de réactif et de catalyseur. En réponse aux événements cubains, les évêques brésiliens se prononcent pour une action réformiste qui se veut médiane entre les choix communistes et les solutions capitalistes à l'œuvre au Brésil. « Les masses populaires ne participent pas au processus brésilien, car la misère continue, ainsi que la mortalité infantile aux chiffres effrayants, et l'impact des

(3) Antonio Flavio PIERUCCI, « De l'Église traditionnelle aux communautés ecclésiales de base », *Problèmes d'Amérique latine*, 3^e trimestre 1982.

réalités rurales et urbaines est la cause de très graves situations comme la dépersonnalisation. [...] L'ordre dans lequel nous vivons est encore trop vicié par la charge pesante d'une tradition capitaliste qui a dominé l'Occident durant des siècles. » L'Église craint de voir « la substitution de cet ordre inhumain par des solutions marxistes non moins inhumaines, car elles attendent aux droits fondamentaux de la personne humaine » (4).

En 1965, dans le souffle du concile de Vatican 2, les évêques brésiliens engagent une « rénovation organique et globale » de l'Église qui se traduit par une décentralisation des paroisses à un échelon très proche du quotidien des chrétiens, les communautés ecclésiales de base (CEB).

Ces communautés regroupent par petits nombres les fidèles d'un même lieu. Elles sont généralement spontanées et font appel au bénévolat des laïcs. Généralement, au début, les fidèles se réunissent pour parler du quotidien de la vie religieuse. Progressivement, parce que d'impérieux problèmes de famille, de santé, d'éducation, de travail, de droit, de logement, se posent à tous, les CEB entament des débats qui se prolongent dans la vie politique locale, au niveau du quartier, du village, de la région et du pays. Au sein de ces communautés, c'est un véritable et constant débat démocratique qui s'épanouit et permet aux exclus de la société brésilienne de signaler leur existence.

Cette mutation est confirmée par les orientations de la rencontre de l'épiscopat latino-américain de Medellin (Colombie, 1968), qui se prononce pour l'option en faveur des pauvres et les communautés de base : « C'est autour de ces deux axes que va s'articuler l'expansion des CEB, qui vont émettre un discours théologique nouveau et original, la théologie de la libération (5). » Orientation reconduite en 1979 lors de la rencontre des évêques à Puebla (Mexique).

Cette théologie, en rompant avec les modes de pensée européens, a apporté des changements fondamentaux dans la pratique de l'Église, dans celle des chrétiens, et dans la lecture de la Bible. Celle-ci part du réel, du quotidien social, économique et politique, tels qu'ils sont vécus par

(4) Encyclique *Pacem in terris*, 1963. Cité par Charles Antoine.

(5) Antonio Flavio PIERUCCI, art. cit.

l'immense majorité des fidèles. Elle place l'Église dans un rôle nouveau d'acteur public qui la conduit le plus souvent à s'engager aux côtés des chrétiens en lutte pour le respect de leurs droits. Il s'agit d'une « nouvelle manière d'être l'Église, du bas vers le haut », dont les CEB constituent le terreau.

Parmi ses sœurs en Amérique latine, l'Église brésilienne est sans conteste celle qui a été la plus transformée et qui a le mieux réussi son réancrage à la base. Bien qu'il soit impossible de chiffrer sérieusement les CEB tant elles sont différentes les unes des autres et précaires dans leur existence, on peut au moins dire qu'elles rassemblent plusieurs millions de Brésiliens.

Les communautés de base revitalisent l'Église. S'appuyant sur le vécu quotidien des fidèles, elles recréent les liens entre les hommes. Le Vatican finit par reconnaître cette « théologie de la libération ».

D'aucuns estiment que les communautés de base sont un prolongement de l'Église primitive persécutée de Rome. C'est le point de vue de Clodovis Boff, un des théologiens de la libération les plus connus, qui donne la définition suivante : « Les CEB sont des communautés. Il s'agit de groupes restreints, où naissent des relations de fraternité, d'aide mutuelle et où s'exprime la reconnaissance de l'homme par l'homme. Ceci constitue la différence avec les paroisses d'aujourd'hui où il existe des relations non plus personnelles et personnalisées, mais au contraire anonymes et de masse. [...] »

« Les CEB reconstruisent la trame ecclésiale en grande partie dissolue par la société moderne de masse. Désormais, la communauté apparaît de plus en plus nécessaire dans son rôle de médiation entre la personne et les appareils institutionnels pesants et complexes d'aujourd'hui tels l'État, les partis, les universités, les syndicats, etc. Dans et par les CEB, la masse des chrétiens devient peuple — le Peuple de Dieu — peuple conscient et participatif. [...] Ce qui caractérise aussi une CEB, c'est son ouverture à la charité dans toutes ses dimensions, y compris sociale.

La communauté de base n'est pas et ne peut pas être une communauté simplement de piété et d'étude. C'est une communauté de vie qui débouche nécessairement sur l'acte de charité : entraide, attention aux problèmes communautaires, prise en compte des problèmes de classe (syndicat) et finalement engagement dans des questions plus larges (parti, problèmes nationaux et internationaux, etc.). (6) » Les premières communautés de base étaient spontanées. Encouragées par la hiérarchie pour renouveler profondément l'Église, elles sont devenues un modèle d'organisation de toute la société.

Longtemps combattue par le Vatican, cette nouvelle pratique religieuse a finalement été reconnue — du bout des lèvres — par le pape lui-même : « la théologie de la libération n'est pas seulement opportune, mais utile et nécessaire », écrivait Jean-Paul II, le 9 avril 1986, après avoir reçu longuement l'épiscopat brésilien. Il confiait à l'Église du Brésil le soin de « créer un espace et les conditions pour le développement d'une réflexion théologique propre à inspirer une pratique efficace, en faveur de la justice sociale et de l'égalité ». Il sembla alors qu'à Rome aussi on avait compris l'urgence de ne pas s'opposer à la réforme de l'Église latino-américaine, qui, le siècle prochain, rassemblera la moitié des catholiques du monde.

Mais le répit fut de courte durée entre le Vatican et le clergé brésilien. Dès que l'occasion se présenta, le pape choisit de nommer des prélats conservateurs en remplacement des évêques progressistes, atteints par la limite d'âge. Ainsi dom Helder Camara, le symbole historique de l'« Église populaire », de l'« Église des pauvres », a-t-il été remplacé par un conservateur canoniste du Vatican, Mgr José Cardoso, dont le premier geste a été de s'installer dans le palais épiscopal de Recife que son prédécesseur n'avait jamais voulu occuper. La division de l'archidiocèse de São Paulo en plusieurs évêchés a été le moyen utilisé par le Vatican pour limiter l'influence de dom Paulo Evaristo Arns, l'un des chefs de file du clergé engagé.

(6) Clodovis BOFF, « Bases bíblicas das CEBs », *Tempo e presença*, juin 1986.

3. Le sanctuaire

Pendant la dictature, l'Église est le seul lieu où subsistent des embryons de démocratie. Le pouvoir ecclésial est ainsi renforcé.

Cette formidable mutation — qu'en Occident on a généralement bien du mal à évaluer, croyant à tort que ces communautés de base ne sont que des groupes marginaux — a entraîné deux changements, tout aussi décisifs : l'engagement politique de l'Église, non plus au côté de l'État, mais du peuple ; et le glissement des foyers de revendication politique et sociale vers l'institution religieuse, au détriment des acteurs traditionnels, syndicats et partis.

Au cours de la période militaire, très marquée par la répression contre toutes les activités politiques et syndicales, l'Église s'est retrouvée dans la double situation de sanctuaire et de porte-parole des opprimés. Dès 1964, et plus encore à partir de 1968, rigoureusement toutes les formes d'initiative sont passées sous la coupe des militaires. Toutes, sauf celle de l'Église. Elle fut la seule exception, l'ultime refuge, et cela contribua nettement à la renforcer. Déliée de l'État depuis 1891, elle ne pouvait être contrôlée par celui-ci.

En 1972, les responsables ecclésiastiques de São Paulo formulaient la première condamnation de la violence institutionnalisée et de la torture. Citant les Saintes Écritures, ils exhortaient : « Que les responsables de ces actions entendent notre voix : Voici que la voix du sang de ton frère clame vers moi. » En 1975, par la « Communication pastorale au peuple de Dieu », les membres de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) condamnaient l'impunité des violences policières, l'insécurité individuelle, la concentration de la terre, le sort réservé aux Indiens, etc.

Le secteur progressiste de l'épiscopat, bien que minoritaire en nombre, a fait basculer la direction de l'Église dans une résistance affichée. A partir de 1975, la critique des évêques progressistes porte sur trois plans. En premier lieu sur la philosophie politique du régime, établie sur le con-

cept de sécurité nationale et la négation de la participation populaire au pouvoir. Ensuite sur l'exclusion du peuple des fruits du développement et de la croissance. Enfin sur la répression policière, la torture, les Escadrons de la Mort (7). Parmi beaucoup d'autres, des noms de ces évêques engagés ont franchi les frontières : dom Helder Camara, archevêque de Recife, celui sans doute qui a le plus porté à l'étranger le message de l'Église brésilienne, dom Pedro Casaldàliga, l'évêque poète du sud de l'Amazonie et défenseur des paysans sans terre, ou encore dom Paulo Evaristo Arns, de l'archidiocèse de São Paulo, l'un des premiers à dénoncer la répression. L'épiscopat brésilien, qui réunit 374 évêques, passe aujourd'hui pour le plus ouvert du monde, celui qui pousse le plus loin son engagement social et politique. Pour amplifier son action, la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) a créé plusieurs structures exécutives : entre autres la Commission pastorale de la terre (CPT) pour les problèmes agraires, et le Conseil indigéniste missionnaire (CIMI) chargé des affaires indiennes.

Cette attitude a permis de maintenir, malgré la chape de la dictature, des embryons de démocratie. L'Église a accueilli, protégé de nombreux opposants politiques et syndicaux, y compris marxistes. Elle a aussi ouvert les portes des lieux de culte, et l'on prit l'habitude d'entendre au cours des célébrations religieuses des débats dont le contenu politique ne faisait aucun doute. Par les CEB, elle a fait naître de nouvelles formes d'expression et d'organisation populaires. Cet esprit d'ouverture a permis à des dirigeants d'aujourd'hui de se révéler. L'Église a payé aussi cet engagement. De nombreux prêtres ont été emprisonnés, certains assassinés, d'autres affreusement torturés, tel le frère dominicain Tito de Alencar Lima (8).

(7) Charles ANTOINE, *op. cit.*

(8) Tito de ALENCAR LIMA s'est suicidé, en 1974, en exil en France.

4. L'Église et l'ouverture

La « Nouvelle République » n'a pas apporté les changements sociaux espérés. L'Église se veut plus neutre, mais poursuit son action et s'exprime sans détour.

Avec le retour de la démocratie dans la vie politique et des militaires dans les casernes, l'Église redevenait une composante sociale comme les autres et son rôle social et politique de substitution adopté pendant près de vingt ans devait logiquement être remis en cause. Mais la situation de la société et de l'économie ne l'a pas incitée à cette attitude. L'épiscopat a estimé au contraire que la « question sociale » demeurerait un élément déterminant de ses choix en matière pastorale (9) et que l'Église avait encore beaucoup à faire pour œuvrer à la construction d'une société plus juste. Le 30 avril 1987, la Conférence nationale des évêques du Brésil s'exprimait sur la situation nationale : « Nous faisons savoir à la classe des travailleurs notre engagement et notre solidarité dans leur lutte pour des salaires justes, le droit de grève, une organisation syndicale libre et autonome, par la reconnaissance de la primauté du travail sur le capital (10). »

Sur le plan politique, après avoir affiché sa résistance à la dictature, puis son opposition au régime « ouvert » des généraux (1979-1985), l'Église s'est choisie une position critique. S'abstenant d'intervenir dans le débat purement politique, elle continue néanmoins à publier ses avis et avertissements, qu'aucun gouvernement ne saurait ignorer. Le 30 novembre 1984, à quelques semaines du départ du dernier président militaire, João Batista Figueiredo, la CNBB présentait sa nouvelle stratégie pastorale, résumée en deux défis : « Le premier est la formation du laïc. Les laïcs doivent faire face à leur vocation de constructeurs d'une société incarnant les exigences de la foi. Ce sont eux qui doivent faire la démonstration que ces exigences sont plus radicales que celles de toutes les idéolo-

(9) *DIAL*, 18 juin 1987.

(10) *DIAL*, *ibidem*.

gies. [...] Au Brésil, numériquement le plus grand pays catholique du monde, ce devoir prend les dimensions d'un témoignage pour l'Église universelle. Pour répondre à cette vocation sans répéter les crises du passé, l'Église ne doit pas exercer une tutelle indue sur les laïcs qu'elle forme, quand ils prennent leurs responsabilités dans la société ; les laïcs ne doivent pas davantage se sentir abandonnés et s'en plaindre, quand ils réclament une couverture ecclésiastique pour des choix et des engagements relevant de la stricte responsabilité du laïc dans le monde. (11) »

Cette déclaration montre le souhait de désengagement de l'Église. Mais elle éclaire aussi sur la manière dont celle-ci entend continuer d'intervenir dans le champ politique : par la formation. Avec le foisonnement politique de la libéralisation, le risque était évidemment de voir s'opérer des récupérations partisans des communautés de base. Au début des années 80, le secteur le plus progressiste du clergé s'est d'ailleurs, dans des lieux comme São Paulo, ouvertement prononcé en faveur des partis d'opposition de gauche, PMDB et PT, et a invité les fidèles à le suivre dans cette voie. Cette attitude n'a pas été partagée par l'Église, loin s'en faut. Par contre, l'idée d'une nécessaire éducation des chrétiens au fait politique (distinguer les partis, les programmes, éclairer les rapports du citoyen et de l'État...) est assez couramment répandue et pratiquée dans les groupes de base. Ainsi, dès 1986, l'Église s'est attachée à ce que la préparation de la future Constitution fasse l'objet de discussions au sein des communautés de base, afin que les propositions du peuple remontent jusqu'aux parlementaires. Elle a poursuivi cette initiative en appuyant diverses organisations (paysannes, urbaines, syndicales, etc.) impliquées dans les débats de la Constituante.

Pour la hiérarchie catholique, le second défi est « culturel, représenté par l'ensemble des problèmes que pose la culture moderne à la conscience chrétienne. [...] Les risques viennent de la brèche ouverte par la séduction de l'utopie immanente, fondée principalement sur la proposition marxiste. Cependant, le souci de ce risque ne doit pas détourner l'attention de l'Église des ravages opérés par la course à la consommation et à la permissivité jusque

(11) *DIAL*, 21 mars 1985.

dans les milieux chrétiens, ravages qui n'ont rien à voir avec le marxisme. » On remarque que le souci, déjà exprimé dans les années 60, de rechercher une « troisième voie » entre capitalisme et marxisme est toujours d'actualité chez les évêques brésiliens.

5. Toujours la cible des militaires

Les évêques et le bas clergé progressiste font l'objet de vives attaques de ceux qui ne leur pardonnent pas leur « trahison ».

Contrairement à ce que l'on croyait percevoir en 1980-1981, l'Église catholique n'a pas changé d'attitude politique profonde avec le retour de la démocratie. Seule sa stratégie s'est adaptée aux temps nouveaux. Dans la mesure où elle est toujours très active sur le terrain pour participer aux débats et aux combats, le risque était de la voir outrepasser son rôle et prendre le *leadership* de la gauche ouvrière et paysanne. Elle a su finalement résister à cette tentation offerte et prendre ses distances par rapport à certaines organisations dont elle avait soutenu la naissance, le Parti des travailleurs (PT) en particulier.

Fidèle à son engagement politique et social, l'Église catholique reste donc la cible privilégiée des milieux conservateurs et militaires, qui ne lui pardonnent pas sa défection à leur cause et ne cessent de l'attaquer. En 1986, le Conseil national de sécurité (la plus haute instance en matière de sécurité intérieure et extérieure, rattachée directement à la présidence de la République) établissait un rapport détaillé — et tendancieux — sur les activités ecclésiastiques : « L'Église catholique du Brésil, par le moyen d'une minorité active, présente un comportement très différent des critères préconisés par la doctrine religieuse. En s'engageant de plus en plus dans des mouvements à caractère politique et de contestation du gouvernement, sur la base des graves problèmes sociaux et économiques qui concernent la société brésilienne, elle s'est rendue responsable de l'apparition de foyers de tension dans l'ensemble du pays.

« Cette minorité, intitulée "clergé progressiste" et occupant la direction de la Conférence nationale des évêques du Brésil, milite en faveur d'améliorations sociales pour les couches les plus démunies de la population, en prônant cependant l'usage de la force, les mouvements de masse ainsi que des changements rapides et radicaux. (12) » Soulignant de lui-même l'origine de l'attitude de l'Église — les carences de l'État —, le rapport préconise la « poursuite et [l']élargissement des programmes socio-économiques du gouvernement comme mesure efficace de retrait des points d'appui des campagnes [d'action] de l'Église (13) ». Un véritable aveu d'échec de la politique militaire.

6. Les tentatives syndicales

Malgré la mort du Duce, depuis quarante ans, un modèle mussolinien d'encadrement social survit au Brésil.

Le syndicalisme au Brésil naît légalement en 1930, avec la création du ministère du Travail. A partir de cette date, la question ouvrière cesse d'être un « problème de police » pour devenir une « question sociale ». Après une brève période de pluralisme et d'autonomie, le syndicalisme embryonnaire est mis en coupe réglée par la dictature de Getúlio Vargas en 1937. Paradoxalement, alors que Benito Mussolini disparaissait en 1945, et avec lui le fascisme italien, ses principes d'organisation ouvrière lui ont survécu sur un autre continent pendant plus de quarante ans. Le système syndical brésilien, complété en 1943 par la Consolidation des lois du travail (CLT) et en vigueur jusqu'à la Constitution de la « Nouvelle République » des années 80, ressemble à s'y méprendre au modèle fasciste.

Les syndicats ne deviennent ni plus ni moins que des

(12) En fait de force, il faudrait parler de la violence que subissent les ecclésiastiques les plus engagés. Depuis 1985, plusieurs prêtres ont été assassinés, et des évêques ont échappé à des attentats.

(13) *DIAL*, 31 mars 1988.

organes de l'État. Ils sont autorisés s'ils acceptent d'agir « comme organes de collaboration avec les pouvoirs publics et les autres associations dans l'esprit de solidarité nationale et de subordination des intérêts économiques et professionnels à l'intérêt national ».

Les associations de travailleurs sont permises « en vue de l'étude, de la défense et de la coordination des intérêts de tous les employés, employeurs, travailleurs indépendants ou professions libérales exerçant, respectivement, la même activité ou profession ». Autrement dit, c'est une organisation verticale par branches, qui permet la réunion de catégories économiques et professionnelles similaires. Toutes les associations à caractère intersyndical et horizontal sont interdites. Pour verrouiller le tout, l'État crée un impôt syndical obligatoire pour tous les travailleurs, qu'ils soient syndiqués ou non. L'impôt permet de constituer une bureaucratie syndicale et tue dans l'œuf toute velléité d'autonomie. Le droit de grève est sévèrement réglementé. Bref, les syndicats en sont réduits aux œuvres sociales : assistance juridique et médicale, enseignement, bibliothèques, vacances.

Paradoxalement, malgré ces entraves, le taux de syndicalisation progresse très nettement. « Cette fonction d'assistance, qui pervertissait la nature d'instrument de combat du syndicat, lui a permis de ne pas se couper totalement de la base. De nouveaux membres continuaient à avoir recours au syndicat pour obtenir une consultation médicale, se faire couper les cheveux ou traduire leur employeur devant la justice du travail. (14) » On compte en 1979 dix millions de syndiqués, soit dix fois plus qu'en 1956. La moitié sont des ruraux. La campagne est d'ailleurs beaucoup plus syndicalisée : 33 %, contre 19 % en milieu urbain.

(14) Maria Herminia TAVARES DE ALMEIDA, « Le syndicalisme brésilien entre la continuité et le changement », *Problèmes d'Amérique latine*, 3^e trimestre 1982.

7. Les années noires

Les militants syndicaux ont été les premiers à souffrir de la répression. Les ouvriers métallurgistes ouvrent la voie du renouveau politique et social.

Le cadre légal du syndicalisme a évidemment été appliqué de manière différente selon les régimes. Sous la présidence de João Goulart et avec le retour du présidentia- lisme en janvier 1963, alors que d'importantes réformes sont envisagées (réforme agraire, nationalisations, lois sociales), les syndicats urbains accroissent leur pression et, à la campagne, des ligues paysannes regroupent des centaines de milliers de personnes.

Le coup d'État militaire du 1^{er} avril 1964 met un terme à cette évolution. Les dix-sept leaders du Commandement général des travailleurs, une structure qui tentait d'imposer l'unité syndicale, sont parmi les premiers emprisonnés de la dictature et lourdement condamnés. Entre 1964 et 1970, le ministère du Travail effectua 536 interventions dans les organisations syndicales pour destituer les directions en exercice. Durant les quatre premières années, 108 dirigeants et représentants politiques des travailleurs furent condamnés à la perte de leurs droits civiques (15). Certains historiens estiment qu'entre 1964 et 1979 l'État engagea plus de 1 500 actions répressives. L'armée fut à plusieurs reprises envoyée contre les travailleurs. Le régime renforça son contrôle sur les syndicats par des lois anti-grèves (des peines de vingt ans étaient prévues pour ceux qui seraient à l'origine de la « paralysie des services publics ou essentiels ») et des dispositions interdisant l'accès aux responsabilités syndicales « aux personnes dont l'idéologie est contraire à la sécurité nationale ». La répression porta ses fruits : les grèves se firent rares, jusqu'à disparaître en 1971. Selon le nouveau régime, les hausses de salaires étaient la cause principale de l'inflation, et il interdit tout réajustement à moins de douze mois d'intervalle.

Il a fallu attendre 1973 pour que l'édifice commence à

(15) Maria Herminia TAVARES DE ALMEIDA, art. cit.

se craqueler de l'intérieur. Dans la banlieue de São Paulo, dans un triangle appelé ABC parce qu'il réunit les trois villes de Santo André, São Bernardo do Campo et São Caetano do Sul, la croissance accélérée de l'industrie automobile avait créé une nouvelle catégorie d'ouvriers métallurgistes. Ces travailleurs étaient au centre du « miracle économique ». Ils prirent aussi les devants d'un renouveau syndical. Des mouvements revendicatifs immobilisaient plusieurs usines (Volkswagen, Chrysler, Mercedes, Ford) et aboutissaient à des augmentations de salaires.

Sur le fond, les travailleurs se démarquèrent du syndicalisme populiste pour revendiquer un « syndicalisme authentique ». Ils voulaient voir disparaître l'ingérence de l'État dans le monde du travail et entendaient que le gouvernement n'impose plus les réajustements annuels de salaires, mais que ceux-ci fassent l'objet de négociations collectives entre patrons et salariés. Ils revendiquaient enfin une plus grande autonomie et une réelle participation démocratique.

Ce mouvement a été le ferment de l'explosion des années 1978-1979. Les grèves ont démarré en chaîne et, en 1979, on comptait jusqu'à 3 millions de travailleurs en grève. Les assemblées des métallurgistes de São Bernardo avaient lieu dans le stade de football municipal pour pouvoir réunir les dizaines de milliers d'ouvriers. Cette année-là aussi se tenait le troisième congrès national des travailleurs ruraux, qui montraient de solides dispositions pour la contestation. Le gouvernement dut reculer. Fin 1979, il annonça le réajustement semestriel des salaires. Le processus d'« ouverture politique » était engagé. Le mouvement syndical y a fortement contribué.

8. Cherche unité désespérément

A peine sorti des affres de la dictature, le mouvement syndical se divise. Deux stratégies s'affrontent.

La vie politique brésilienne est caractérisée par de très longues périodes de transition où l'incertitude conduit les

différentes forces à s'accommoder des dispositions légales tout en espérant leur forcer la main. C'est ainsi que le mouvement syndical n'a pas réussi, jusqu'à la nouvelle Constitution de 1988, à faire éclater le carcan populiste mis en place en 1943. Il a dû en tenir compte dans ses efforts d'unité et de structuration horizontale.

Quatre fois avant 1964, les travailleurs répétèrent le rituel consistant à réaliser un congrès national réunissant les secteurs les plus représentatifs du mouvement syndical. Quatre fois, l'État déclara l'illégalité de la tentative et mena une dure répression (16).

En août 1981, les syndicalistes de l'ère de l'« ouverture » ne faillirent pas à la tradition et réalisèrent la Conférence nationale des classes travailleuses, avec la participation de multiples catégories. La rencontre définit un « plan de lutte » commun et jeta les bases d'une organisation, la Centrale unique des travailleurs (CUT). Mais, avant de s'être unifié, le mouvement syndical paraissait déjà très divisé. Deux blocs de forces à peu près égales exprimaient des conceptions et des méthodes d'action divergentes.

Le courant syndical « pétiste », soutenu par le Parti des travailleurs (PT) ainsi que par les secteurs les plus progressistes de l'Église catholique, combattait radicalement la structure syndicale en vigueur. Il concevait une stratégie d'opposition franche contre les syndicalistes « jaunes » compromis avec le pouvoir et défendait le principe d'un renouvellement syndical « par la base », indépendant des fédérations et confédérations de syndicats corporatistes. Dans les dernières années de la dictature, ce courant refusa d'entrer dans le jeu du pouvoir et présenta aux élections syndicales des listes indépendantes ; celles-ci, quand elles étaient élues contre les listes officielles, étaient immanquablement déclarées illégales et cassées.

A l'opposé, le courant représenté par des proches du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) et des partis communistes considérait comme indispensable une alliance avec les dirigeants des fédérations et confédérations, et refusait d'exclure les « jaunes » de la future CUT.

La division parvint à son apogée en 1983 avec la fon-

(16) Valdeci VERDELHO, « Em busca de unidade », *Retrato do Brasil*, 1985.

dation, d'une part de la CUT par le courant « pétiste », d'autre part de la Conclat (Coordination nationale des classes travailleuses), emmenée par des syndicalistes des partis communistes, des indépendants et quelques « jaunes », dont est issue la CGT (Confédération générale du travail).

Aujourd'hui, les deux confédérations subsistent et revendiquent chacune un nombre considérable d'« adhérents » : 15 millions pour la CUT, 8 millions pour la CGT. Encore faut-il préciser que les travailleurs ne sont pas affiliés directement à telle ou telle confédération, mais que ce sont leurs syndicats professionnels — héritage cinquantenaire — qui choisissent de soutenir l'une ou l'autre. Ainsi, la CGT se voit très nettement renforcée par l'adhésion de la Contag (Confédération des travailleurs de l'agriculture).

Avec la nouvelle Constitution, on s'attend à quelques changements dans l'équilibre des grandes masses entre confédérations, car, désormais, la création de syndicats n'est soumise qu'à une simple déclaration administrative et est dispensée de toute autorisation de l'État. De même, le droit de grève — considérée comme un délit au cours de la dictature — est établi sans restriction y compris dans les secteurs sensibles d'« intérêt national ».

Par contre, la physionomie générale du syndicalisme brésilien organisé par branches professionnelles se perpétuera : l'impôt syndical prélevé automatiquement sur les salaires est maintenu même si le travailleur n'est pas affilié ; la création de plus d'une organisation syndicale représentative d'une catégorie professionnelle ou économique est interdite sur une même commune.

9. Le pouvoir des associés

C'est dans les quartiers pauvres que le mouvement associatif est le plus fort. Il exprime une nouvelle citoyenneté, une force nouvelle de la société civile.

On ne saurait parler de la société civile au Brésil en se limitant aux syndicats et à l'Église catholique. Ce serait

faire peu de cas d'un tissu associatif dense et actif — surtout depuis une dizaine d'années — qui témoigne d'une nouvelle pratique de la citoyenneté.

Le mouvement associatif possède des caractéristiques communes à tous les pays latino-américains. Il s'est développé tout d'abord à travers les formes traditionnelles que sont les associations de journalistes, de médecins, de propriétaires, etc., ainsi que par les mouvements culturels. Le Brésil n'a pas échappé non plus aux larges mouvements revendicatifs des années 70, et on y trouve comme ailleurs un réseau d'associations estudiantines, écologistes, féminines et féministes, d'homosexuels, de Noirs... Avec cette différence notable, par rapport aux pays européens à l'origine de ces mouvements, qu'ils ont été, au Brésil, longtemps persécutés et qu'ils n'ont pu véritablement s'exprimer qu'avec la libéralisation du régime.

La particularité du tissu associatif brésilien est ailleurs. La mise à l'écart des masses, tant sur les plans politique — la tutelle des partis et des syndicats — qu'économique — le modèle de développement fondé sur l'inégalité — fut à l'origine de nouvelles formes d'organisation et de revendication, structurées au temps de la dictature. « Un espace de lutte sociale calqué sur la demande de biens et de services collectifs et concernant de meilleures conditions de vie est apparu, espace qui échappa au contrôle de l'État et des partis politiques traditionnels (17). » Cet espace a pris corps au sein de dizaines de milliers d'associations populaires, dont l'essentiel concerne des regroupements de résidents urbains. L'histoire de ces associations, intimement liée au processus d'urbanisation accélérée des trois dernières décennies et à la faillite de l'État depuis une dizaine d'années, est très significative de l'évolution politique du Brésil tout entier.

Dans l'après-guerre, au cours de la période populiste, l'État, plus préoccupé de renforcer les activités productives, s'est désintéressé de l'aménagement des villes, se contentant de rechercher au coup par coup l'appui des populations urbaines, alors que l'exode rural précipitait déjà des

(17) Brasilmar FERREIRA NUNES, Elimer do NASCIMENTO, « Vers une nouvelle Constitution », *Les Temps modernes*, juin 1987.

contingents considérables de travailleurs vers les périphéries des cités.

C'est dans ce contexte que sont nées les premières associations d'amis de quartier, qui avaient pour objectif de faire entendre la voix des habitants. Encouragées au début par les pouvoirs publics, selon le schéma populiste de l'encadrement politique des citoyens, ces associations se sont structurées et, devant les carences de l'État, ont acquis bien souvent des connotations politiques, conduisant à remettre en cause la représentativité et la légitimité des pouvoirs publics. Elles regroupaient des populations marginalisées, donc généralement analphabètes, ne disposant pas, rappelons-le, du droit de vote. Le suffrage universel a en effet été institué par la « Nouvelle République » des années 80. Auparavant, 40 % de la population en étaient exclus.

Les associations de quartier se confondent parfois avec les communautés de base. L'« ouverture » leur offre une chance de participer aux décisions.

Avec la dictature de 1964, l'activité des associations d'amis de quartier a été, dans un premier temps, limitée et souvent réprimée durement ; les assassinats de dirigeants d'association, leaders reconnus par la population, n'étaient pas des cas isolés. En toute logique, les communautés ecclésiastiques de base, qui bénéficiaient d'une relative protection, ont souvent pris le relais de l'activité des associations de résidents. Les CEB sont devenues la seule alternative de participation des classes populaires au niveau des quartiers. En permettant l'expression des revendications pour de meilleures conditions de vie, elles ont rendu possible le développement de formes démocratiques à la base et la révélation de leaders.

Dès 1976, ces associations de résidents se multiplient et établissent des contacts entre elles qui témoignent de la vitalité d'une nouvelle forme d'organisation civile. Elles ont en commun l'affirmation de leur autonomie par rapport aux autres groupes sociaux et à l'État, et une rupture avec

les pratiques populistes du passé (18). Parfois infiltrées par des groupes politiques, elles conservent toujours leur autonomie de décision.

Elles partagent aussi généralement les mêmes revendications : la régularisation des constructions clandestines, le droit d'acquisition des sols urbains, les adductions d'eau et d'électricité, l'installation d'égouts, l'amélioration des transports, la création de crèches, d'écoles et de dispensaires dans les quartiers. Les traditions d'entraide plus caractéristiques des sociétés rurales continuent de s'y exprimer. Le nombre de ces associations — qui sont majoritairement animées par les femmes — croît aussi vite que l'urbanisation et leur poids politique est loin d'être négligeable : en 1986, la Confédération nationale des associations de résidents (Conam) regroupait plus de 14 000 associations et son congrès réunit quelque 7 500 délégués (19).

La libéralisation du régime à partir de 1979 et la « Nouvelle République » ont suscité dans le pays une ouverture des pratiques politiques. Le mouvement associatif s'y est engouffré et a conquis, sur le plan local, la reconnaissance de sa légitimité représentative. Avec les nouvelles équipes municipales élues en 1983, majoritairement de gauche, le mouvement associatif a obtenu son droit de cité et a été appelé à participer à la gestion urbaine. L'élection, en novembre 1988, de candidats de gauche (Parti des travailleurs) ou populistes (Parti démocrate travailliste) aux commandes des plus grandes villes comme São Paulo (PT), Rio (PDT) ou Pôrto Alegre (PT) a confirmé le poids des organisations populaires de base dans les batailles politiques. Elle a aussi souligné le risque d'une perte de substance du mouvement associatif quand celui-ci s'approche trop du pouvoir. Dans de très nombreuses villes, les candidats progressistes aux fonctions de conseillers municipaux étaient explicitement investis par des associations de résidents qui avaient demandé à l'un des leurs de se présenter pour défendre leurs intérêts.

Mais la gestion municipale au Brésil est un exercice presque impossible, tant les ressources se font rares et tant sont

(18) Renato Raul BOSCHI *et alii*, « Movimentos coletivos no Brasil urbano », *Debates urbanos*, Zahar, Rio de Janeiro, 1983.

(19) Brasilmar FERREIRA NUNES, Elimer do NASCIMENTO, art. cit.

courantes les pratiques clientélistes. Des déceptions profondes sont donc à attendre. A São Paulo, par exemple, où la candidate du PT, Luiza Erundina de Sousa, a largement devancé le conservateur Paulo Maluf grâce à l'appui conjugué du mouvement syndical, des associations et de l'Église, la marge de manœuvre du nouveau maire est extrêmement étroite, prise entre les exigences des populations défavorisées sans logement ni assistance sociale et l'immensité des problèmes d'urbanisme et de gestion de la plus grande — et la plus endettée — des villes du Brésil.

Enfin, si les associations de quartier et le mouvement associatif en général engagés dans les luttes politiques locales attendent des pouvoirs qu'ils ont contribué à élire des actions concrètes et urgentes, la réalité des affrontements électoraux au niveau national risque fort de décevoir. Toujours à São Paulo, le nouveau maire, Luiza Erundina, ne dispose pas d'une majorité PT au sein du conseil municipal. Seules des alliances avec les élus du PDT et du PMDB permettraient de gérer la ville. La perspective des élections présidentielles de novembre 1989, où chacun de ces partis aura son propre candidat, a toute chance de compromettre l'expérience, car personne — si ce n'est le PT — n'a intérêt à ce que celle-ci réussisse.

Le tissu des organisations non gouvernementales est intervenu efficacement pour appuyer les propositions de la gauche au cours des débats de la Constituante.

Très « basiste » et bouillonnant, le mouvement associatif a aussi su susciter un tissu d'organisations non gouvernementales professionnalisées et fiables. Plus de mille ONG d'importance très variable forment un réseau dense et capable d'articulation pour appuyer des revendications au niveau national. L'efficacité de ce réseau s'est révélée au cours des débats de la Constituante quand il s'est agi d'appuyer des propositions émanant des forces de gauche. Par exemple, les nouveaux droits des Indiens, l'égalité des femmes et des hommes, l'exercice de la souveraineté populaire, le racisme et la torture considérés comme des crimes sans caution, ont été obtenus grâce à la pression de

ces organisations constituées pour l'occasion en lobbies, le plus souvent avec l'appui des Églises.

La plus importante de ces ONG est la Fédération des organisations pour l'assistance sociale et éducative (FASE), dont le siège est à Rio de Janeiro. Décentralisée à travers le pays, elle gère des programmes divers d'assistance aux déshérités et des projets de recherche-développement dans le domaine agricole. L'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (Ibase), situé de même à Rio, est le plus performant des services alternatifs d'information et de documentation du pays. Équipé de micro-ordinateurs, il engrange, analyse et publie quantité d'informations pouvant servir à la recherche et aux mouvements populaires. Le Centre œcuménique de documentation et d'information (CEDI), installé à São Paulo et à Rio, est plus spécialisé ; il effectue notamment un relevé systématique de la situation des peuples indigènes. Le Conseil missionnaire indigène (CIMI), localisé à Brasilia, est un organe — à autonomie relative — de la Conférence nationale des évêques spécialisé dans les questions indiennes, de même que la Commission pastorale de la terre (CPT) s'attache aux problèmes agraires. L'Institut d'appui juridique populaire (IAJP, à Rio) est par contre une organisation indépendante et très professionnelle regroupant plus de 300 avocats et magistrats brésiliens engagés — à des degrés très divers — dans le soutien aux luttes sociales.

Localisées pour moitié dans le Sudeste et pour un quart dans le Nordeste, ces ONG ont en majorité été créées au cours des années 80. Le principal de leurs activités se répartit entre l'appui aux petits paysans, aux travailleurs urbains et aux femmes, et le soutien aux organisations populaires et aux syndicats.

Selon une étude récente effectuée par l'Institut d'études sur la religion (ISER), 37 % de ces organismes sont sous contrôle — formel ou informel — des Églises, 47 % pouvant être considérés comme indépendants. Une partie des ressources provient du Brésil, le reste arrive de l'étranger, principalement des Pays-Bas, de la RFA et des États-Unis, de France dans une moindre mesure.

Indépendantes les unes des autres, les ONG ne véhiculent pas formellement de projet politique commun et global pour le pays. Il n'en est pas moins vrai qu'elles s'accor-

dent sur un certain nombre de valeurs et de missions fondamentales comme le droit à la citoyenneté et à la dignité, l'expression populaire et l'émancipation politique des Brésiliens défavorisés. La crise économique des années 80 et la faillite de l'État, incapable d'assumer ses devoirs élémentaires notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, ont certainement contribué au renforcement de ce réseau associatif « professionnel » qui a accepté — à certains égards il en a profité — un rôle de substitution aux obligations que la force publique ne pouvait plus assumer.

8.

Violence à tous les étages

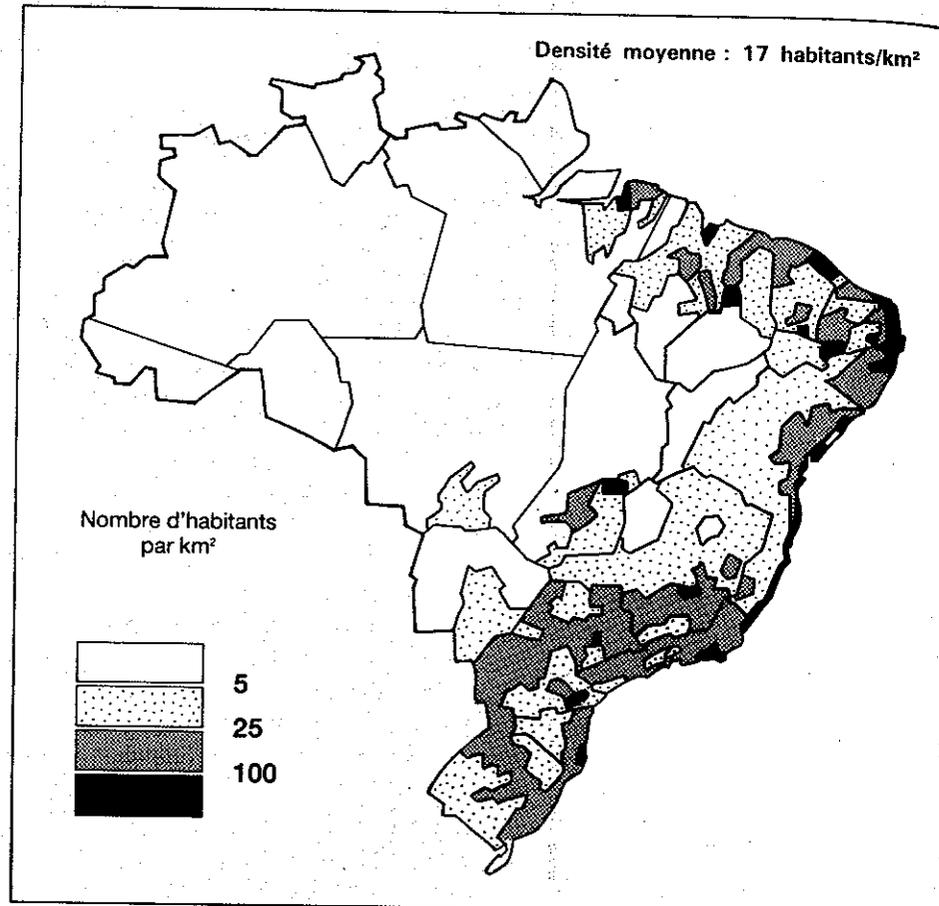
Le Brésilien se déplace sans arrêt. Pour survivre, pour espérer. Les migrations ont fait exploser les centres urbains, elles repoussent les frontières agricoles du Nord et du Centre-Ouest.

Migrante, instable, disloquée : la population erre dans l'immensité de son territoire depuis quelque cinq cents ans. Du nord vers le sud, de l'est vers l'ouest, des campagnes vers les villes, et même parfois des cités surpeuplées vers les nouvelles frontières agricoles, le Brésilien arpente des milliers de kilomètres pour la promesse d'un lopin de terre aride, l'espoir d'un emploi salarié, la croyance mythique d'un « réussir ailleurs ».

L'espace du Brésil est très inégalement occupé. Du fleuve Amazone à la frontière uruguayenne, le littoral est densément peuplé, sur une bande de 200 kilomètres de large. Au delà, l'intérieur paraît vide sauf dans la région Sud. Deux ensembles totalisent les trois quarts de la population : le Nordeste (29 %) et le Sudeste (44 %). 85 % des habitants vivent sur 30 % du territoire.

Ces régions sont aussi à l'origine des grands mouvements migratoires incessants : la conquête de l'Ouest et du Nord, des espaces pionniers de l'Amazonie et du Centre-Ouest,

RÉPARTITION DE LA POPULATION



et la marche vers les lumières de la ville, vers les régions développées. En 1970, le tiers des Brésiliens avaient bougé une fois dans leur vie et ne vivaient plus dans leur commune de naissance. En 1980, le recensement faisait apparaître que 5 millions d'habitants avaient changé de région au cours des dix dernières années (1).

La mobilité spatiale du Brésilien est d'autant plus fréquente qu'elle répond aux rêves d'ascension sociale. Elle est aussi pour beaucoup la seule chance de survie quand la pression sur l'environnement est trop forte, quand les terres se concentrent. Inscrite dans la mémoire séculaire, la migration est un thème favori de la littérature et des chansons populaires.

Historiquement, le Nordeste est la région traditionnelle d'émigration. Densément peuplé, il se vide sans répit. De 1970 à 1980, il a perdu plus de 1,8 million d'habitants, essentiellement au profit des zones pionnières et du cœur industriel. Le Sudeste agit encore comme un aimant, recevant près de 1,7 million d'immigrants, soit presque autant que le déficit du Nordeste. Au cours de la décennie, le seul État de São Paulo a affiché un solde migratoire positif de plus de 2 millions. L'ampleur des déséquilibres régionaux est le principal moteur de ces mouvements. Quelques chiffres illustrent cette disparité énorme : « En 1980, les États de São Paulo, Rio de Janeiro et du Minas Gerais ont contribué respectivement à 37,5 %, 14,2 % et 9,3 % de la production brésilienne, soit 61 % du total national, alors qu'ils ne couvrent pas 10 % de la superficie et qu'ils ne comptent que 42 % de la population (2). »

Spontanées ou provoquées, les migrations successives vers les frontières agricoles font partie intégrante de l'histoire économique et sociale du Brésil. Les régions pionnières, parvenues à un stade développé, inversent à leur tour les sens migratoires. Ainsi, le Minas Gerais a perdu quelque 600 000 habitants — dont 400 000 au profit de São Paulo. Le Paraná (région Sud) n'est plus une région d'arrivée depuis 1970. Avec le *boom* du soja en particulier, il a perdu 800 000 habitants, dont 500 000 ont rejoint l'État

(1) Hervé THÉRY, *Le Brésil*, Masson, Paris, 1985.

(2) A. GAUTHIER et J. DOMINGO, *Le Brésil, puissance et faiblesse d'un géant du tiers monde*, Bréal, Paris, 1988.

pauliste. Un nombre croissant d'immigrants des régions Sud part vers le Nord, à l'abordage du Mato Grosso et de l'État d'Amazonas.

Nouvelles frontières à leur tour, les régions du Centre-Ouest et du Nord affichent chacune des soldes positifs de plus de 500 000. La construction de la capitale Brasília a créé un pôle d'attraction décisif dans cette conquête de l'espace pionnier. « Tout se passe comme si, dans chacune des zones de départ — Nordeste et Minas Gerais d'une part, Sud d'autre part — on n'avait qu'une alternative, aller vers le Sudeste ou vers une portion des zones pionnières, la plus proche et celle vers laquelle conduisent les nouvelles routes : le tracé de ces dernières constitue précisément deux faisceaux, Sud-Est/Nord-Ouest et Nord/Sud, vers l'Amazonie occidentale et l'Amazonie orientale (3). »

1. Une urbanisation accélérée

La croissance des villes s'est faite de façon trop brutale et anarchique. Bidonvilles et spéculations en tout genre composent un paysage ingérable.

En 1970, pour la première fois dans l'histoire, le recensement démographique révélait que le Brésil était devenu un pays plus urbain que rural. 56 % de la population se concentrait dans les villes, contre 45 % en 1960. En 1988, la barre des 75 % est dépassée. Dix municipalités ont franchi le million d'habitants : São Paulo, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Pôrto Alegre, Recife, Salvador, Fortaleza, Curitiba, Brasília et Belém.

Une véritable explosion qui classa le Brésil au premier rang mondial de la croissance urbaine au début des années 70. Une explosion anarchique qui a jeté des millions de

(3) B. BRET, Y. LE GAUFFEY, H. THÉRY, P. WANIEZ, « La population brésilienne : dynamique démographique et spatiale », *Problèmes d'Amérique latine*, 3^e trimestre 1984.

Brésiliens sur le pavé de cités vite devenues monstrueuses, ingérables.

A São Paulo, au temps du « miracle », la population des bidonvilles augmentait de 25 % chaque année, soit cinq fois plus vite que le reste de la cité. Elle recevait quelque 150 migrants à l'heure, qui se répartissaient d'abord dans les bidonvilles (*favelas*), puis, quand leurs revenus le leur permettaient, dans des lotissements clandestins autoconstruits à la périphérie, sans eau, ni électricité, ni égouts, très éloignés des lieux de travail et mal desservis par les bus, sans assistance médicale et sociale (4).

Beaucoup de familles de São Paulo ne veulent pas quitter le centre-ville et préfèrent s'entasser dans un dédale indescriptible de vieilles habitations, les *cortiços*. Quatre millions de personnes vivent dans un habitat en dessous de toutes les normes et, si on y ajoute le million d'habitants des bidonvilles, ceux qui vivent dans les baraquements autoconstruits de la périphérie, on parvient rapidement à la moitié de la population de São Paulo, la troisième ville de la terre, la seconde d'ici à l'an 2000...

A Recife (Nordeste), sur 195 000 habitations, 100 000 étaient des *mocambos*, les bidonvilles locaux (1972). A Salvador de Bahia, seuls 4 % du million d'habitants étaient raccordés au réseau d'égouts. Le quartier des Alagados, cité de pourriture construite au milieu d'un amoncellement d'ordures, regroupait 80 000 marginaux. A Rio (1980), c'était 1,8 million de personnes, soit le tiers des habitants, qui s'abritaient dans les tristement célèbres *favelas*, ces bidonvilles accrochés aux mornes.

A cette surpression sur l'espace urbain se sont ajoutées de graves carences des pouvoirs publics. Au cours de la période militaire, l'essentiel des revenus était ponctionné au niveau fédéral, laissant aux communes de très faibles moyens. La spéculation foncière généralisée a entraîné une extension horizontale vertigineuse des villes. Ainsi, 42,3 % de l'espace urbain du *município* de São Paulo est formé de terrains inoccupés. Les espaces libres entre les habitations sont gelés par les spéculateurs, qui font ainsi de substantiels bénéficiaires. Entre 1967 et 1976, la valeur moyenne

(4) *Retrato do Brasil*, Editora politica, São Paulo, 1985.

des terrains a augmenté de 30 % par an, soit trois fois la hausse du marché boursier (5).

Cette spéculation sur les espaces interstitiels a pour effet de projeter horizontalement la cité et de repousser les classes pauvres très loin du centre et des lieux de production. Elle entraîne une détérioration des conditions de vie, une fatigue supplémentaire et des dépenses artificielles de transport. Il n'est pas rare qu'un travailleur, obligé d'habiter des banlieues à trente kilomètres du centre, passe trois à quatre heures de sa journée dans des bus bondés. Les plus démunis sont aussi les plus éloignés. Comme le remarque Céline Sachs, « près de 30 % des travailleurs dont le salaire est inférieur à cinq salaires minimum passent entre 90 minutes et plus de 2 heures dans les transports, à chacun de leurs voyages quotidiens, alors que 6 % seulement des personnes dont les revenus sont supérieurs à cinq salaires minimum gaspillent autant de temps dans les transports. »

En définitive, cette urbanisation désordonnée, prisonnière à la fois du jeu de la spéculation foncière et des constructions anarchiques aux périphéries, est payée doublement : par les classes prolétaires et par l'État, qui doit sans cesse augmenter les ressources d'urbanisation pour créer les infrastructures nécessaires à cette extension horizontale (routes, ponts, etc.). Ce sont autant de revenus qui ne sont pas consacrés à l'habitat social et aux transports collectifs. Ceux-ci sont très déficients et coûteux. Ils provoquent périodiquement, dans toutes les villes du pays, des flambées de violence de la part des utilisateurs mécontents.

2. Survivre avec le minimum

Il faut un talent de funambule pour continuer d'exister avec trois fois rien. Du talent et du courage, pour voir les siens suivre inexorablement le même chemin de misère.

(5) Céline SACHS, « Pauvreté, ségrégation spatiale et habitat populaire à São Paulo », *Problèmes d'Amérique latine*, 3^e trimestre 1981.

Au Brésil comme ailleurs dans le Tiers monde, l'urbanisation à grande vitesse est largement le fait de l'exode rural. Elle est due aussi au rapide processus d'industrialisation de l'après-1945 et à l'incorporation croissante du pays à l'économie internationale, surtout depuis 1964. L'appel au capital étranger a engendré un tissu industriel à haute productivité et ne nécessitant pas beaucoup de main-d'œuvre. Si, en termes bruts, l'emploi urbain a augmenté de façon considérable, cette croissance s'est révélée très insuffisante pour absorber les contingents de migrants ruraux.

La crise des années 80 a aggravé cette situation. En 1983, il y avait dans le grand São Paulo (37 *municípios*, environ 14 millions d'habitants) près d'un million de chômeurs, soit 15 % de la population économiquement active. Le niveau d'emploi industriel redevint identique à celui de 1973, alors que, depuis cette date, la population avait augmenté de 38 %. Le secteur du bâtiment employait deux fois moins de travailleurs en 1984 qu'en 1978. Faute d'emploi stable et régulier, les travailleurs se sont tournés vers l'économie informelle et le travail précaire. Les taux de sous-emploi ont grimpé jusqu'à 20 % de la force de travail. Entre 1959 et 1980, la valeur réelle du salaire minimum a été divisée par deux (6).

Comment fait-on pour survivre avec un salaire minimum, quand celui-ci représente le septième de la somme nécessaire à la survie d'une famille ? Ana Lagoa, chercheur de l'Ibase (Institut brésilien d'analyses sociales et économiques, Rio de Janeiro) a tenté de répondre à cette question en traçant le portrait-robot d'un citoyen pauvre et de sa famille (7). Réaliste, il dépasse pourtant l'imaginable.

« Durval est un Brésilien pauvre typique. A quarante ans, il n'a probablement plus que huit ans à vivre, voire deux s'il habite dans le Nordeste du pays. Il mourra sans doute d'une pneumonie, faute de médecin et de traitement, et n'aura même pas une tombe à lui. S'il a des enfants,

(6) Lucio KOWARIC, « A expansão metropolitana e suas contradições em São Paulo », *Cadernos do CEAS*, mars-avril 1986.

(7) Ana LAGOA, « Como se faz para sobreviver com um salario minimo », *Vozes*, Ibase, São Paulo, 1985. Cité par Suzan GEORGE, *Jusqu'au cou*, La Découverte, Paris, 1988.

ceux-ci grandiront et finiront comme lui, travailleurs à demi illettrés, atteints d'anémie et de troubles de la vue. Ils risquent même de vivre encore moins longtemps que leur père. Tous les jours, ils effectueront des trajets d'une, deux, trois heures pour se rendre sur leur lieu de travail, s'ils en trouvent un. Sinon, ils seront clochards ou malfaiteurs. Sa fille épousera un ouvrier ou un homme qui traficote ici et là, trempant dans des histoires louches. Jeune, elle aura déjà l'air usé ; elle donnera naissance à des enfants maigres, et, pour aider à les nourrir, elle rapportera du linge à laver à la maison. Si elle a de la chance, elle se procurera une place de bonne auprès d'une famille des classes moyennes ou aisées. Quoi qu'il arrive, elle ne trouvera pas de crèche ou de jardin d'enfants dans sa ville. Ses enfants, livrés à eux-mêmes dans une maison vide, avec un peu de nourriture froide sur la table, trouveront le moyen de s'échapper pour aller vagabonder dans les collines ou dans les rues. Dans une ville, ils se mettront sans doute très vite à chaparder, à faire des vols à la tire, risquant leur vie pour quelques cruzados.

« On peut croiser Durval dans tous les trains de banlieue. Parfois, il ne porte qu'un tee-shirt, car il règne en chaleur suffocante, et il tient sous son bras une gamelle en fer-blanc enveloppée dans du papier journal ; une autre fois, il sera vêtu d'un manteau usé jusqu'à la trame, cadeau d'un ancien employeur de sa femme, et qui ne le protège plus du froid. Il peut également emporter dans une vieille valise récupérée au fond d'une poubelle un casse-croûte composé d'un sandwich à l'œuf et d'une petite bouteille de café froid, ou encore une gamelle de macaronis au lard. Durval a sommeil ; c'est à peine s'il peut suivre la conversation qui se déroule à ses côtés. Ses voisins commentent le match de football disputé la veille. De toute manière, cela fait des mois qu'on lui a coupé l'électricité, et il a fini par vendre la radio.

« Aujourd'hui, ce pourrait être son premier jour de travail dans une usine de meubles, ou son dernier jour dans une aciérie. Il est cinq heures du matin et Durval a encore une heure de train devant lui. S'il prenait le bus, ce serait pire : au prix du billet simple [...], au bout de quarante voyages, il aurait dépensé les deux tiers de son salaire. Son estomac gargouille, il tient à peine sur ses jambes, et l'air

qui s'engouffre dans ce train bondé lui donne la nausée. Seule la sirène de l'usine le tire de sa torpeur. S'il pointe avec cinq minutes de retard, on lui supprimera sa paie de la journée, et celle de dimanche ! Et il lui faut encore trouver le temps de se rendre aux toilettes sans susciter la colère du contremaître. Durval, étant analphabète, ne remarque pas, dans le journal que lit son voisin, un article annonçant l'indexation du salaire minimum sur le coût de la vie.

« Finalement, qu'il connaisse ou non le montant du salaire de base ne changera rien à l'affaire ; ses revenus continueront d'être insuffisants pour nourrir sa femme et ses cinq enfants. Ce qu'il sait, c'est que le loyer de sa cabane de bidonville va augmenter, tout comme le prix de la viande et du lait (cela fait un moment qu'il n'en boit pas), et qu'il ne lui restera pas assez d'argent pour payer l'arriéré de la facture d'électricité ; le propriétaire refusera de rétablir l'électricité, et Durval continuera d'ignorer les résultats du dernier match de football. En outre, comme il lui sera impossible de régler sa note d'épicerie, sa femme et ses enfants continueront de se nourrir en fouillant dans les poubelles et dans les décharges. Le pire, c'est que la qualité des déchets ne cesse de baisser. Durval n'en jurerait pas, mais il a bien l'impression que la quantité de matières organiques que recèlent les décharges des grandes villes diminue tous les ans. Par exemple, à Rio de Janeiro, chaque mètre cube d'ordures contenait en 1970 43,8 % de matières organiques, susceptibles d'être consommées par les marginaux. En 1980, la proportion était tombée à 36,7 %.

« Bien que Durval se considère comme le plus malheureux des hommes, il n'a jamais songé à se suicider. En revanche, il a pensé à déménager dans une autre ville. Il ne sait pas que, dans toutes les grandes agglomérations, des familles semblables à la sienne errent dans les décharges. Des troupes d'enfants, d'hommes et de femmes en haillons fouillent sans relâche les monticules d'ordures fétides, dans l'espoir d'y trouver des bouts de viande bleuâtre, des biscuits pleins de vers, des fruits blets, bref des aliments dont un cochon ne voudrait pas, qui donnent des diarrhées (souvent fatales chez les enfants en bas âge), mais qui leur permettent de combler le vide de leur estomac.

« D'ailleurs, on trouve parfois dans ces décharges des

objets très utiles, des meubles, des coussins, de vieilles casseroles, des emballages, du papier, des cartons, qu'on peut toujours revendre au poids ou à l'unité à une entreprise de recyclage, si l'on n'en a pas besoin chez soi. Les gens qui parviendront à survivre de la sorte n'éprouvent plus de honte. Au stade où ils en sont, la seule chose qui pourrait leur arriver, c'est de verser dans la délinquance. Maintenant, au moins, ils ne font que s'emparer des rebuts des privilégiés.

« Cependant, l'inspection des poubelles et des décharges n'est pas la seule ressource dont dispose une famille d'indigents. Le grand jour, pour les pauvres, c'est le jour du marché. A l'heure de la fermeture, ils peuvent, s'ils arrivent avant les employés du service de voirie, se procurer des déchets de premier choix. Les déchets, qui n'ont pas été déversés dans un camion, ou exposés des jours durant au soleil et à la pluie, gardent un soupçon de fraîcheur. Les cageots abandonnés laissés près des étals, regorgent de fruits écrasés, de morceaux de viande, de légumes pourris. C'est un véritable festin : on goûte à des oranges ouvertes depuis sept heures du matin, qui ont perdu toutes leurs vitamines, à de la peau de poulet desséchée, sur laquelle des essaims de mouches se sont posés, à des feuilles de chou bien jaunes, etc. Malgré cela, le jour du marché est un événement que des millions de Brésiliens marquent d'une pierre blanche.

« A onze heures, la sirène de l'usine où travaille Durval annonce la pause du déjeuner. Durval dispose maintenant d'une heure pour manger ce qu'il a emporté dans sa gamelle. Si l'usine est bien équipée, il trouvera une cuisine pour son repas. Sinon, il se servira d'un petit réchaud à alcool. Quand il n'y a rien, Durval, accroupi près du mur d'enceinte, mange son repas tel quel, tandis que d'autres ouvriers, plus en forme que lui, profitent de la pause pour jouer au football sur le trottoir et même dans la rue, au milieu des voitures. Le repas de ses collègues ne diffère pas tellement du sien : ils mangeront soit des haricots rouges et du riz, soit des macaronis, soit un mélange des deux. A ce propos, il faut mettre un terme au mythe selon lequel les Brésiliens souffrent de la faim parce qu'ils ne savent pas comment manger. La plupart des diététiciens ont conclu que ce régime alimentaire assez

maigre était néanmoins approprié, pour peu qu'on y ajoute des protéines animales sous forme de viande ou d'œufs. Pour compenser l'absence de viande, il faudrait absorber un kilo de riz, ou trois kilos de haricots, ou encore deux kilos de macaronis. Comme personne n'en consomme des quantités pareilles, on peut en conclure que, dans les villes du sud du Brésil, une personne sur deux souffre de malnutrition.

« Lorsque Durval rentre de l'usine, il est trop fatigué pour aller chercher de l'eau et faire sa toilette. Il se fait réchauffer un peu de café et mange un morceau de pain rassis. Puis, assis à l'entrée de sa cabane, il fume la cigarette qu'il a achetée et cherche ses enfants du regard en se demandant ce qui leur arrivera demain. Voici sa fille aînée. Elle a passé la journée à chercher du travail, sans succès. A seize ans, elle a dû réussir en tout et pour tout une année d'école primaire ; elle sait à peine lire et écrire son nom. Elle n'a pas d'emploi : tout ce qu'elle peut espérer, c'est un travail manuel pénible, et encore, pas dans une usine où l'on exige le certificat d'études. Elle porte des chaussures en plastique, qu'elle a dû recevoir pour un travail quelconque ou trouver dans une poubelle.

« Ses cheveux pendent tristement le long d'un visage morne, dépourvu de l'entrain de la jeunesse. Elle pèse cinq kilos de moins que la normale, elle a les jambes maigres et arquées ; ses dents gâtées ne tarderont pas à tomber. Durval craint avant tout qu'elle ne se prostitue, comme tant d'autres jeunes filles pauvres. Il sait que certains parents déposent leurs filles chaque matin dans le quartier des maisons closes, pour revenir les prendre le soir, comme si elles avaient passé la journée à l'école ou à l'usine. Cette idée hante Durval.

« Dépenaillés, sales, sentant l'aigre, les trois cadets rentrent l'un après l'autre à la maison. Les garçons ont passé la journée dans la rue, mendiant de la nourriture, de l'argent ou des vêtements aux portes des maisons. Puis ils ont fait équipe avec un groupe d'enfants qui vendaient des friandises aux automobilistes arrêtés aux feux rouges, et fouillé les décharges. Ils ont aussi sympathisé une ou deux fois avec les bandes de garçons qui volent pour survivre. Aucun d'eux ne va à l'école. On a bien essayé de les inscrire, mais les classes des écoles publiques sont surchar-

gées. Même si on les avait acceptés, leurs parents n'auraient sans doute pas pu affronter les dépenses occasionnées par les fournitures scolaires, les vêtements, les transports : sans compter le manque à gagner qu'entraînerait l'arrêt de leur travail quotidien dans la rue.

« Avec l'argent qu'il a gagné en vendant des friandises, l'aîné des garçons, treize ans, a acheté du pain frais. L'odeur vient chatouiller les narines de Durval, qui se retient. C'est pour les enfants. Les deux plus jeunes ramènent des boîtes en carton qu'ils plieront et vendront au kilo samedi prochain. On les empile au fond de la cabane. Si on les laissait dehors, dans ce quartier misérable, quelqu'un les volerait à coup sûr. Sur le poêle que les enfants alimentent avec des bouts de bois ramassés à la décharge, la femme de Durval fait cuire un os. Elle se l'est procuré en vendant des objets trouvés dans les poubelles. Elle a eu de la chance : tout au début, elle a découvert des bouts de métal, qu'elle a vendus au ferrailleur. L'os a donné plus de consistance au bouillon ; elle y jette une poignée de riz écrasé : elle l'a trouvé au fond du sac qu'elle a ramené la semaine dernière de la foire. Il en reste environ un kilo, et elle le fera durer plusieurs jours, à raison d'une poignée par repas.

« Chez les Durval, on ne prend pas ses repas à table. Il n'y a pas de nappe fleurie, pas de service en faïence, pas de verres en cristal. Chacun plonge la louche dans la marmite, verse un peu de bouillon dans sa chope, et se recroqueville dans un coin, sur un carton qui fait office de chaise. Les Durval mangent en silence, comme des hommes des cavernes ; ils assouvissent leur faim, guidés par l'instinct qui est le plus développé chez eux, l'instinct de conservation. »

3. La mort du plus faible

La violence : le maître mal des métropoles urbaines. Une plaie ouverte qui atteint toutes les couches sociales. Une arme dans la main de la police pour faire respecter un semblant d'ordre.

Le 25 août 1987, un reporter de la TV Globo se rend le premier sur les lieux d'une mort violente, une parmi tant d'autres, à Diadema, dans la banlieue pauliste.

São Paulo n'est pas seulement l'une des plus grandes villes du monde (10 millions en 1985, 15,2 en comptant l'agglomération), la principale place bancaire et commerciale du continent, le poumon économique du Brésil. Elle est aussi passée maîtresse de l'insécurité et de la violence. Une trentaine de meurtres, une demi-douzaine de viols, trois cents agressions de toute nature, sont un bilan habituel pour un week-end à São Paulo. En 1987, 617 banques de l'État ont été attaquées.

Le journaliste enquête sur la mort minable d'un petit délinquant de dix-neuf ans, Fernando da Silva Ramos (8). Selon la première version policière, la victime est tombée sous les balles après avoir fui et tiré sur la police militaire qui tentait de l'interpeller à la suite d'un braquage.

Première surprise pour l'enquêteur, il constate que Fernando da Silva Ramos est mort de quatre tirs concentrés dans le cœur. Étonnante précision, si effectivement la victime a succombé lors d'une fusillade à distance, comme le prétendent les forces de l'ordre. Dans la pièce où on a retrouvé le corps, un petit local de misère dans une *favela*, aucun impact de balle sur les murs et une flaque de sang sur un lit. Pas d'arme.

Des témoins affirment d'ailleurs que Fernando est entré désarmé et qu'ils l'ont entendu supplier qu'on ne le tue pas, qu'il a une petite fille à élever.

Seconde incohérence, la police donne trois versions différentes du délit commis par le prétendu délinquant : aucune n'a pu être confirmée par l'enquête, et le contenu du supposé braquage n'a jamais été retrouvé. Par contre, les armes qui ont tué Fernando da Silva Ramos ne sont pas réglementaires, elles sont la propriété personnelle des trois policiers impliqués dans le crime.

Cette histoire aurait dû passer inaperçue. Banale jusqu'aux témoins qui, quelques jours après les faits, se cachaient ou se contredisaient maladroitement, comme victimes de pressions et de menaces. Le fait divers a fait grand bruit au contraire, au Brésil et dans le monde entier.

(8) *Tempo e presença*, novembre 1987.

Fernando da Silva Ramos était mieux connu sous le nom de « Pixote », le personnage qu'il incarnait sept ans plus tôt dans le film d'Hector Babenco *La loi du plus faible*.

Pixote était *pivete*, gamin des rues, victime et délinquant. Fernando était Pixote à la vie et au cinéma, il joua le personnage qu'il était quand le réalisateur le ramassa sur un trottoir pour les besoins du film. Son visage tordu, lourd d'une existence de plomb, vieux à dix ans d'un quotidien fait de colle à sniffer, de larcin, de viol, de passage à tabac et de travail surexploité, cette « âme vitrifiée (9) » avait été plus d'un spectateur.

Finalement, la police a admis que ses membres avaient menti et, sans qu'ils aient été mis en cause pour meurtre, les trois policiers ont été démis de leurs fonctions. Rien d'extraordinaire à cela, malheureusement : au cours du premier semestre de 1987, la police militaire de São Paulo a dû démettre de leurs fonctions pas moins de deux cent cinquante-cinq policiers. Ces dernières années, la police s'est vue obligée d'expulser de son sein les éléments les plus « ripoux », sous peine de voir sa respectabilité définitivement ternie.

Dans bon nombre de villes du pays, la sécurité appartient au passé. De 1979 à 1984, selon une enquête de l'institut Gallup, 34 % des Brésiliens furent agressés au moins une fois. Si l'on considère les seuls douze mois de 1983, le taux des victimes s'établit à 21 %. Signe que la violence urbaine augmente considérablement ces dernières années. Le Brésil se situe au deuxième rang mondial des pays à risque, derrière la Colombie ravagée depuis des dizaines d'années par une guerre civile larvée, mais loin devant les États-Unis.

4. Des criminels en uniforme

Pour imposer une « paix » sociale, le régime militaire armait des « Escadrons de la Mort » qui semaient la terreur. Ceux-ci continuent d'être actifs, alliés à la mafia.

(9) *Le Monde*, 28 août 1987.

Sans doute les années de dictature ont-elles profondément marqué la société brésilienne d'un autoritarisme et d'une violence institutionnels. Pour bon nombre de Brésiliens des grandes métropoles, la répression apparaît comme la seule issue. Peu d'entre eux reconnaissent dans la nature inégalitaire du mode de développement les racines d'une violence des exclus. La pauvreté est utile et la révolte contre la misère est illégale. Le pauvre est nécessaire à la production de la richesse et incapable de devenir riche par lui-même. Le crime est donc le fait du pauvre, qu'il faut réprimer.

On l'appelle la répression des « trois P ». « *Pobres, pretos, prostitutas* » (pauvres, Noirs et prostitués) sont bien souvent la cible de la police, qui, plutôt que de procéder à des enquêtes sérieuses, fabrique des fausses preuves contre de dérisoires « coupables ». Des policiers véreux rançonnent dans les quartiers pauvres, de mèche avec les caïds et les truands. Pire, ils assassinent à la petite semaine. En uniforme, ils font littéralement des « cartons », avec des armes personnelles et dans des lieux privés pour ne pas être inquiétés. Ce fut sans doute ainsi que finit Pixote.

D'aucuns considèrent que ces crimes ne sont pas totalement incontrôlés. Ils rappellent par trop de points les méthodes utilisées par les « Escadrons de la Mort » qui terrorisaient les couches populaires aux temps de plomb. Pour contenir la petite délinquance et tuer dans l'œuf les vellétés de révolte, ces escadrons sous contrôle militaire enlevaient, torturaient et assassinaient au hasard — des jeunes le plus souvent —, avant d'abandonner les cadavres de leurs victimes aux abords de leur quartier, de leur village. Des délinquants, retenus dans des locaux de police, disparaissaient, et leurs corps étaient retrouvés dans des décharges publiques, mutilés.

L'existence aujourd'hui de groupes parallèles dirigés par les autorités militaires n'est pas chose facile à prouver. Comme dans les pires scénarios du contrôle social par les mafias, les milieux du crime organisé et de l'extrême droite semblent aussi agir de concert au Brésil. Malgré le déploiement d'importants moyens de police ces dernières années dans l'État de Rio, les gangs et les « Escadrons de la Mort » font toujours la loi. Dans la nuit du 28 avril 1988, ils ont assassiné 30 personnes dans les banlieues, notam-

ment le président de l'association des résidents de la *favela* Fin heureuse.

Violente, la course à la vie urbaine se traduit rarement par des flambées de révolte organisées. Plutôt par des coups de sang, de faim : les pillages de magasin et les saccages d'autobus lors des hausses de tarif sont en général sans lendemain. Pourtant, à Rio de Janeiro, où la misère accrochée aux mornes surplombe les quartiers résidentiels, la violence policière contre les pauvres et les marginaux entraîne désormais des réactions de rejet collectif. Des sociologues ont même parlé d'une « guerre des deux Brésil ».

Au cours de l'été 1987, deux des plus grandes *favelas* de Rio ont tenu tête aux forces de l'ordre. Les habitants de la Rocinha et de Dona Marta ont bloqué des avenues et guerroyé à coups de pierres pendant des jours pour interdire l'accès de leurs quartiers de tôle. Ces *favelas* sont devenues des hauts lieux du trafic de drogue, et la police entendait arrêter les principaux trafiquants. Ceux-ci sont bien organisés et mieux armés que les autorités. Ils ont aussi su s'assurer la complicité de la population des *favelas*. La ville croît beaucoup plus vite que son budget, l'État a depuis trop longtemps jeté l'éponge, les plus démunis qui font les frais de la pénurie se sont retournés vers ceux qui peuvent leur apporter travail, revenu... et protection contre la police.

Un autre fait divers a récemment illustré ce malaise qui tourne à la défiance entre les autorités et la population déshéritée. Le 2 juin 1988, à Goio-Ere dans le Paraná, deux hommes ont attaqué l'agence de la Banque du Brésil. Avant de s'échapper, l'un d'eux s'est expliqué devant la presse : « La crise économique est vraiment trop insupportable pour tout le monde. C'est pour cela que j'ai décidé d'attaquer une banque, car ainsi je ne prends le pain de personne et je peux aider les pauvres. (10) » Tant de générosité a conquis les habitants de Goio-Ere, qui ont manifesté pour que les autorités cèdent aux exigences des braqueurs. Robin des Bois des tropiques, ils se sont enfuis avec quelque 200 000 dollars, non sans laisser 17 000 dollars à la population pour le financement d'une

(10) *Le Monde*, 11 juin 1988.

école et l'aide à l'enfance inadaptée. Le tout sous les vivats et les cris d'encouragement.

5. Des Pixote par millions

Sept millions d'enfants sont abandonnés à eux-mêmes. Ils travaillent, dorment dans les rues, volent, se droguent. La police ne leur laisse aucun répit, ni la population, qui les méprise.

Au Brésil, l'enfance au travail, dans la rue, délinquante, atteint des proportions incomparables. Selon des données officielles publiées en 1985 par la Funabem (Fondation nationale pour le bien-être de l'enfance), 36 millions de mineurs, soit plus de la moitié des moins de vingt ans, connaissent une carence nutritionnelle, éducative, sanitaire et familiale. Sept millions (10 % environ du total) sont considérés comme livrés à eux-mêmes et devant assumer leur propre survie.

La plupart de ces derniers conservent des liens familiaux et ne sont donc pas abandonnés au sens strict, mais ils doivent à leur seule initiative de manger tous les jours. La « fabrication » de ces gamins des rues est un phénomène aujourd'hui bien connu (11). La source principale est avant tout l'inégalité sociale : on estime que le revenu du travail des enfants est indispensable à la survie d'au moins 20 % des foyers brésiliens. En effet, 60 % de la population économiquement active (PEA) gagne moins de deux fois le salaire minimum, 43 % perçoit moins que le salaire minimum et 12,8 % survit avec moins de la moitié de ce revenu (12).

Contrairement à une idée reçue, les enfants et les adolescents ne travaillent pas en raison de la désagrégation de la famille, mais pour faire face à l'insuffisance de reve-

(11) Vicente Paulo FALEIROS, « A fabricação do menor », *Humanidades*, université de Brasilia, février-avril 1987.

(12) « Brasil 2000. Para um novo pacto social », *Paz e terra*, 1986.

nus de celle-ci. 80 % remettent leur salaire à la famille. Selon une étude de 1980 sur les adolescents de dix à dix-sept ans travaillant dans la région de São Paulo, 78 % étaient salariés d'entreprise, 14 % employés domestiques et 10 % indépendants.

Leur poids économique n'est pas négligeable. On estime que 8,5 millions de mineurs travaillent aujourd'hui. Les dix-quatorze ans représentent 7 % de la main-d'œuvre active, les quinze - dix-neuf ans atteignent 16 %. En contrepartie, ils perçoivent 22 % du revenu moyen des adultes. Environ 10 % seulement sont déclarés légalement. L'utilisation de la force de travail des mineurs est fluctuante, accentuée en période d'expansion, mais toujours avantageuse, car les enfants sont productifs et incapables de s'organiser collectivement ou de se syndiquer.

Les carences du système éducatif sont aussi à l'origine de l'introduction des enfants sur le marché du travail. 42 % commencent une activité après avoir abandonné leurs études, 22 % ont délaissé l'école par nécessité de travailler. Le taux d'analphabétisme chez les sept-neuf ans est supérieur à 50 % pour l'ensemble du pays, il descend à 19,4 % chez les dix - quatorze ans, mais se maintient à 37 % en zone rurale. 25 % des enfants entrés en première classe parviennent au quatrième niveau, et moins de 10 % au huitième.

Contrairement à une idée répandue au Brésil, il n'existe pas de véritable relation organique entre le crime et l'enfance abandonnée. Même la délinquance n'est le fait que d'une minorité de cette enfance livrée à elle-même. Seuls 3 % des mineurs suivis par la Funabem (427 000 en 1985), en majorité des quinze - dix-sept ans, sont auteurs d'infractions. Par contre, une très grande violence s'exerce sur les 7 millions d'enfants et adolescents contraints de survivre dans les rues.

La rue est le premier lieu où l'enfant peut espérer trouver des subsides. Laveur de voiture, vendeur de boissons-bonbons-cigarettes, cireur de chaussures, la panoplie des petits boulots urbains semble infinie. La rue n'est pas seulement un lieu de travail. On y dort, on y joue, on y fait des rencontres. On y souffre aussi.

Lors d'une première Rencontre nationale des enfants de

rue tenue à Brasilia en 1986 (13), plus de 400 enfants ont dénoncé en premier lieu la répression qui s'exerce quotidiennement sur eux. La police les persécute, détruisant leurs petits fonds de commerce sous prétexte de concurrence faite aux distributeurs légaux. Ils sont l'objet de racket de la part de bandes organisées.

L'attitude des autorités au contact des enfants de rue est rarement inspirée par la négociation et la régularité. A leur tour, pour survivre, les mineurs reproduisent la ruse, la violence, constituent des gangs, se battent entre eux.

Autour, la société ne fait pas de détail, n'admet pas que très peu de ces enfants sont des délinquants. Rejetés, stigmatisés comme voleurs, incapables, mendiants, retardés mentaux, les enfants des rues vivent dans un monde à part et finissent par intérioriser cette image de marginaux qu'ils n'ont pas choisie.

6. Et souvent la mort est au bout

Les politiques d'assistance et de réinsertion sont inefficaces. Elles ne font que marginaliser un peu plus les enfants qui les rencontrent sur leur chemin.

« Le fils de riche est un enfant, celui du pauvre est un gamin », disait un jour l'archevêque de São Paulo, Mgr Paulo Evaristo Arns. Un code du mineur établi en 1979 garantit assistance et protection aux enfants abandonnés, victimes ou délinquants. Pour en bénéficier, encore faudrait-il que le mineur échappe à la rue, à la police, aux vrais délinquants et même aux Brésiliens qui règlent son sort sans autre forme de procès.

Joilson de Jesus avait quinze ans en 1983, trois jeunes sœurs et une mère abandonnée par son mari qu'il faisait vivre d'un petit boulot sur le parvis de la cathédrale à São Paulo.

Sans doute n'était-ce pas assez pour qu'il se laisse ten-

(13) Rencontre réalisée avec le concours de l'Unicef et de la Funabem.

ter par une chaînette en or au cou d'une passante. Ceux qui le connaissaient l'ont vu traverser la place en courant et un homme l'attraper, le jeter au sol et le piétiner à mort, encouragé par la foule rassemblée qui criait « Tue, tue ». Le corps du gamin fut ensuite déposé sur un banc, recouvert par quelques feuilles de journal, en attendant la police. L'assassin était un magistrat, procureur de l'État de São Paulo ; il n'a pas été poursuivi, en raison de l'« insuffisance de preuves » (14).

En 1979, le quotidien *Folha de Sao Paulo* avait révélé de fréquents mauvais traitements, des séances de torture et même des assassinats dans les centres d'accueil de la Funabem de l'État de São Paulo (15). Il existait, assurait le journal, des « Escadrons de la Mort » chargés de pallier, par la violence, l'anarchie de la politique d'assistance aux mineurs.

Le retour à la démocratie en 1985 a permis de mettre un terme à ces horreurs et d'interdire l'emprisonnement des enfants, pratique courante auparavant. Mais la politique en faveur de l'enfance abandonnée et délinquante est encore loin d'offrir une réelle perspective de réinsertion.

Au contraire, le pire qui puisse arriver à un gamin en infraction est d'être pris en charge par les services de répression et de réinsertion. Dès lors, il suivra une trajectoire qui le conduira au contact de vrais délinquants, de criminels. Il subira leur loi, y perdra un peu plus son intégrité physique et mentale et n'aura d'autre porte de sortie que la reproduction de cette violence.

« Être pauvre, c'est un handicap, noir encore plus. Mais être pauvre, noir et ex-assisté de la Funabem, c'est déjà un arrêt de mort. (16) » A leur majorité, les jeunes pris en charge par la Funabem sont, du jour au lendemain, laissés sur le carreau et lancés dans la vie sans autre forme de préparation. Ce qu'ils y ont appris ne leur servira guère ; seuls 3 % trouvent un travail en rapport avec la formation professionnelle dispensée par l'institution. Isolés, rejetés par leurs familles pour avoir perdu le contact

(14) *Tempo e presença*, mars 1987.

(15) Cité par *Le Monde diplomatique*, janvier 1986.

(16) Ivanir DOS SANTOS, *Tempo e presença*, mars 1987.

depuis trop longtemps, les « ex » de la Funabem vont grossir un peu plus les contingents de chômeurs du pays.

L'échec des politiques d'assistance à l'enfance et à l'adolescence délaissée est intimement lié au principe de développement inégalitaire du Brésil et à l'idée que les Brésiliens possédants se font des racines de la pauvreté. La seule réponse de l'État au problème est un appareil juridico-policier qui confond pêle-mêle sous un terme générique de « situation irrégulière » les carences économiques, les mauvais traitements, les périls moraux et les comportements délictueux. « On constate ainsi une inversion du traitement de la question de l'enfance en "situation irrégulière". La misère devient une question juridique [...]. Le pouvoir de surveillance est centralisé dans les mains du juge. La société ne propose pas, mais le juge dispose. (17) »

(17) Vicente Paulo FALEIROS, *op. cit.*

9.

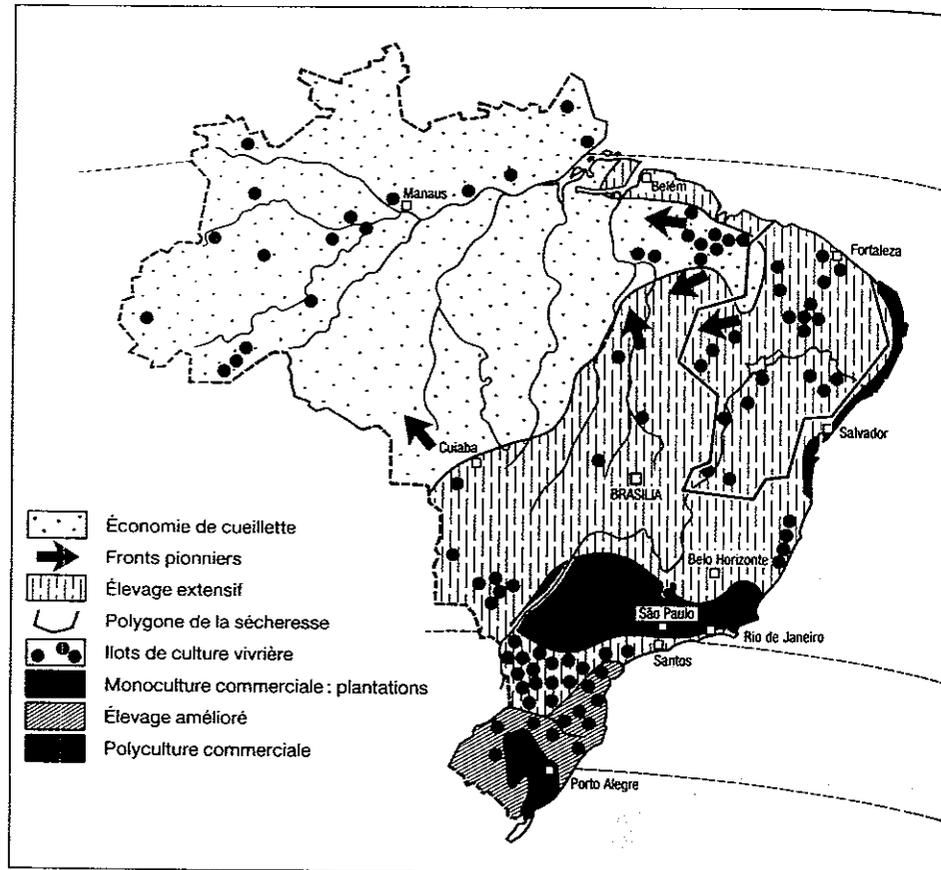
La réforme impossible

Le sol brésilien est riche et divers. Il pourrait nourrir une population largement supérieure à celle d'aujourd'hui.

Imaginons un combat de boxe. A gauche, le Brésil : 8,5 millions de kilomètres carrés (850 millions d'hectares), grand exportateur de café, sucre, cacao, fruits, soja, viande, huiles (produits bruts et agro-industriels), dont la production agricole actuelle, si elle n'était qu'alimentaire, pourrait assurer 6 000 calories par jour à chaque Brésilien, soit le double du nécessaire. Sa surface agricole potentielle est estimée à 600 millions d'hectares, soit plus de 70 % du territoire, mais aujourd'hui seuls 8 % du pays sont vraiment cultivés, le reste étant inutilisé ou livré à l'élevage bovin très extensif (1).

- (1) Sur les problèmes abordés dans ce chapitre, on consultera :
- *A ofensiva da direita no campo*, versão preliminar CPT, ABRA, Ibase, Movimento dos Trabalhadores Sem Terra, 1987 ;
 - *Conflitos no campo, Brasil/87*, CPT, 1988 ;
 - Regina Angela L. BRUNO, *UDR : os « sem terra » dos patrões*, 1987 ;
 - Olivier COLOMBANI, *Paysans du Brésil*, La Découverte, 1987 ;
 - Ana Maria GALANO, « Les avatars de la réforme agraire », *Les Temps modernes*, juin 1987.

L'AGRICULTURE AU BRÉSIL



A droite, 145 millions de Brésiliens, dont 45 millions vivent dans la misère, c'est-à-dire dans l'impossibilité de satisfaire leurs besoins élémentaires. 75 % de la population brésilienne vit dans les villes, souvent dans des conditions désastreuses. Douze millions de familles, survivant dans les campagnes et les périphéries urbaines, sont demandeuses de lopins de terre pour y vivre et y produire : ce sont les « paysans sans terre », dont beaucoup migrent sans cesse à travers le pays, au gré des expulsions et des espoirs. Le Brésil importe certains produits alimentaires, en particulier des céréales (blé) et, occasionnellement, des haricots noirs (nourriture de base des Brésiliens, avec le riz).

Combat absurde. Comment un peuple en viendrait-il à se battre contre son propre sol, d'autant plus que celui-ci est disponible en si grande quantité ? En réalité, le sol ne combat pas, il est l'enjeu, l'objet du plus ancien des affrontements auxquels se livrent les Brésiliens. Le statut de la terre, la propriété agricole et forestière, les conditions et les modes d'exploitation du sol, la nécessité ou non d'une réforme agraire pour plus de justice sociale et plus de productivité, depuis fort longtemps ces épineuses questions constituent le problème numéro un qu'aucun gouvernement n'a pu, n'a su, n'a voulu... résoudre, sauf sur le papier : depuis 1891, les Constitutions qui se succèdent, y compris celle des militaires en 1964, prévoient une plus juste répartition des terres ; elles n'ont jamais été appliquées. Et la Charte fondamentale de 1988 ne dérogera pas à la règle.

Les adversaires se connaissent bien, depuis le temps ils ont eu le temps de s'apprécier. Plus l'affrontement dure et plus violent il se fait ; le pugilat tourne désormais à la bataille rangée. Toutes les tentatives de démocratisation, de plus juste distribution des terres et des moyens de les cultiver, d'amélioration des techniques et des conditions de production par les petits exploitants agricoles, sont vigoureusement combattues, y compris par les armes, par ceux qui ont su, et qui savent encore, s'approprier des milliers, des dizaines de milliers, voire des centaines de milliers d'hectares, à l'aide de démarches et de moyens trop souvent illégaux : 2 % des propriétaires terriens, personnes ou sociétés qui possèdent plus de mille hectares, occupent près de 60 % de la surface agricole du Brésil. Il existe,

en Amazonie notamment, des propriétés privées de plus de 4 millions d'hectares chacune, soit près du dixième du territoire français, près de deux fois la Bretagne. Au Brésil, la réforme agraire est une urgence vitale pour l'économie et la paix sociale.

Le retour de la démocratie n'a pas apaisé les conflits de la terre. La violence fait la loi.

L'avènement de la Nouvelle République, en mars 1985, avait suscité de grands espoirs. Avant sa tragique disparition, le président Tancredo Neves avait promis une véritable réforme, en particulier une plus juste répartition des terres, qui tienne compte de la fonction sociale que l'accès à la terre et son utilisation doivent assurer ; également une plus juste répartition des appuis techniques et financiers dont les agriculteurs ont besoin. Son successeur, le président José Sarney, respecta cette promesse : en mai 1985, un projet courageux fut publié. Grand espoir donc, qui mit au travail, pour l'élaboration des textes et des conditions de la réalisation d'une réforme agraire réussie, un nombre imposant d'institutions publiques et privées (ministères, instituts de recherche et de formation, universités, syndicats, associations, Églises...). Pourtant, l'ambition et le courage n'auront pas suffi. A l'Assemblée constituante, le 10 mai 1988, la réforme agraire a été mise au panier... Plus que jamais, le Brésil est dans l'impasse, dans l'impossibilité de pouvoir, de vouloir résoudre ses problèmes. Les « sans-terre » sont toujours 12 millions, la misère s'accroît partout, dans les villes comme dans les campagnes. Malgré la disponibilité de surfaces inutilisées, l'exclusion de la terre est un processus continu dont font les frais les petits agriculteurs ; la concentration foncière ne cesse de s'accroître. La violence, sous toutes ses formes, continue de faire la loi.

Les tortures et les assassinats sont quotidiens : petits paysans qui essaient de résister, agents pastoraux, avocats, syndicalistes qui accompagnent la lutte des paysans sans terre. Il y a eu 450 assassinats en 1985-1986, 150 en 1987, cette violence mortelle ayant considérablement augmenté

depuis 1980 du fait d'une résistance chaque année plus affirmée des petits contre les grands (on estime à 1 250 le nombre d'assassinats de 1964 à 1987 ; six cents d'entre eux datent des années 1985, 1986 et 1987) : à ces chiffres macabres il faut encore ajouter les « morts par accident », les tortures, les maisons et les récoltes brûlées, etc. Toutes ces exactions ne sont jamais punies, alors qu'on en connaît, presque toujours, les auteurs directs ou indirects : depuis 1964, sur 1 600 cas d'assassinats déposés en justice, dix seulement furent jugés jusqu'au bout, dont huit avec comme conclusion... l'acquittement pour « manque de preuves ». Deux procès ont abouti à la condamnation des criminels. Il y a d'ailleurs appui ouvert de la justice, de l'armée, de la police, à l'action des propriétaires, des *grilheiros* et de leurs hommes de main ; appui motivé par la corruption, et gare à celui qui ose résister à cette corruption...

Au milieu de ce champ de bataille, les hommes politiques. Ils parlent facilement ; certains pour dire que le problème n'existe pas, que tout cela est nécessaire. Mais, pour beaucoup d'entre eux, que peuvent-ils réellement faire, puisqu'ils sont, à droite comme à gauche, directement concernés... en tant que propriétaires de grandes *fazendas* ? Le vote du 10 mai 1988 en est une triste démonstration : l'Assemblée constituante vota ce jour-là un texte qui revient à interdire toute expropriation au bénéfice de la réforme agraire.

1. L'état des campagnes

Concentration : le latifundisme n'appartient pas au passé. Chaque jour, le foncier est un peu plus accaparé par une minorité.

Quelques chiffres : sur les 850 millions d'hectares du Brésil, 600 millions sont considérés comme faisant partie de la surface agricole. Cependant, on estime à 40 ou 50 %

la surface du pays qui est vraiment potentiellement cultivable (environ 400 millions d'hectares).

Les grands propriétaires, soit très exactement 86 400 personnes ou sociétés qui possèdent chacune plus de 1 000 hectares, représentent 2 % des propriétaires terriens et occupent près de 60 % de la surface agricole du Brésil (343 millions d'hectares).

Quatre mille cinq cent cinquante personnes ou sociétés, soit 0,1 % des propriétaires, ont des propriétés supérieures à 10 000 hectares, qui couvrent au total environ 150 millions d'hectares.

Vingt personnes ou sociétés possèdent à elles seules 20 300 000 hectares (et elles n'emploient, à elles toutes, que quelques centaines de personnes). Les surfaces appartenant aux grands propriétaires et qu'ils déclarent eux-mêmes comme non utilisées, ou très sous-utilisées (c'est le concept même de *latifundio*, établi par le gouvernement militaire, en 1964, dans le « Statut de la terre »), couvrent la moitié du Brésil ; 40 % de ces surfaces sont totalement non utilisées, le reste étant en pâturages très extensifs. Deux mille Brésiliens sont propriétaires de 96 millions de têtes de bétail. Le gouvernement brésilien possède lui-même près de 15 % de la surface du pays (112 millions d'hectares) ; ces terres sont très peu utilisées.

Les petits agriculteurs, c'est-à-dire ceux qui possèdent, ou utilisent, des superficies inférieures à 100 hectares (ce qui, dans de nombreuses régions du Brésil, est considéré comme peu de chose), constituent 84 % des exploitants agricoles, mais ils n'occupent que 15 % de la surface agricole du pays. Les *minifundio*, c'est-à-dire les exploitations agricoles considérées comme trop petites pour permettre à une famille d'agriculteurs de vivre (le minimum vital varie de 2 à 120 hectares selon les régions, en fonction de la richesse des sols, de la disponibilité des eaux, etc.), couvrent 50 millions d'hectares, soit 8 % de la surface agricole.

Dans les propriétés de moins de 50 hectares, 40 % des surfaces sont réellement cultivées (ce qui est peu et démontre qu'il y a, chez les petits exploitants, des insuffisances techniques et économiques graves) ; dans les propriétés de 1 000 à 10 000 hectares, ce chiffre tombe à 6 % ; dans les propriétés de plus de 10 000 hectares, ce chiffre n'est plus que de 2 %.

Au total, on peut considérer que les deux tiers des sols productifs du Brésil ne sont pas cultivés, soit un chiffre de l'ordre de 250 à 300 millions d'hectares. Alors, quand on sait que 12 millions de familles sont à la recherche de terre et qu'elles n'en trouvent pas...

La « guerre de la terre » n'oppose pas que des « petits » et des « gros » paysans. La bourgeoisie urbaine et les grandes sociétés jouent aussi leur partition.

Les très nombreux « conflits de la terre » mettent en présence des « partenaires » sociologiquement différents.

Parmi les grands propriétaires, on trouve les vieilles familles, les fameux *coroneis* (colonels), très présentes encore dans le Nordeste. Leurs propriétés sont parmi les plus « légales », les conditions dans lesquelles elles ont été acquises étant aujourd'hui oubliées...

Les « nouveaux riches », petits paysans devenus gros, sont souvent des migrants de l'intérieur. Beaucoup, en particulier, quittent le sud du pays (Rio Grande do Sul, Santa Catarina, Paraná) pour s'installer dans le Centre-Ouest et le Nord. Ces nouveaux *fazendeiros* sont souvent parmi les plus réactionnaires, les plus violents.

D'autres viennent des villes : médecins, avocats, commerçants, industriels... Ils ne visitent pas souvent leurs terres, ils ont sur place des gérants, des ouvriers agricoles, souvent aussi des métayers, des *posseiros*... Ils emploient aussi des *jagunços* (hommes de main), des *grilheiros* (voleurs de terre qui se chargent d'agrandir la propriété), des *gatos* (recruteurs de main-d'œuvre à bas prix, voire d'esclaves). Parmi ces gens des villes, on rencontre de nombreux hommes politiques : députés, sénateurs, ministres... de droite, mais dont certains s'affichent à gauche.

Des sociétés, brésiliennes et étrangères, possèdent la plupart des très grandes propriétés, couvrant plus de 100 000 hectares. Les drames humains y sont particulièrement durs ; en particulier, l'esclavage y est fréquent. Enfin, l'Église possède encore des surfaces importantes qu'elle a entrepris de redistribuer. L'État conserve aussi 15 % de la surface du pays, mais guère parmi les meilleures terres.

Les petits paysans, les petits producteurs agricoles, se répartissent en deux catégories principales :

Les petits propriétaires

Il y en a partout au Brésil, les surfaces individuelles variant de quelques hectares à une centaine d'hectares. Parmi eux, il y a peu de vrais paysans, installés depuis longtemps sur la même terre, y ayant acquis des connaissances techniques adaptées au milieu. Beaucoup migrent facilement d'une région à l'autre : ils sont donc souvent installés depuis peu sur leur terre et ne savent pas s'ils vont y rester. Il en résulte que, dans beaucoup de régions, les techniques paysannes sont peu élaborées. Deux régions font exception : le Nordeste et le Sud, où les traditions paysannes sont nettement plus développées.

Les « sans-terre »

Métayers, loueurs temporaires, *posseiros* (exploitants, car premiers occupants, mais sans titres de propriété : la loi les protège, en principe, contre toute expulsion), *boias frias* (anciens propriétaires, ou *posseiros*, devenus ouvriers agricoles après expulsion de leurs terres par la violence ou par échec économique). On passe facilement, à plusieurs reprises au cours d'une vie, d'une situation à l'autre. Une condition particulièrement atroce est celle des esclaves : recrutés dans d'autres régions sur des contrats mirifiques mais mensongers, endettés par les recruteurs, puis tenus prisonniers, au travail forcé, avec un salaire de misère empêchant tout remboursement de la dette, il y en aurait plusieurs dizaines de milliers, surtout dans les grandes propriétés isolées (Pará, Maranhão, São Paulo, Bahia, Mato Grosso, Goiás...). L'information sur leur situation est rare, car ceux qui fuient risquent la mort.

Un fait essentiel : malgré leur état précaire — auquel il faut ajouter le manque de formation et d'appui technique —, ces petits paysans assurent actuellement 80 % de l'alimentation de base des Brésiliens.

2. Le processus conflictuel

Pour qu'une terre se valorise, elle doit être occupée et défrichée par un paysan pauvre. Celui-ci en sera expulsé plus tard, son labeur accompli.

La logique apparente voudrait que la grande disponibilité de terres, notamment dans les régions dites de « frontières agricoles », évite la multiplication des conflits que les régions déjà densément exploitées peuvent connaître, dans le Sud et le Nordeste par exemple.

En réalité, la valeur d'une terre n'est réelle que si celle-ci est peuplée, colonisée, défrichée, si des moyens d'accès même sommaires sont établis. L'ouverture d'une « frontière agricole » dans une zone jusqu'alors inexploitée est presque toujours le fait spontané de migrants, petits agriculteurs venus de régions où ils ne peuvent survivre (Nordeste, par exemple). Parfois aussi, ils sont expulsés d'anciennes frontières agricoles, car la condition de ces migrants défricheurs, généralement pauvres et sans instruction, est infiniment précaire. Ils savent, à l'instant où ils prennent « possession » d'une terre en défrichant quelques dizaines d'hectares, qu'ils lui donnent une valeur, donc qu'ils se mettent à la merci des envieux...

De tous temps, les autorités ont incité les paysans pauvres et colons à s'enfoncer vers l'intérieur du pays en défrichant de nouvelles terres, la régularisation de ces occupations devant se faire ultérieurement sur le principe du droit d'usage. Jusqu'en 1964, la Constitution autorisait de s'attribuer 30 hectares ; en 1964, le régime militaire porta cette surface à 100 hectares. Générosité de leur part ? Certes pas, mais, plus que d'autres, les généraux au pouvoir étaient soucieux de « tirer le pays vers l'intérieur » ; il s'agissait donc d'une incitation à l'occupation le long des nouvelles voies de pénétration routière. Cette occupation peut déjà être conflictuelle dans la mesure où, très souvent, les terres sont des territoires indiens : l'armée prend alors, momentanément, la défense des envahisseurs. Les occupants deviennent *posseiros*, avec la possibilité, s'ils le veulent, de devenir propriétaires : la loi le prévoit, mais cette

loi et les moyens d'y accéder leur sont soigneusement cachés, les obstacles bureaucratiques étant multipliés devant ceux qui tentent de régulariser leur situation.

Les conflits débutent quelques années plus tard. Dix, vingt, quelquefois cent ans après, des « propriétaires » se présentent. Ils ont acquis, auprès du gouvernement, des titres de propriété : pour des sommes dérisoires et par des méthodes parfois parfaitement frauduleuses. Souvent, ces terres sont acquises sur plan, sans se préoccuper de savoir si elles sont ou non déjà occupées. De surcroît, une tactique fréquente consiste à acheter une surface de quelques centaines d'hectares puis à délimiter, ou plutôt à faire délimiter sur le terrain par un *grilheiro* une surface beaucoup plus grande. Ainsi, on peut affirmer que beaucoup de grandes propriétés de l'intérieur du Brésil ont été acquises et délimitées selon des procédés illégaux.

Les *posseiros*, voire des petits propriétaires ayant dûment payé leurs terres, se retrouvent donc brutalement face à un *fazendeiro* qui leur brandit un titre de propriété et qui, très rapidement, délimite « sa » propriété à coup de fil barbelé. La situation peut en rester là : les « nouveaux » propriétaires, pour des raisons diverses, ne ressentent pas forcément le besoin de gêner les *posseiros* ; ils ont souvent acheté pour des raisons strictement spéculatives et n'ont guère l'intention d'utiliser la terre ; d'autres trouvent des voies pour vivre en bon voisinage avec les *posseiros* : la loi, d'ailleurs, leur interdit de les expulser.

Mais d'autres propriétaires veulent très vite mettre les choses au point avec les *posseiros*, les expulsant ou en faisant des ouvriers agricoles... La plupart du temps, jusqu'au début des années 80, cette « mise au point » se passait sans heurt : les *posseiros* ne connaissaient pas leurs droits, ils étaient trop isolés pour se défendre, le gouvernement ne les soutenait jamais, ni sur le plan légal (bien qu'ils aient la loi pour eux) ni sur le plan technique. Les *posseiros* ne font que très rarement l'objet de l'attention de conseillers agricoles, pourtant très nombreux au Brésil, mais qui ne conseillent que ceux qui peuvent payer, ceux qui peuvent obtenir des crédits auprès des banques, ceux qui peuvent donner des pots-de-vin.

Quand les « posseiros » résistent, le conflit dégénère, les autorités s'en mêlent, trop souvent du même côté.

Cependant, de plus en plus souvent, et ce surtout depuis 1978-1980, les *posseiros* s'organisent et résistent : il y a maintenant, dans l'ensemble du Brésil, en permanence, plusieurs centaines de conflits qui concernent, chaque année, près de un million d'hectares. Au début, la résistance se fait toujours par les voies légales, avec l'appui des syndicats, des agents pastoraux, d'avocats : cette résistance est un puissant levier pour la conscientisation et l'organisation des masses paysannes ; elle a été facilitée par le fort développement des moyens modernes de communication et par l'action très efficace des syndicats (principalement la Contag et, plus récemment, la CUT), de l'Église catholique et de certains partis politiques minoritaires (PC do B, MR8, puis PT).

La résistance légale des *posseiros* déclenche la colère des *fazendeiros*. Alors commencent, avec l'aide des juges, de la police, de l'armée, des structures administratives, les violences contre les *posseiros* et ceux qui les accompagnent : expulsions avec destruction par le feu des maisons et des récoltes, emprisonnements, tortures, assassinats, des *posseiros*, des agents pastoraux, des syndicalistes, des avocats. Il s'agit de faire comprendre au *posseiro*, au « sans-terre », qu'il n'a pas droit à la loi de son pays. Des petits paysans ayant eux-mêmes des titres de propriété peuvent aussi être expulsés : il suffit de savoir contester les titres, avec l'aide bienveillante d'un juge.

Depuis quelques années, à la violence des « grands » répond la violence des « petits », qui se défendent les armes à la main, qui assassinent les *fazendeiros* et les *grilheiros*, qui lynchent les *pistoleiros*, qui retournent sur les terres dont on les a expulsés, qui envahissent les propriétés non cultivées. C'est la guerre qui s'installe, une guerre qui fait peur au gouvernement dans la mesure où il s'agit d'une véritable révolte paysanne dont les leaders ne sont pas des intellectuels marxistes, mais des paysans analphabètes profondément catholiques.

Ces conflits, racontés ici à partir de l'exemple des frontières agricoles, se répètent un peu partout au Brésil. Un

changement de propriétaire d'une grande *fazenda* peut suffire pour déclencher les processus d'expulsion et les conflits. Par ailleurs, la pression des masses paysannes « sans terre » augmente face aux millions d'hectares, aux dizaines de millions d'hectares, non cultivés : les « invasions » se multiplient ; elles sont illégales en soi, mais ne le sont pas par rapport à l'illégalité de la plupart des grandes propriétés, par rapport aussi à l'illégalité de l'injustice qui accable les « sans-terre ».

Dans les régions d'ancienne exploitation, une autre violence s'est beaucoup développée ces quinze dernières années : la violence économique, celle de la modernisation de l'agriculture. Elle chasse de leurs terres de nombreux petits paysans qui viennent gonfler les bidonvilles des périphéries urbaines et la masse des « sans-terre » qui migrent à travers le pays. En 1987, rien que dans le sud du pays, où la modernisation s'accélère, 150 000 petits propriétaires ont été expulsés de leurs terres par suite de l'impossibilité dans laquelle ils étaient de rembourser les emprunts qu'ils avaient contractés auprès des banques. Les cas sont nombreux de groupes de *posseiros* ayant gagné juridiquement, après de longues années de luttes souvent violentes, le droit de rester sur leurs terres et qui sont, quelques années après, conduits à les quitter, à les vendre, car ils n'ont pas su résister à l'endettement dû à l'agriculture dite moderne qu'on leur a imposée. Il ne suffit donc pas, au Brésil comme ailleurs, de se battre pour la possession de la terre, pour le droit de la cultiver ; il faut aussi se battre pour la possession du savoir, pour le droit de savoir choisir son mode de production, de savoir discuter les modèles agricoles.

3. La réforme avortée

Histoire d'une réforme agraire annoncée, désirée, presque vénérée : quand le Brésil veut partager...

Fin 1984, début 1985, la situation est des plus graves dans toutes les campagnes brésiliennes. Tancredo Neves est

élu au début de 1985 : une véritable réforme agraire était clairement inscrite dans son programme. Le 10 mai 1988, l'Assemblée constituante, élue démocratiquement en 1986, vote contre les expropriations nécessaires à une véritable réforme agraire : c'est la victoire des grands propriétaires contre les « sans-terre ».

Que s'est-il passé au cours de ces trois années ? L'histoire vaut la peine d'être racontée, car elle est caractéristique à la fois du mode de fonctionnement de la démocratie brésilienne, renaissante sous l'œil vigilant des militaires et des riches, et de l'archaïsme de la pensée des gros propriétaires terriens : cet archaïsme qui contraste avec le modernisme de certaines visions et réalisations industrielles brésiliennes est une contradiction de plus qui maintient le Brésil enraciné dans le sous-développement.

Après les périodes les plus sombres du régime militaire, de 1964 à 1975, au cours desquelles toute organisation paysanne était très durement réprimée (les militaires avaient très peur de voir réapparaître les ligues paysannes des années 50), au cours desquelles aussi les militaires n'ont respecté aucune de leurs promesses concernant la réforme agraire, pourtant clairement inscrite dans la Constitution qu'ils ont imposée au Brésil en 1964, l'organisation paysanne se développe et précise ses objectifs. Deux dates sont importantes :

— 1975 : création de la CPT, Commission pastorale de la terre, de l'Église catholique : elle sera, et est toujours, de toutes les grandes luttes paysannes pour le droit à la terre ;

— 1979 : 3^e Congrès de la Contag, Confédération nationale des travailleurs de l'agriculture, congrès à partir duquel les mobilisations collectives des paysans et des ouvriers agricoles prennent une grande ampleur : par exemple les grandes grèves, souvent très durement réprimées, des coupeurs de canne de la région de Recife.

Ce réveil paysan, bien organisé, joua un rôle important dans la lutte pour la fin de la dictature militaire et la redémocratisation du pays, et dans le développement de la liberté syndicale.

Il faut, en particulier, souligner le rôle clé joué dans cette lutte par la Campagne nationale pour la réforme agraire (CNRA), créée en 1983 et qui regroupe aujourd'hui

l'ensemble des organisations syndicales et associations qui soutiennent les luttes paysannes : il s'agit d'un secrétariat commun qui a parmi ses objectifs l'élargissement en milieu urbain du réseau de soutien aux luttes paysannes, ainsi qu'une plus grande sensibilisation des forces politiques et de l'opinion publique en général à l'importance de la réforme agraire pour la démocratisation effective de la société brésilienne. Ce secrétariat joua, en 1984, un rôle important, d'une part pour convaincre Tancredo Neves de faire effectivement une réforme agraire — qu'il promit —, d'autre part pour promouvoir l'élection du même Tancredo Neves.

Le projet est cohérent et ambitieux, à la mesure des espoirs. L'« intérêt social » justifiera les expropriations de terres improductives, pour le bien de la démocratie.

Tancredo Neves s'était engagé à utiliser les moyens légaux existant déjà, en particulier le « Statut de la terre », élaboré par les militaires en 1964, pour procéder effectivement à une réforme agraire. Après sa mort en avril 1985, José Sarney, beaucoup plus conservateur, membre d'une famille de grands propriétaires (70 000 hectares dans le Pará) devient président. C'est l'inquiétude. Mais José Sarney s'empresse de confirmer son souci de respecter tous les engagements pris par Tancredo Neves, en particulier ceux concernant la réforme agraire. Le 25 mai 1985, lors du 4^e Congrès de la Contag, il vient en personne présenter le projet de réforme agraire préparé par son gouvernement et établi à partir du « Statut de la terre ».

Ce projet justifiait la réforme agraire par la nécessité d'incorporer à la vie économique et politique du pays les 12 millions de paysans sans terre, de valoriser les terres mises en réserve dans des buts purement spéculatifs, d'éviter la transformation des campagnes brésiennes en espaces de violence et de freiner l'exode rural incontrôlé vers les villes et vers les zones de forêt vierge ainsi détruites prématurément.

Il promettait qu'en quinze ans 7 millions de familles seraient installées sur leur terre : programme apparemment

inaccessible, mais qui était à la hauteur du problème. Un million quatre cent mille familles seraient installées de 1985 à 1989 sur 43 millions d'hectares.

Le président Sarney précisa que, pour réaliser tout cela, l'instrument principal de la redistribution foncière serait l'« expropriation par intérêt social » prévue par le Statut de la terre de 1964 : ce qui voulait dire que les terres prioritaires pour l'expropriation étaient les terres non exploitées situées dans les régions faisant l'objet d'investissements publics pour la constitution de l'infrastructure économique et sociale du pays.

Enfin, point tout à fait essentiel, le projet présenté par le président Sarney reconnaissait la réforme agraire comme un élément essentiel du développement démocratique du Brésil, et cela pour deux raisons principales :

- plus de justice, plus de respect des droits de l'homme ;

- stabilisation de la paysannerie, développement d'un vrai monde paysan, installé dans des exploitations de tailles susceptibles de garantir le développement économique et social du pays. Ce projet était accompagné de nombreuses propositions concernant des mesures concrètes et urgentes :

- expropriation des propriétés impliquées dans des conflits fonciers ;

- intervention du ministère de la Justice pour mettre fin à l'activité des milices privées organisées par les grands propriétaires terriens ; confiscation des armes en leur possession ;

- lutte contre la corruption de la justice, de la police, de l'armée, des administrations...

Fin mai 1985, les espoirs étaient donc très grands ; et pourtant, les principaux artisans de cet immense dessein, les nombreux militants, syndicalistes, agronomes, avocats... qui avaient accepté de donner de leur temps et de leur compétence pour concrétiser les promesses gouvernementales, ne cachaient pas leur scepticisme. Ils faisaient semblant d'y croire, mais voyaient dans ce processus beaucoup d'utopie et plus encore d'hypocrisie.

Comment croire en effet que José Sarney, homme de droite, grand propriétaire terrien par sa famille, ayant été pendant longtemps un soutien actif des militaires, n'ayant

rejoint que depuis peu le camp de l'opposition aux militaires, devenu président par accident, allait vraiment faire cette réforme agraire, déjà prévue en 1964 par les militaires et jamais réalisée ?

Comment croire que le nouveau gouvernement, d'union nationale contre les militaires certes, composé de démocrates certes, mais de démocrates qui, pour beaucoup d'entre eux, étaient des propriétaires terriens et des conservateurs ; comment croire que ce gouvernement, constitué par Tancredo Neves, homme de conviction, mais mort, repris par un homme pas convaincu du tout, mais simplement respectueux des décisions de son prédécesseur, dont il était le vice-président, aurait, malgré les fantastiques pressions populaires, la volonté et les moyens de faire cette réforme agraire tant attendue par les Brésiliens ?

Et puis, comment croire que les propriétaires terriens, directement concernés, allaient rester les bras croisés, allaient accepter de se laisser ainsi retirer leurs terres ? Ils ne sont pas restés les bras croisés.

Les sceptiques allaient avoir raison. Prévisible, la réaction des grands propriétaires, qui s'organisaient dans l'Union démocratique rurale (UDR), fut violente et redoutablement efficace.

Où la démocratie et l'intérêt social vacillent sous les coups de boutoir des éleveurs de bétail.

La diffusion du projet gouvernemental eut un effet immédiat : dès le lendemain de l'annonce du 25 mai 1985, les grands propriétaires, tout au moins les plus extrémistes d'entre eux, lancèrent une véritable mobilisation générale pour s'opposer à l'adoption du projet de réforme agraire.

L'Union démocratique rurale fut créée, à l'initiative en particulier des plus gros éleveurs du pays, donc ceux des propriétaires qui avaient le plus de terre peu ou non utilisée : ils étaient les plus menacés par le projet de réforme agraire. Et, d'une façon parfaitement orchestrée, devant un pays médusé, paniqué par la vigueur de la réaction, l'UDR profita de la disponibilité des médias (grande presse,

radios, télévisions) pour faire connaître sa détermination de résister, par tous les moyens, à l'adoption du projet et à sa mise en œuvre. En particulier, la menace d'une extension du recours aux armes fut largement diffusée : la télévision et la presse écrite exhibèrent de véritables arsenaux appartenant à des *fazendeiros* qui se disaient prêts à défendre leurs terres ; une grande publicité fut également faite autour des *leilão*, c'est-à-dire des ventes de bétail organisées pour acheter des armes. Soixante-dix mille armes furent ainsi rassemblées en quelques mois, par l'UDR et ses membres, qui, dans un grand nombre de cas, passèrent rapidement de la menace aux actes : de véritables petites armées se constituèrent ; des listes de personnes à abattre (agents pastoraux, leaders syndicaux, avocats...) furent diffusées ouvertement ; les commandos chargés de commettre les meurtres se multiplièrent et passèrent aux actes dans une totale impunité.

En quelques mois, l'UDR devient une très puissante organisation, corporative et politique. Créée par les plus extrémistes des gros éleveurs, elle a très vite regroupé de nombreux gros propriétaires, mais aussi des petits propriétaires à qui on a fait croire que leurs droits étaient menacés, ce qui n'était pourtant pas l'esprit du projet. En 1987, l'UDR annonce compter 230 000 membres, constituant 200 groupes présents dans 19 États. Elle a l'appui de nombreuses institutions capitalistes et en particulier de nombreuses grandes banques (Bradesco, ITAU...).

L'idéologie de l'UDR est claire : défense de la propriété, quelles qu'en soient l'origine et les dimensions ; défense de la libre initiative, quelles qu'en soient les conséquences sur les voisins ; défense de l'agriculture productiviste, condamnation sans appel de l'agriculture paysanne, considérée comme rétrograde ; diminution rapide du nombre de personnes vivant de l'agriculture et de l'élevage. Cette idéologie dans le domaine agraire est complétée par les thèmes classiques de l'extrême droite.

Concrètement, l'UDR considère que la concentration de la terre entre les mains de quelques propriétaires n'est pas un problème : « La propriété n'est que le fruit du travail... » (Salvador Farina, président de l'UDR du Goiás, avril 1987) ; « elle a la dimension du courage et de la compétence du producteur... » (Abelardo L.L. de Mello, pré-

sident de l'UDR du Paraná, juillet 1987). Les vols de terre, les faux titres de propriété, n'existent donc pas.

L'UDR estime que la violence contre les *posseiros* est une invention. La seule violence serait le « terrorisme foncier » organisé par l'Incra (2) et par les organisations dépendantes des « ayatollahs suiveurs de Boff » (*Estado de São Paulo*, juillet 1987) : allusion claire à l'Église catholique, qui est considérée comme l'ennemi public numéro un.

L'UDR agit en faveur de l'exode rural : Ronaldo Caiado, président national de l'UDR, défend le 7 juillet 1987 « une mécanisation de l'agriculture, avec peu de monde à la campagne ».

Dès sa création en mai 1985, l'UDR s'est donné des objectifs précis et les moyens financiers nécessaires pour les atteindre :

— créer un mouvement puissant qui puisse contrer l'ensemble des organisations qui veulent la réforme agraire. Organiser le combat, y compris violent, contre ces organisations ;

— soutenir et financer la candidature à l'Assemblée constituante (élue en 1986) de personnes hostiles à toute réforme agraire : on estime que 62 députés et sénateurs, appartenant à divers partis politiques (dont 11 du PMDB), ont été ainsi élus avec l'appui de l'UDR (la liste nominative en a été publiée par divers journaux brésiliens) ;

— lutter plus particulièrement contre trois justifications de la réforme agraire : la fonction sociale de la propriété agricole, la dimension maximale d'une propriété, l'attribution d'un titre de propriété aux *posseiros* ;

— aider les gros propriétaires à défendre leur terre contre toute expropriation, par toutes les voies légales et... illégales.

(2) Instituto nacional de colonização e reforma agraria : institut créé en 1970 par la dictature militaire, chargé de la réalisation de la réforme agraire. Jusqu'en 1985, il a plutôt agi en faveur des gros propriétaires ; à partir de mai 1985, son rôle devait être de réaliser le projet de réforme agraire ; en 1987, l'UDR obtint sa disparition.

4. Le recul du gouvernement

Truffé de « fazendeiros » et de politiciens acquis à l'UDR, le Congrès s'empresse de vider le projet de son contenu. Le gouvernement s'engouffre dans la brèche.

Face à cette vigoureuse réaction des gros propriétaires, bien relayée par la grande presse, écrite et audiovisuelle, le gouvernement Sarney recula très vite. Trois raisons à cela : la création de l'UDR et ses actions, devant lesquelles le gouvernement s'est voulu et senti impuissant ; l'action des milieux politiques conservateurs, y compris ceux du gouvernement lui-même, qui ne voulaient pas de réforme agraire importante ; l'incapacité, aussi, des organisations politiques, syndicales, associatives, progressistes, à susciter, dans le cadre des grandes campagnes électorales de 1986 (élection de l'Assemblée constituante, c'est-à-dire des deux Chambres, et élection des gouverneurs des États), une véritable mobilisation populaire pour la réforme agraire, en particulier une mobilisation des milieux urbains, qui constituent les trois quarts de la population ; il aurait fallu convaincre ce milieu urbain de l'importance de l'enjeu, tant sur le plan de la démocratie et des droits que sur le plan du développement de tous.

Le 10 octobre 1985, par décret n° 91766, un Plan national de réforme agraire (PNRA) est décidé ; il est très en retrait par rapport aux promesses faites par le président Sarney, cinq mois plus tôt.

La réforme agraire n'est plus présentée comme l'un des moyens pour atteindre la démocratisation indispensable de la société, mais tout simplement comme un instrument pour augmenter la production et la productivité du milieu rural.

L'expropriation par intérêt social est supprimée ; il est même déclaré qu'on évitera, dans la mesure du possible, tout recours aux modes légaux d'expropriation ; que priorité sera donnée à la distribution de terres publiques (chose difficile, dans la mesure où ces terres n'étant, très souvent, ni identifiées, ni délimitées, on ne voit pas très bien comment elles seront disponibles dans le court terme).

On confie à chaque État le soin de faire son plan régional de réforme agraire, chacun des plans, une fois établi, devant faire l'objet d'une approbation par le président de la République : c'est la porte ouverte à toutes les combines, à tous les freins bureaucratiques, à toutes les pressions malhonnêtes des oligarchies agraires, à tous les excès des polices locales.

Toutes les mesures, annoncées cinq mois plus tôt, d'assainissement immédiat sont supprimées : expropriation des propriétés où il y a depuis longtemps des conflits de terre, suppression des milices privées, moralisation de la justice, de la police..., tout passe à la trappe.

C'est la douche froide, et une première victoire pour l'UDR. Sur le terrain, la tension et la violence s'accroissent : de 1985 à 1987, le développement de l'UDR et l'augmentation de la violence sanglante vont de pair. L'Église catholique dénonce vigoureusement les reculs du gouvernement et condamne très sévèrement l'UDR, ses objectifs et ses méthodes, qu'elle considère comme antichrétiens. Les polices militaires des États, remplaçant la police et l'armée fédérales, interviennent de plus en plus dans les conflits contre les « sans-terre ». 1987, en particulier, vit une forte augmentation de ces interventions policières, dans presque tous les États ; or, depuis mars 1987, presque tous les gouvernements des États sont du PMDB, c'est-à-dire du parti qui a combattu la dictature.

Ce constat conduit la Commission pastorale de la terre à écrire : « Le PMDB au pouvoir de la Nouvelle République contredit le PMDB de l'opposition au régime militaire, qui disait : la question de la terre ne se règle pas par la police, mais par la justice. » Le gouvernement refuse de dénoncer toutes ces violences ; bien au contraire, au ministère de la Justice, on accuse l'Église, les organisations syndicales et les associations d'atteinte à la sûreté de l'État...

Pour le PNRA, la suite est de plus en plus chaotique : les ministres de la Réforme agraire se succèdent à grande vitesse (quatre en trois ans) ; les directeurs des instituts chargés de la réalisation du PNRA ne sont pas obéis sur le terrain ; le principal outil pour la réalisation de la réforme, l'Inkra, est supprimé en 1987 ; le président de la République signe des décrets d'expropriation et de distri-

bution des terres, privées et publiques, mais ces décrets ne sont pas appliqués. Au total, quand on fait le bilan au 4 mars 1988, les résultats sont les suivants (chiffres officiels du Mirad, ministère chargé de la Réforme agraire) :

Le PNRA prévoyait, pour la période 1985-1987, l'expropriation de 13 860 000 hectares pour les attribuer à 450 000 familles. Du 13 mars 1985 au 4 mars 1988, 2 350 518 hectares ont été expropriés, sur le papier, avec l'intention de les attribuer à 46 260 familles. Mais, à la même date, les titres de propriété n'avaient été émis que pour 1 232 732 hectares, et seules 11 794 familles avaient reçu ces titres : cela correspondait à 2,6 % du programme prévu.

Parallèlement à la disparition de l'Inkra, le gouvernement a accepté, toujours sous la pression de l'UDR, de porter à 10 000 hectares la surface minimale au-dessous de laquelle toute expropriation est interdite, la localisation de ces 10 000 hectares étant de la responsabilité du propriétaire. Il a par ailleurs recommandé que la redistribution des terres se fasse par vente et achat : aujourd'hui, de nombreux gros propriétaires vendent à l'État leurs moins bonnes terres, à des prix nettement supérieurs aux cours normaux. L'État achète... et revend au même prix aux petits agriculteurs.

5. Le coup de grâce

D'un coup de plume, les espoirs sont éteints. La Constituante adopte un texte en retrait par rapport au passé.

C'est la dernière victoire en date de l'UDR : le 10 mai 1988, l'Assemblée constituante vota contre le projet qui prévoyait d'inscrire dans la Constitution du Brésil que pourraient être expropriées les grandes propriétés rurales productives qui n'avaient pas de fonction sociale ; ce vote est un pas en arrière par rapport au texte approuvé (mais jamais appliqué, certes) par les militaires en 1964. Ce vote signifie que, dorénavant, toute terre qui produit, ou peut

produire, quelles qu'en soient les conditions, n'est pas expropriable, quelle que soit l'importance de la superficie détenue par le propriétaire. L'annonce du résultat de ce vote, conséquence de l'action conjuguée de l'UDR et du gouvernement, donna lieu, dans les locaux de l'Assemblée constituante, à des débordements de joie des gros propriétaires présents : spectacle affligeant d'une démocratie minée par le pouvoir de l'argent, d'une démocratie au sein de laquelle une oligarchie peut se réjouir sans vergogne d'avoir gagné « démocratiquement » contre une majorité populaire (un amendement pour la réforme agraire avait été déposé sur le bureau de la Constituante avec 1 200 000 signatures, dont 65 % obtenues en zone urbaine). Le 10 mai 1988, le Brésil a ainsi fait un grand pas en arrière dont les conséquences, pour l'ensemble du peuple brésilien, sont incalculables.

Le désespoir n'est pas brésilien. Une bataille a été perdue, les « sans-terre » et ceux qui les accompagnent ne baissent pas pour autant les bras. Après les brèves illusions de mai 1985, les organisations associatives, syndicales, politiques, ecclésiastiques, qui œuvrent pour une véritable réforme agraire au Brésil, savent que le chemin sera long et que les batailles principales sont à mener sur le terrain, plutôt qu'à Brasilia, où le rapport de forces est trop défavorable et où les élus les plus acquis à leur cause finissent par se noyer dans les sables mouvants partidaires.

Depuis 1985, les stratégies poursuivies sont de trois ordres :

a) Obtenir le maximum d'expropriations, puis d'attributions de terres à des « sans-terre » : tous les conflits sont suivis avec de plus en plus de compétences juridiques. Ils sont dénoncés avec de plus en plus de compétences en matière de communication. Un effort de formation est fait vers les *posseiros* en ce qui concerne leurs droits, ainsi qu'une information vers les populations des villes et vers l'opinion internationale.

b) Dénoncer les crimes et les carences de la justice par rapport à ces crimes. Un « tribunal des crimes du latifundium » a été créé ; il s'est réuni deux fois en 1987 (à Brasilia et à Salvador). L'objectif de ce tribunal, constitué de juristes brésiliens de grande réputation, est d'examiner, à

partir de cas précis, les irrégularités de la justice, de la police, de l'armée. Lors de la première session de ce tribunal, quatre affaires d'assassinats de syndicalistes, de prêtres et d'agriculteurs ont été examinées ; le tribunal a mis en évidence, en utilisant les procès-verbaux des procédures judiciaires et policières, mais aussi d'autres informations, les collusions qui existent entre les autorités locales (municipales, policières, judiciaires) et les oligarchies foncières et qui aboutissent à bloquer indéfiniment l'issue des procédures. Les résultats des travaux de ce tribunal, véritable tribunal de la démocratie brésilienne, sont transmis au gouvernement. Si nécessaire, ils seront ensuite transmis au Tribunal international des peuples, à qui il sera alors demandé d'organiser une session sur ce thème.

c) Former les agriculteurs. En effet, il ne suffit pas de posséder une terre pour savoir la cultiver, savoir la faire produire correctement, donc savoir la garder. Le Brésil est, malheureusement, rempli d'exemples d'agriculteurs expulsés de leurs terres, non pas par la violence des gros propriétaires, mais par la violence du système économique ; expulsés parce qu'ils n'avaient pas en main les conditions techniques et socio-économiques de l'exploitation de leur terre, parce qu'ils n'avaient pas les moyens, les connaissances, leur permettant de choisir l'agriculture qu'ils souhaitaient faire ; expulsés aussi parce que les techniciens et les banquiers, travaillant main dans la main, leur ont imposé des systèmes agraires complètement inadaptés. L'urgence est donc, non seulement de posséder une terre, mais aussi d'apprendre à connaître cette terre, d'apprendre à s'organiser pour valoriser cette terre selon les démarches qui permettent de produire sans détruire et d'être collectivement responsables des systèmes de production et de commercialisation.

Quels sont en effet les droits, les possibilités de défense de leurs droits, d'un groupe de petits agriculteurs qui, après avoir arraché de haute lutte le droit à la terre, n'ont pas les moyens d'acquérir ou de valoriser les connaissances nécessaires à l'utilisation de leurs terres ? La réforme agraire n'est pas qu'une affaire de redistribution des terres ; elle est aussi une affaire de redistribution et de valorisation des savoirs.

Aujourd'hui, de plus en plus, les organisations qui se battent au Brésil pour une meilleure répartition des terres prennent conscience que l'objectif de cette lutte n'est pas simplement une plus grande justice. C'est aussi un choix de modèle de développement : celui de l'agriculture paysanne, qu'il faut construire à partir des millions de petits producteurs déjà propriétaires de leurs terrains et à partir des 12 millions de « sans-terre ». L'espace brésilien permet d'installer tout le monde. La recherche, l'expérimentation et la formation permettent le développement d'un vrai monde paysan, stable et productif. A condition que le Brésil tout entier l'admette et le veuille.

10.

Amazonie : convoitises et inquiétudes

*Immensité des ressources et pauvreté
cruelle : l'Amazonie appartient bien au
Brésil.*

22 décembre 1988 : Chico Mendes le *seringueiro* est abattu par des tueurs à gages, à Xapuri, petite ville de l'État de l'Acre, dans l'ouest de l'Amazonie brésilienne, tout près de la Bolivie et du Pérou.

Le *seringueiro* vit de la forêt. Il récolte le latex des hévéas, avec lequel on fait le caoutchouc. En Amazonie, plusieurs dizaines de milliers de *seringueiros* font ce travail difficile, dur, très mal payé ; de surcroît, leur gagne-pain est en permanence menacé par ceux qui détruisent la forêt pour en exploiter le bois ou pour la remplacer par des pâturages extensifs : Chico Mendes a été assassiné parce que, à la tête d'un syndicat de petits paysans et de *seringueiros*, il se battait contre la destruction aveugle de la forêt amazonienne ; il se battait pour démontrer que la forêt est une grande richesse que l'homme peut exploiter à son profit sans la détruire. Chico, homme de la forêt, *seringueiro* écologiste, formé sur le tas, était mondialement connu. Il avait prévenu les siens : sa tête mise à prix, il

craignait de ne jamais connaître 1989. Il a été assassiné neuf jours avant, à la demande d'un gros éleveur de la région qui n'en est pas à son premier meurtre impuni et bénéficie de l'appui de nombreux autres grands propriétaires terriens et aventuriers du lieu.

Richesse de la nature, violence des hommes, la réalité amazonienne tient dans ce paradoxe cruel. D'une part un fantastique potentiel biologique et minéral, incomparable et de ce fait fort convoité. D'autre part des peuples indigènes volontairement décimés et des populations misérables venues de partout — à la demande des gouvernements — pour « mettre en valeur » l'Amazonie et y trouver la richesse, aujourd'hui comme hier paysans sans terre, *seringueiros* ou *garimpeiros* (chercheurs d'or)..., migrant à travers l'Amazonie, exploités ou chassés ; la plupart finissent morts d'épuisement, ou assassinés, ou dans les bidonvilles qui se multiplient autour des villes d'Amazonie.

A qui profite l'Amazonie, violée et détruite à grands pas ?

L'Amazone est le fleuve le plus puissant du monde : 7 025 kilomètres de long ; plus de 1 000 affluents, dont 17 dépassent 1 700 kilomètres ; le débit le plus important du monde : en moyenne 180 000 mètres cubes à la seconde (c'est le cinquième de l'eau douce du monde, 81 % de l'eau douce brésilienne) ; navigable, par des bateaux de gros tonnage, sur 3 500 kilomètres (jusqu'à Manaus).

Le bassin amazonien, c'est-à-dire la surface drainée par le fleuve Amazone et ses affluents, couvre 6 000 000 de kilomètres carrés (600 millions d'hectares). Il y en a 3 600 000 au Brésil (cela fait 42 % de la surface du pays) ; le reste se situe en Bolivie, au Pérou, en Équateur, en Colombie, au Venezuela, en Guyana, au Surinam, en Guyane française. Le massif forestier amazonien couvre 5 800 000 kilomètres carrés. Enfin, au Brésil, ce que l'on appelle, administrativement, l'Amazonie légale, couvre 5 000 000 de kilomètres carrés (500 millions d'hectares), soit 59 % de la surface du pays. Cela correspond aux États de : Acre, Amazonas, Roraima, Amapá, Pará, Rondônia, Tocantins, la quasi-totalité du Mato Grosso, le nord du Goiás, les quatre cinquièmes du Maranhão.

Sur cette immensité brésilienne, couverte à plus de 90 % par de la forêt (3 400 000 kilomètres carrés, avant destruction par l'exploitation actuelle), la présence humaine est faible : 7 millions d'habitants, soit moins de 5 % de la population du pays, plus de 50 % étant concentrés dans les zones urbaines.

1. Tardif intérêt

Convoitée, mais délaissée. Pénétrer en Amazonie n'a jamais été une mince affaire, la mise en valeur commence il y a trente ans.

La véritable exploitation de l'Amazonie est récente : on peut la dater des années 50, avec en particulier la construction de l'axe routier Brasilia-Belém (1956-1960). Mais c'est surtout à partir de 1968-1970, sous l'impulsion des gouvernements militaires dictatoriaux, que cette exploitation s'accélère considérablement.

De 1860 à 1912, il y eut le grand *boom* du caoutchouc. On estime à plus de 500 000 le nombre de Brésiliens qui affluèrent alors, s'infiltrèrent partout le long du réseau hydrographique, à la recherche de l'hévéa ; 500 000 personnes dans une région qui n'en comptait probablement que 350 000 en 1860. Ce fut l'époque des richesses et des folies de Belém, et surtout de Manaus, à peu près entièrement entre les mains des étrangers, anglais et américains : banquiers, maisons d'import-export, compagnies de navigation. La colonisation économique étrangère de l'Amazonie était ainsi bien commencée.

Brutalement tirée de son sommeil pour quelques décennies, l'Amazonie retournait rapidement à sa léthargie. Cinquante années de calme, au cours desquelles les projets d'internationalisation de l'Amazonie furent cependant nombreux, en particulier de la part des États-Unis.

A partir de 1970, l'Amazonie connut principalement deux étapes, deux stratégies de développement. De 1970 à 1973, on construisit la route Transamazonienne et ses

ramifications : 5 000 kilomètres de goudron, et surtout de mauvaise piste en terre, depuis le Nordeste (Recife et João Pessoa) jusqu'à la frontière péruvienne. Après la Brasília-Belém, la Transamazonienne avait, principalement, quatre objectifs :

— favoriser l'immigration nordestine : on estime à 400 000 le nombre de colons qui sont arrivés en Amazonie de 1970 à 1973 ; en agissant ainsi, on soulageait la pression exercée dans le Nordeste par les « paysans sans terre » : on évitait, une nouvelle fois, une réforme agraire ;

— créer, en Amazonie, des richesses exportables : on croyait pouvoir ainsi se procurer des devises et rembourser la dette extérieure ;

— occuper le territoire et contrôler les frontières ; cette tactique se poursuit jusqu'à maintenant avec la multiplication des routes, des lignes aériennes, des communications téléphoniques, des infrastructures fluviales et portuaires, ainsi que la militarisation de la région ;

— préserver le Brésil de tout risque d'internationalisation de l'Amazonie. Cette première étape fut un échec, pour ce qui est de la « colonisation populaire » : il y eut de beaux projets, préparés par l'Inkra et par le Proterra

— un programme de colonisation —, mais rien n'était prévu pour la réalisation de ces projets, en particulier ni pour la formation des hommes à un milieu difficile et totalement nouveau pour eux, ni pour la commercialisation des produits. En définitive, peu de colons s'installèrent vraiment : beaucoup de Nordestins se retrouvèrent migrants, *posseiros* facilement expulsables (confrontations fréquentes avec des *fazendeiros*... et avec les tribus indiennes), ouvriers agricoles ou industriels, *seringueiros*, *garimpeiros*, et habitants des bidonvilles... ; l'argent des projets — car il y en eut, beaucoup — convergeait bien souvent vers les poches des notabilités locales et des grands propriétaires fonciers, brésiliens et étrangers.

Depuis 1981, une nouvelle tentative de colonisation populaire est faite dans le cadre du grand projet Polonordeste, soutenu par la Banque mondiale ; ce projet concerne les États du Mato Grosso et du Rondônia : les difficultés sont très nombreuses, essentiellement par manque de sérieux et de compétence des institutions responsables.

Vint à partir de 1974 la deuxième étape, celle dite des

pôles de développement : c'est le projet Poloamazonia. Il ne s'agit plus du tout d'occuper l'espace, mais de créer des pôles de développement (une quinzaine) agricole, forestier, minier, à qui on fit des ponts d'or (nombreux encouragements fiscaux, distribution pratiquement gratuite de la terre sur des surfaces considérables). C'était l'époque de la création des très grandes propriétés terriennes : en 1978, il y avait 146 personnes et sociétés qui possédaient des surfaces supérieures à 40 000 hectares, dont une quinzaine dépassaient 500 000 hectares (la plus grande était de 4 302 190 hectares). La dévastation des richesses minérales et biologiques de l'Amazonie avançait alors à grands pas.

2. Ambitions croisées

Le Brésil a toujours refusé l'« internationalisation » de l'Amazonie. Mais les faits sont là : son exploitation désordonnée est livrée aux intérêts étrangers.

Aujourd'hui, l'Amazonie est, plus que jamais, l'objet de toutes les convoitises et de toutes les inquiétudes.

Convoitises des petits, des misérables des régions pauvres du Brésil (du Nordeste en particulier), à qui on fait croire, depuis trente ans, que l'Amazonie va les enrichir ; mis à part les plus aventuriers d'entre eux, ils sont toujours les grands perdants.

Convoitises des petits et grands aventuriers et spéculateurs : commerçants, trafiquants, *fazendeiros*, fonctionnaires ; convoitises des grandes sociétés nationales et internationales, qui se taillent des propriétés énormes et illégales ; convoitises des sociétés d'exploitation forestière et minière, des banquiers, des firmes de travaux routiers et de construction de barrages. Tous sont largement gagnants, à la fois grâce aux bénéfices qu'ils réalisent en bradant les richesses forestières et minières, et grâce aux emprunts internationaux faits par le gouvernement brésilien et qui se retrouvent en partie dans leurs poches.

Inquiétudes des Indiens et de leurs défenseurs : les

Indiens sont de moins en moins protégés, leurs territoires sont de plus en plus envahis, leurs droits sont de plus en plus souvent bafoués ; la situation est scandaleusement ridicule : celle d'un gouvernement qui se dit démocratique et défenseur des droits de l'homme, qui obtient des prêts internationaux (Banque mondiale, CEE...) en promettant de respecter les Indiens, et qui fait tout le contraire.

Inquiétudes des milieux scientifiques, brésiliens et mondiaux, face à la vitesse à laquelle on bouscule, depuis quelques années, le milieu amazonien. Il est extrêmement difficile d'évaluer les déboisements ; les chiffres les plus alarmants ont été avancés (20 millions d'hectares de forêts détruits en 1987). D'autres sources préfèrent la prudence, estimant que les moyens de détection par satellite sont imprécis ; 40 millions d'hectares (soit un peu moins que le territoire français) détruits en une vingtaine d'années, avec une nette accélération ces toutes dernières années, est une estimation sans doute plus réaliste. N'est-ce pas créer, trop vite, un vaste déséquilibre, régional et mondial, dans les cycles de l'eau, de l'oxygène, du gaz carbonique ? Les écologistes se révoltent ; les scientifiques, plus prudents, crient casse-cou et insistent auprès du gouvernement brésilien pour que soit ralentie et contrôlée l'exploitation de l'Amazonie : il s'agit, tout simplement, de prendre un peu de temps pour mieux comprendre le fonctionnement des écologies amazoniennes et leur rôle dans les grands équilibres mondiaux.

Le gouvernement brésilien ne l'entend cependant pas de cette oreille : l'Amazonie brésilienne est brésilienne, c'est une atteinte à l'intégrité nationale, à la sécurité nationale, que de vouloir gêner sa « mise en valeur ». Aujourd'hui comme hier, démocratie ou pas, le nationalisme est servi à toutes les sauces pour mieux camoufler des enjeux économiques et des ambitions pas toujours nationales.

Il est vrai, aussi, qu'avant la dernière guerre mondiale, les Brésiliens ne paraissent s'intéresser que fort peu au développement de l'Amazonie, cette région fit l'objet de nombreuses tentatives d'internationalisation, en particulier de la part des États-Unis. La dernière en date (1964) est le projet incroyable de l'Institut Hudson (institut financé à 85 % par le gouvernement des États-Unis), qui, sous prétexte d'intégration économique de l'Amérique du Sud, pro-

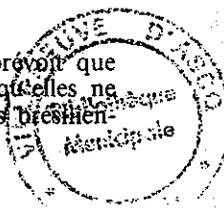
posa d'y créer cinq grands lacs artificiels, couvrant 600 000 kilomètres carrés, dont 400 000 en Amazonie ! Trop longtemps tenu par des nations et des individus manifestement plus préoccupés par les richesses minérales et végétales que par la préservation des équilibres naturels, le discours sur le « patrimoine mondial de l'Amazonie » est une rengaine dépassée que l'on ne souffre plus d'entendre à Brasilia.

Depuis les années 50, et surtout depuis les années 70, tout est fait par le gouvernement brésilien pour faciliter l'« occupation de l'Amazonie » : les grands projets de routes, d'immigration, d'exploitation forestière, de mise en valeur agricole, d'extraction minière, de barrages hydroélectriques, se succèdent. L'occupation est anarchique, mais réelle. Beaucoup de projets n'atteignent que très partiellement leurs objectifs, en particulier les objectifs sociaux annoncés à grands coups de publicité, mais partout les blessures d'une présence humaine volontairement peu contrôlée sont visibles.

Cela dit, les chiffres sont têtus : la « mise en valeur » actuelle de l'Amazonie, sa mise à sac pourrait-on dire, n'est pas que brésilienne, et de loin : plusieurs dizaines de millions d'hectares sont aujourd'hui propriétés de personnes et de sociétés étrangères ; de nombreuses sociétés minières, industrielles, sylvicoles, agricoles, commerciales, sont entre les mains, partiellement ou totalement, de capitaux étrangers (principalement des États-Unis) ; tous les grands projets gouvernementaux d'exploitation de l'Amazonie sont largement dépendants de prêts étrangers. De surcroît, une grande partie de ce qui est produit en Amazonie ne reste ni en Amazonie, ni même au Brésil : le rôle principal, aujourd'hui, des grands axes routiers et ferroviaires n'est plus seulement de pénétrer, d'occuper l'espace amazonien, mais bien plutôt de drainer, vers les régions sud du Brésil, principalement vers l'État de São Paulo, et vers l'étranger, les richesses amazoniennes (1).

Grave échec, donc, d'une politique gouvernementale qui

(1) La nouvelle Constitution du Brésil, votée en 1988, prévoit que toutes les ressources minières du pays sont nationalisées, qu'elles ne peuvent être, dorénavant, exploitées que par des entreprises brésiliennes, à capital brésilien, et après autorisation du Congrès.



se voulait nationaliste (« *integrar para não entregar* » : intégrer l'Amazonie au Brésil pour éviter qu'elle ne soit bradée aux exploitants étrangers) et qui, en fait, a ouvert la voie à une exploitation capitaliste indécente (« *integrar para melhor entregar* » : intégrer pour mieux brader, disent les Brésiliens conscients de la gravité de la situation), qui met en danger le Brésil et le monde.

3. Richesses

Meurtrie, saignée, l'Amazonie n'a pas encore offert tous ses secrets. Son incroyable potentiel laisse espérer une mise en valeur plus intelligente, basée sur la connaissance du milieu.

L'Amazonie n'est plus un vaste territoire méconnu. Aujourd'hui, même si on est encore loin d'en avoir découvert et compris toutes les richesses, ce n'est plus une terre vierge. Un vaste « front pionnier » la dévore de toutes parts, l'exploite, la détruit, le principe étant de profiter des richesses le plus vite possible, au fur et à mesure qu'on les découvre : il en résulte que bien des richesses sont détruites avant qu'on ait eu le temps de vraiment les connaître, donc de les valoriser.

En premier lieu, le sous-sol. L'Amazonie est d'abord une fantastique réserve minérale, dont l'exploitation intensive vient de commencer. Fer, cuivre, manganèse, aluminium, nickel, étain, titane, tungstène, uranium, sel gemme, or, diamant..., peut-être un jour du pétrole en quantité. Le dernier gisement en exploitation est celui de Carajas, dans le Pará ; découvert en 1967, il a été ouvert en 1985, grâce à l'appui de nombreux capitaux étrangers. Sa richesse est fabuleuse : 18 milliards de tonnes de minerai de fer d'une teneur exceptionnelle (66 %), 1,2 milliard de tonnes de cuivre, 65 millions de tonnes de manganèse, 47 millions de tonnes de nickel, 40 millions de tonnes de bauxite, de l'étain, du chrome, du tungstène, de l'or... Les conditions de la mise en route de l'exploitation des richesses minières

de Carajas sont représentatives de ce qui se passe partout en Amazonie : sur des surfaces considérables, autour du site et le long de la voie ferrée qui la relie à l'océan, les populations préexistantes (Indiens, paysans...) sont chassées de leurs terres reprises par des *fazendeiros* et par des sociétés privées, brésiliennes et étrangères, les forêts sont anéanties (exploitation du bois, fabrication du charbon de bois nécessaire à la sidérurgie, développement d'un pâturage très extensif, quelques tentatives d'agriculture intensive).

Le débat est là : faut-il se précipiter pour exploiter ces ressources minières, au prix de graves atteintes aux droits, à la vie, des populations locales, au prix de destructions irréversibles des milieux naturels, au prix également d'un accroissement sensible de l'endettement du pays, au prix enfin d'une exportation massive des minerais, non ou peu traités ; au total, au prix d'une véritable exploitation coloniale telle qu'elle s'est pratiquée pendant des siècles dans d'autres régions du Brésil ?

Ou faut-il prendre son temps, exploiter au rythme des véritables besoins du Brésil, en fonction des véritables moyens, en apprenant à exploiter les minerais sans détruire les milieux et les sociétés, en se donnant le temps et les moyens de transformer sur place les minerais extraits ?

Seconde richesse, le sol. Malgré d'importants efforts de prospection et de recherche, faits depuis une vingtaine d'années, les sols amazoniens sont encore peu connus.

Mis à part les terres inondées presque en permanence, les *igapos*, couvertes d'une végétation amphibie, on distingue en Amazonie deux types de milieux.

Dans les bas-fonds, le long des fleuves et rivières, les *varzeas* : ce sont des terres alluviales, inondables à l'époque des pluies. Il s'agit là des milieux les plus riches, tant sur le plan des sols que sur celui de l'écosystème, terrestre et aquatique, qui les accompagne. On estime à environ 86 000 kilomètres carrés la surface des *varzeas* au Brésil. Ces zones constituent la principale richesse en sols immédiatement disponible et accessible. Des recherches détaillées y sont actuellement menées pour que soit valorisé au mieux l'ensemble du potentiel écologique (travaux de l'INPA, Instituto nacional de pesquisas da Amazonia, avec la collaboration de chercheurs français et allemands).

Le reste, c'est la *terra firme*, la terre ferme. Les sols y sont, souvent mais pas toujours, profonds, argileux, bien structurés, riches en matière organique, donc potentiellement fertiles. Mais ces sols ont trois défauts majeurs, que l'on doit connaître si l'on ne veut pas rater toute mise en valeur agricole ou forestière (plantations) : ils sont chimiquement très pauvres, très acides ; ils sont toxiques, à cause de la présence d'aluminium en excès ; ils sont structurellement très fragiles, un défrichement mal conduit pouvant les détruire, les compacter rapidement. Ces qualités et ces défauts des sols amazoniens n'ont rien d'original : c'est le comportement classique de beaucoup de sols des régions équatoriales et tropicales humides.

On peut donc dire que le potentiel en sols de l'Amazonie est loin d'être négligeable. Encore faut-il savoir l'utiliser sans le détruire. Ce n'est pas facile, mais les expériences menées dans différentes régions du monde démontrent que c'est loin d'être impossible : un énorme effort de transfert des connaissances pédologiques mondiales doit être fait vers l'Amazonie.

La construction de barrages doit être envisagée avec précaution sous peine de modifier durablement le milieu et le climat.

Troisième richesse de l'Amazonie : l'énergie hydroélectrique. Le potentiel des fleuves amazoniens, Amazone non comprise, est évalué à 100 000 MW, soit 4 % du potentiel hydroélectrique mondial.

Le barrage de Tucuruí, mis en eau en 1984, sera, quand il aura atteint sa pleine puissance de 8 000 MW, le quatrième barrage du monde. Actuellement sont construits, en cours de construction ou à l'étude une dizaine de barrages totalisant un potentiel de 15 000 MW. Une quarantaine d'autres projets existent dans les dossiers.

L'énergie hydroélectrique est certes indispensable au développement autonome de l'Amazonie, de ses villes et industries. Sa mise en œuvre pose cependant un certain nombre de problèmes, assez bien identifiés et actuellement examinés par les chercheurs brésiliens :

— le déplacement des populations, en particulier des

populations indiennes, dont on ne tient que très peu compte dans l'élaboration des projets ;

— la destruction des forêts : on considère que, dans la région d'un grand barrage, la destruction du milieu naturel se fait sur une surface trois ou quatre fois plus grande que la zone d'inondation. Les barrages construits, ou en projet à court terme, inondent et inonderont environ 10 000 kilomètres carrés de forêts, ce qui veut dire que la surface qui sera détruite à terme atteindra 30 000 à 40 000 kilomètres carrés, soit 1 % du massif forestier amazonien. Le problème posé est à la fois biologique (comment protéger les espèces animales et végétales, sachant que l'Amazonie est caractérisée par un grand endémisme : beaucoup d'espèces ont des niches écologiques très localisées et spécifiques) et climatique (la destruction de 10 000 kilomètres carrés de lacs et de 40 000 kilomètres carrés de forêts peut-elle modifier, régionalement, les cycles de l'eau et du gaz carbonique, donc les climats ?). Reconnaissons au passage qu'au moment de la mise en eau du grand barrage de Tucuruí un gros effort fut fait pour sauver tous les animaux et pour récolter les graines de 70 espèces fruitières : une attention équivalente ne fut malheureusement pas donnée aux hommes, trop souvent bousculés plutôt que réellement déplacés avec égards ;

— la rupture des cycles biologiques aquatiques : par exemple, beaucoup de poissons se reproduisent dans les zones amont des cours d'eau, pendant les crues, le courant entraînant les œufs et les larves vers les grands axes. Les barrages modifieront complètement ces cycles de reproduction : la pêche en sera affectée ;

— le développement de certaines maladies : malaria, arboviroses... ;

— une urbanisation accélérée, qui déborde toutes les prévisions et qui se réalise dans de très mauvaises conditions sociales.

Problèmes cruciaux et complexes qui, là encore, soulignent l'imprévision dont font preuve les responsables brésiliens et les financeurs internationaux, parmi lesquels la Banque mondiale joue un rôle clé.

C'est jouer à l'apprenti sorcier que de détruire sans connaître, sans certitude de pouvoir renouveler la vie.

Quatrième richesse : la vie, animale et végétale. Les écosystèmes, terrestres et aquatiques ; la forêt, avec ses dizaines de milliers d'espèces, de plantes et d'animaux ; les rivières, avec leurs centaines d'espèces de poissons (2). C'est la richesse amazonienne la plus abondante, la plus diversifiée ; mais c'est aussi, de loin, la moins connue et, du fait de l'ignorance des colonisateurs, la plus menacée de disparition, de « perte sèche ». De plus, cette vie, ces écosystèmes équatoriaux, en raison de leur énorme extension et de leur dynamisme, jouent, au niveau mondial et régional, des rôles importants dans les cycles de l'eau, de l'oxygène, du gaz carbonique : ces rôles sont encore mal connus, mais c'est certes jouer à l'apprenti sorcier que de détruire trop vite ces écosystèmes sans s'être donné la peine d'en envisager les conséquences (prévisions que les méthodes scientifiques modernes permettent d'établir avec une certaine précision, à condition de prendre le temps de faire un minimum de mesures).

L'inventaire des espèces est loin d'être terminé : et surtout, on ne connaît que peu le fonctionnement, les dynamiques des écosystèmes. On sait cependant déjà beaucoup de choses.

Le potentiel génétique, en plantes alimentaires et médicinales, est considérable. On le sait en particulier en étudiant les systèmes agricoles traditionnels et, d'une façon plus générale, les systèmes de vie traditionnels des Indiens et des *caboclos* (métis d'Indiens et de Nordestins, descendants des premiers colons de l'Amazonie) : la culture sur brûlis, en très longues rotations (vingt à trente ans), le maraîchage traditionnel sur *varzeas*, les vergers autour des habitations et des villages, sont très divers en espèces et en variétés ; l'ethnobotanique, c'est-à-dire l'étude des relations de l'homme et de son milieu végétal, montre la

(2) On estime qu'il y a en Amazonie : 60 000 espèces de plantes, 2 000 espèces de poissons, 2 000 espèces d'oiseaux, 300 espèces de mammifères, 2 millions et demi d'insectes... L'habitat végétal de l'Amazonie serait le plus varié du monde.

variété des ressources en plantes utiles du milieu amazonien.

La forêt vit beaucoup sur elle-même ; elle est faiblement enracinée, les couches les plus superficielles (donc les plus fragiles) des sols étant essentielles pour sa régénération. Cela explique qu'une forêt complètement détruite repousse mal. Cela explique aussi les nombreux échecs des systèmes agricoles et forestiers introduits, c'est-à-dire étrangers à l'Amazonie par leur conception et par leur structure : pour des raisons de sols, de déséquilibre biologique et climatique, on ne remplace pas facilement la forêt amazonienne, très complexe, par des monocultures, que ce soient des plantations forestières ou fruitières, des pâturages, des cultures. L'échec le plus célèbre est certes celui de la propriété Jari : 1,6 million d'hectares, en partie consacrés à la sylviculture (pins et eucalyptus) pour alimenter une grande fabrique de cellulose (amenée du Japon...) ; son propriétaire états-unien, M. Ludwig, a aimablement cédé le « bébé », en 1982, à des sociétés brésiliennes soutenues par le gouvernement fédéral. Mais il y a bien d'autres échecs, en particulier ceux, beaucoup plus tragiques, des petits agriculteurs venus de loin et qui n'ont jamais réussi à survivre sur les terres défrichées qu'on leur a attribuées ou qu'ils ont défrichées eux-mêmes. On peut en revanche démontrer que les systèmes agricoles traditionnels, bien qu'utilisant le feu, valorisent sans détruire : c'est de l'agroforesterie dont on peut chercher à améliorer la productivité.

50 % des pluies qui tombent sur l'Amazonie proviennent de l'évaporation des forêts : cela fait craindre qu'un déboisement excessif n'induisse une climatologie plus aride, sur l'Amazonie mais aussi tout autour, ce qui serait dramatique pour certaines régions, tel le Nordeste, déjà marqué par la sécheresse.

Enfin l'Amazonie est un immense accumulateur de gaz carbonique, un régulateur clé de la teneur en gaz carbonique du monde. La destruction de la forêt amazonienne diminue ce pouvoir régulateur et surtout contribue à augmenter la teneur en gaz carbonique de l'atmosphère mondiale : on estime que le milieu végétal amazonien contient l'équivalent de 20 % du gaz carbonique actuellement présent dans l'atmosphère ; la libération dans l'atmosphère de ce carbone végétal contribuerait fortement à augmen-

ter la température de la planète, avec toutes les conséquences que l'on sait déjà calculer : désorganisation des climats, donc de l'ensemble des systèmes végétaux et agricoles, fonte des glaces polaires, donc élévation du niveau des mers, etc.

Les richesses de l'Amazonie sont donc nombreuses. Beaucoup a déjà été détruit, les disparitions les plus graves concernant bien sûr le potentiel humain : le massacre des Indiens, qui se poursuit depuis plusieurs siècles, est une honte pour le Brésil d'hier et d'aujourd'hui. Tout aussi honteuse est l'incapacité du gouvernement brésilien à faire respecter en Amazonie les droits les plus élémentaires des hommes et des peuples.

Beaucoup a été détruit, mais le potentiel reste considérable. L'Amazonie est riche, d'une richesse en grande partie renouvelable, d'une richesse qui peut donc être mise en valeur sans disparaître. Encore faut-il que le gouvernement brésilien veuille tirer les leçons des trente dernières années, et commencer à faire confiance aux hommes qui connaissent bien l'Amazonie pour en vivre depuis longtemps (les Indiens, les *caboclos*, les *seringueiros*). La recherche scientifique et les nombreux résultats déjà acquis devront être intensifiés et valorisés. Enfin, pour que cesse le gaspillage et le pillage, il est nécessaire d'arrêter et de condamner les destructeurs, les pollueurs, les assassins... brésiliens et étrangers.

11.

Indiens, peau de chagrin

Le métissage a fait son œuvre, du sang indigène coule dans les veines de nombreux Brésiliens. Il ne subsiste que peu d'Indiens non intégrés à la société nationale. Menacés et marginalisés, leur condition est la pire qu'il soit.

Combien sont-ils, ces Indiens du Brésil ? Vaste question, à laquelle on est tenté de répondre par une autre question : Qui sont-ils, de qui parle-t-on ?

Que peut-on prendre en compte pour définir le vocable Indien ? La race ? Difficile. Depuis les premiers jours de la colonisation par les Portugais, ceux-ci ont fondu leur sang avec celui des Indiennes qu'ils épousaient. Ce métissage des races, poursuivi par celui des cultures et parfois des croyances, est d'ailleurs une des clés de la pénétration portugaise que d'autres, par exemple les Français, qui ne cachaient pas leur haine de l'indigène, n'ont pas su trouver pour s'ancrer sur la terre brésilienne. Une grande partie de la population originelle — de 2 à 7 millions à l'arrivée de Cabral, selon des estimations très divergentes — s'est donc mêlée aux colons, puis aux Noirs esclaves importés d'Afrique. Au XVI^e siècle, par exemple, la population de Salvador de Bahia comptait pour moitié d'Indiens et seu-

lement un quart d'Européens. Au fil des générations, le métissage a poursuivi ce brassage et désormais bon nombre de Brésiliens doivent compter un ancêtre indien.

Certes, le contact n'a pas toujours été heureux, il fut fatal pour beaucoup, peut-être pour la plupart. Dès que commença la culture de la canne à sucre, les Européens, qui avaient besoin de bras, n'hésitèrent pas à poursuivre et à réduire en esclavage les tribus indigènes. Celles qui ont pu échapper à la destruction n'ont trouvé leur salut qu'en s'enfonçant dans la forêt de l'intérieur du Brésil. Aujourd'hui encore, certaines d'entre elles n'auraient toujours pas été contactées.

Si la race n'est pas un critère, la condition sociale peut-elle en être un ? De ce point de vue, il faut reconnaître que bien des Brésiliens s'accordent : rien n'est pire que la condition d'Indien au Brésil. Rien n'est plus dévalorisant aussi. La définition suivante n'est guère éloignée de ce que pense la majorité des Brésiliens : « Le mot Indien, loin d'exprimer une origine [...], exprime seulement une condition sociale inférieure, un mode de vie primitif, à l'instar des *favelados* de Rio de Janeiro ou des habitants des *mocambos* de Recife [...] qui vivent dans un sous-monde de misère, de maladie, d'immondices et de mortalité infantile, nécessitant éducation et attentions particulières » (major brigadier Probst Lopes de Oliveira, 1978).

La misère n'est pas l'apanage des Indiens, loin s'en faut. Des millions de Brésiliens partagent avec eux cette triste condition. Reste alors la solution de les définir en négatif, comme un groupe social en déclin et menacé de disparition. En 1976, un ministre de l'Intérieur avait une formule lapidaire : « Nous allons tenter de remplir les objectifs fixés par le président Geisel [...] afin que d'ici à dix ans nous réduisions à 20 000 les 220 000 Indiens existant aujourd'hui au Brésil, et que d'ici à trente ans tous soient définitivement intégrés à la société nationale. » Méprisant projet, qui ne s'est finalement pas accompli, tout au moins en totalité.

En effet, ce chiffre de 220 000 a été, onze ans plus tard, confirmé par un recensement. Il englobe les populations, pures ou métissées, qui continuent à vivre de façon communautaire, à l'écart des autres groupes sociaux, et qui conservent des valeurs culturelles spécifiques. Sans distinc-

tion, il concerne à la fois les groupes isolés dans la forêt amazonienne et les communautés vivant au contact de la société nationale. Celles-ci sont parfois très intégrées à l'économie et à l'environnement social.

Rapporté à la population nationale, le chiffre de 220 000 ne représente que bien peu de choses : 0,15 % des 145 millions de Brésiliens, ou, si l'on préfère une comparaison hâtive, l'équivalent de la foule de spectateurs d'un match de football au célèbre stade du Maracana de Rio.

La stabilité du nombre d'Indiens durant ces dix dernières années veut-elle dire qu'en dépit des intentions intégrationnistes des gouvernements militaires les populations indigènes aient été préservées ? Certes non. La conquête de l'Amazonie a gravement porté atteinte à leurs intérêts et à leur intégrité. Mais ces chiffres confirment deux faits certains : au Brésil, les Indiens ne sont plus massacrés à tour de bras, pas plus qu'ils ne sont véritablement protégés ; à force de prendre des coups sur la tête, les tribus ont appris à s'organiser pour se défendre ; leur démographie très souvent en hausse prouve leur dynamisme.

1. Les défenseurs attaqués

Les débats de la Constituante ont été l'occasion d'un affrontement sur la question des terres indiennes. L'Église, qui défend les droits des Indiens, a été accusée de vouloir brader l'Amazonie.

Il n'est guère aisé, pour un Brésilien moderne, d'admettre que certains de ses concitoyens vivent encore à l'âge de pierre au fond d'une obscure forêt. Le sujet provoque généralement la gêne, parfois le mépris, ou, à l'inverse, la fierté maladroite de posséder sur son sol une curiosité mondiale. Jamais l'indifférence.

Les débats de la Constituante, au cours des années 1987 et 1988, ont été l'occasion de remettre sur le métier la question épineuse du statut de l'Indien. Des débats houleux, qui ont montré combien il est difficile pour une nation

moderne de se colleter avec une réalité sociale aussi atypique et complexe que celle des Indiens, et de concevoir des stratégies de développement qui ne se soldent pas par le sacrifice pur et simple d'une partie de la population. Défenseurs des Indiens et partisans de la limitation de leurs droits se sont affrontés violemment pendant plusieurs mois, révélant des clivages profonds entre des conceptions opposées.

Le 9 août 1987, sous le titre « La conspiration contre le Brésil », le journal conservateur *O Estado de São Paulo* donnait le coup d'envoi d'une violente campagne d'opinion contre les organisations d'Église. Dans le collimateur, le Cimi (Conseil indigéniste missionnaire), organe de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB). L'Église catholique a dès l'origine pris la défense des Indiens et s'est opposée aux politiques esclavagistes et aux massacres. Rappelons qu'en 1537 le pape émit une bulle en ce sens et que les Jésuites furent expulsés du Brésil en 1759 pour avoir voulu élever les Indiens au rang d'égaux des autres Brésiliens.

« Documents dignes de foi » à l'appui, le quotidien accusait l'Église de porter atteinte à la souveraineté nationale et à l'intégrité territoriale du Brésil en cherchant à introduire dans la nouvelle Constitution le concept de « souveraineté limitée » de l'État brésilien sur les territoires indiens, et à interdire l'exploitation des ressources minières de l'Amazonie (1).

Le journal affirmait que les ecclésiastiques responsables du Cimi faisaient partie d'une vaste conspiration internationale, ayant pour but de déclarer le bassin amazonien « patrimoine de l'humanité ». Selon les auteurs de l'accusation, les Églises n'agissaient en territoire indigène que pour prêcher la haine du Blanc et exacerber les consciences ethniques.

Accusation d'une extrême gravité, mais en réalité fondée sur des faux grossiers, comme a pu le constater une commission d'enquête immédiatement mise sur pied à la demande de parlementaires conservateurs. La commission n'a pas tardé à découvrir que les sources de l'accusation

(1) *DIAL*, 8 octobre 1987.

se résumaient à quelques montages malhabiles de photocopies de signatures et de sigles.

L'enquête parlementaire révéla surtout l'origine des documents frauduleux repris par le journal *O Estado de São Paulo* : le groupe Paranapanema S.A., le plus grand producteur d'étain du Brésil et l'un des leaders mondiaux de ce métal (2).

Malgré les démentis, la diffamation a bénéficié d'un écho favorable dans la presse nationale. Elle a été amplement relayée par le parti anti-indien au Parlement. Celui-ci réunit des députés de toute obédience (du « centre gauche » PMDB à la droite PDS et PFL), les partisans de l'organisation musclée des grands propriétaires UDR et les groupes de pression du lobby minier. Il ne manque pas non plus d'appuis dans les cercles gouvernementaux et militaires.

Il apparut clairement que les organisations religieuses préoccupées du sort des Indiens étaient les boucs émissaires d'une campagne d'opinion raciste qui ne dit guère son nom. L'objectif de la manœuvre était de conduire l'Assemblée constituante à supprimer les droits constitutionnels des Indiens définis par la loi fondamentale de 1967. Établi par le régime militaire, ce texte prévoyait dans son article 198 : « Les terres habitées par les sylvoles sont inaliénables ; la possession permanente leur échoit et le droit d'usufruit exclusif des richesses naturelles leur reste reconnu. »

2. Combats pour la terre

Les Indiens gênent tout le monde, y compris les paysans pauvres qui espèrent faire fortune — ou simplement survivre — sur les terres nouvelles du Nord.

Longtemps la question de la démarcation des terres ne s'est pas posée en Amazonie. Au temps des chasseurs d'Indiens, une profession honorablement reconnue qui raz-

(2) *DIAL*, 24 décembre 1987.

ziait les villages pour massacrer et réduire en esclavage, les terres n'étaient pas le but recherché. Plus tard, au temps fastueux du « boom du caoutchouc », qui coûta la vie à nombre d'indigènes, de larges espaces inexplorés subsistaient.

Le XX^e siècle fut celui de la maîtrise de l'espace par l'avancée continue des explorateurs et des éleveurs, suivis de la construction de routes, Transamazonienne, Belém-Brasilia, Perimetral-Norte. Au cri de « intégrer pour ne pas abandonner », le Brésil parachevait, en vingt-cinq ans, cinq siècles d'appropriation de son territoire. A la fin des années 60, les autorités ouvraient l'Amazonie à la colonisation humaine, avant-garde défricheuse des larges espaces promis au développement intensif.

Depuis, pour les Indiens, la menace est de deux ordres : les *posseiros* et les entreprises minières. Véritables pionniers de l'Ouest et du Nord brésiliens, les *posseiros* ouvrent en permanence les fronts de colonisation. Avec la complicité tacite des autorités, qui savent qu'il n'existe pas de développement sans implantation humaine pérenne, ces paysans pauvres accourus souvent du Nordeste affamé s'installent spontanément sur des terres « libres » et les cultivent en espérant constituer ainsi un capital. La simple présence de ces cultivateurs-défricheurs donne à ces terres une valeur nouvelle. Un jour, par choix ou à cause d'un conflit avec un spéculateur (*grilheiro*), ils lâchent leur bien et reprennent leur baluchon. Pour les *posseiros*, la mobilité spatiale est le plus souvent le seul moyen d'une ascension sociale. C'est aussi la seule possibilité d'avoir une terre à cultiver.

En majorité, les *posseiros* sont des métissés d'Indiens et de Noirs, des *caboclos*. Pourtant, la présence de groupes indigènes représente une gêne. Les conflits, nombreux, tournent au désavantage des premiers occupants, quand le simple contact n'a pas été fatal.

Ainsi, dans le nord de l'État de Goiás, sur la large bande de terre qui sépare les fleuves Araguaia et Tocantins, vivaient les Apinayes, un peuple contacté pour la première fois en 1774 et évalué à 4 200 individus. Au cours du XIX^e siècle, une première vague d'immigration, des *posseiros* et des éleveurs, grignote leur territoire. La variole en a déjà emporté la moitié ; en 1928, il n'en subsiste guère

plus de 150. Les immigrants prennent définitivement possession du territoire à partir de 1945. Aujourd'hui, le groupe Apinaye se reconstitue lentement : 483 en 1956, 565 en 1987. Ils ont obtenu du gouvernement fédéral la démarcation de leurs terres en 1985.

Les heurts avec les *posseiros* sont parfois très violents. En mars 1988, un groupe de paysans a attaqué un groupe d'Indiens ticunas de l'État d'Amazonas, faisant 14 morts, dont des enfants. Les paysans, sous la conduite d'un entrepreneur forestier, refusaient de quitter la région attribuée en 1986 aux Ticunas.

Ces conflits incessants entre Indiens spoliés de leurs terres traditionnelles et *posseiros*, eux-mêmes tout ce qu'il y a de plus exclus du droit à la terre à cause de la concentration foncière, prouvent à quel point la protection des communautés indigènes est difficile à établir. Comme l'exprime parfaitement André-Marcel d'Ans (3), les autorités sont confrontées à une véritable contradiction : « Protéger les Indiens contre des exactions essentiellement perpétrées par des ex-Indiens, au moyen d'initiatives visant à préserver les premiers en tant que tels, c'est-à-dire les empêcher en fait d'aller rejoindre les seconds, par toute une série de mesures réservant aux premiers, en tant que privilèges, les biens et les services qui font précisément défaut aux seconds ! »

3. L'enjeu minier

La richesse minérale est à l'origine de la plupart des conflits de démarcation de terre. Les lobbies pèsent de tout leur poids pour expulser des Indiens.

Les droits des Indiens garantis par la Constitution de 1967 ont fait long feu. Au début des années 70, le régime militaire établissait le « Statut de l'Indien ». Celui-ci sti-

(3) André-Marcel d'ANS, dans *Brésil épopée métisse*, de Mario CARELLI, Paris, Gallimard, 1988.

pule que le sous-sol appartient également à l'État et que les Indiens ne peuvent participer à son exploitation qu'à titre de bénéficiaires d'indemnités (4). Pour protéger les communautés et leurs intérêts, l'article 45 prévoit que la Fondation nationale de l'Indien (Funai, l'organisme public tuteur des Indiens) doit donner son accord pour les autorisations de prospection en territoire indigène.

Sans doute ce maigre garde-fou était-il de trop. En novembre 1983, le président de la République Figueiredo a tenté de supprimer le droit de regard de la Funai. Mais la signature de ce texte souleva un tollé dans l'opinion et le gouvernement dut remettre ses intentions à plus tard.

Pourtant, en 1986, un rapport établi conjointement par le Centre œcuménique de documentation et d'information (Cedi) et la Coordination nationale des géologues (Conage) a révélé que, entre 1980 et 1985, 537 autorisations de prospection ont été délivrées directement et en toute illégalité par la Direction nationale de production minérale (DNPM) ; 1 732 demandes étaient en attente d'une décision. L'ensemble affectait 77 territoires indiens. 40 % des autorisations étaient établies au bénéfice d'entreprises transnationales (5).

Ces dernières années, les partisans de la limitation des droits indigènes n'ont eu de cesse d'exiger la refonte des procédures de démarcation des terres indiennes, beaucoup trop généreuses à leurs yeux.

Pourtant, les statistiques prouvent que les surfaces occupées aujourd'hui par les communautés indigènes restent dans des proportions raisonnables... et sous statut précaire.

En 1973, un décret donnait cinq ans à la Funai pour homologuer l'ensemble des terres occupées par les communautés indigènes. Quinze ans plus tard, en novembre 1987, une étude très fouillée du Cedi et du Musée national (6) établit que seules 7,91 % des aires ont effectivement été régularisées. 59,85 % sont en cours de procédure, la plupart suspendues à un simple décret présidentiel. La

(4) Bruce ALBERT, « Les Indiens et la Nouvelle République », *Les Temps modernes*, juin 1987.

(5) CEDI-CONAGE, *Empresas de mineração e terras indígenas*, São Paulo, 1986.

(6) CEDI-MUSEU NACIONAL, *Terras indígenas no Brasil*, São Paulo, 1987.

Funai ne dispose d'aucune donnée approfondie sur 32,24 % des 518 aires inventoriées au total, soit 167.

Ces territoires, dont on ne connaît pas même l'étendue ni le nombre exact d'habitants, subsistent sans la moindre protection de l'organisation indigéniste. Dans ces 167 aires vivent 37 groupes d'Indiens dits isolés, qui n'entretiennent aucune relation avec la société nationale. Pour eux, l'état primitif pourrait bien être le dernier : 60 % des autorisations de prospection délivrées illégalement par la DNPM concernaient des aires non encore reconnues officiellement.

Parmi tant d'autres, l'un des derniers grands peuples indiens, épargné pendant longtemps, fait ainsi les frais de cette politique qui ne s'embarrasse ni de paroles ni de lois : les Yanomanis, répartis entre le Venezuela et le Brésil, où ils sont 9 000 environ. Leur entrée dans la société nationale en 1973 fut des plus dramatiques. A l'époque, le mythe amazonien traçait au bulldozer de larges saignées dans la forêt. Plus d'un tiers des Yanomanis vivant sur le tracé de la route Perimetral-Norte succombèrent aux maladies apportées par les ouvriers du chantier. Une hécatombe d'autant plus absurde que le projet de route le long de la frontière nord fut abandonné plus tard. L'agression n'a pas pour autant cessé ; le territoire fédéral du Roraima, où résident les Yanomanis, est devenu un pôle de développement amazonien.

En 1986, les Yanomanis comptaient 25 entreprises exploitant la cassitérite et d'autres minerais sur leur terres. Celles-ci ont été identifiées par la Funai, mais sont en attente d'une homologation par décret présidentiel. Une ordonnance d'interdiction de la Funai, décrétée en janvier 1985, gèle théoriquement l'activité des entreprises. Elle ne produit aucun effet. Pis, depuis août 1987, le territoire yanomani, situé principalement dans l'État du Roraima, est envahi par plus de 50 000 chercheurs d'or venus de tous le pays après que l'on eut découvert d'importants gisements. Les *garimpeiros*, ainsi qu'on les appelle, ne se soucient guère de l'environnement qu'ils polluent par le mercure utilisé pour purifier l'or. Ils sont aussi très hostiles aux Indiens, et les heurts sont incessants, entraînant mort d'hommes et de familles. Régulièrement, on relève des

implantations yanomanis détruites ou vidées de leurs occupants, tués ou enfuis.

Les autorités locales sont toutes complices de cet ethnocide en ne faisant rien pour empêcher cette invasion, l'encourageant au contraire. Boa Vista, petite cité endormie du fond de l'Amazonie, est devenue en quelques mois la ville *jack-pot* où tous les aventuriers convergent. La ruée vers l'or a apporté une richesse inespérée pour la bourgeoisie locale, qui y voit l'occasion de s'enrichir rapidement et, accessoirement, de sortir le Roraima de sa léthargie, bien qu'il y ait peu d'illusions à se faire sur ce point, car la quasi-totalité de l'or extrait disparaît dans la contrebande et échappe donc aux prélèvements publics. Fonctionnaires, polices militaire et fédérale, agents de la Funai, hommes politiques, tous trouvent leur compte dans cette fièvre de l'or qui, comme ailleurs, ne sera que passagère. Tous sauf les Yanomanis, dont le processus de disparition aura été singulièrement accéléré.

D'ailleurs, le projet de création d'un parc yanomani constituant une sorte de réserve naturelle et indigène pérenne semble définitivement oublié, grâce à la pression que ses détracteurs — le lobby minier, les associations de chercheurs d'or, les militaires et les milieux politiques hostiles aux Indiens — ont exercé au Congrès. Depuis l'été 1987, les Indiens du Roraima sont sans défense, depuis que la Funai a interdit à tous les anthropologues, médecins et agents de l'Église catholique d'entrer dans les territoires.

4. « Vrais » et « faux » Indiens

Contre toute attente, la nouvelle Constitution a offert plus de droits aux indigènes. Seront-ils mieux protégés ? On en doute.

Déterminante pour l'avenir de l'exploitation économique de l'Amazonie, la question de la surface des aires a été au centre des débats de la Constituante sur les droits indigènes. Ventre mou préoccupé par bien d'autres urgences,

l'opinion ne s'est pas beaucoup mobilisée. Les milieux réactionnaires ont tenté de redonner corps à une idée déjà ancienne et longtemps soutenue par les conservateurs nord-américains : celle de la différenciation entre les « vrais » et les « faux » Indiens, autrement dits les « acculturés ». Ils ont proposé que « soient reconnus aux Indiens leurs droits originels sur les terres de possession immémoriale et habitées par eux de manière continue (7) ». Proposition vicieuse s'il en est, quand on sait que les communautés indiennes n'ont cessé, depuis le XVI^e siècle, de fuir devant les fronts de colonisation, perpétuellement repoussées vers les ultimes sanctuaires des régions frontalières.

Finalement, le 1^{er} juin 1988, la Constituante a voté un nouveau texte qui, contre toute attente, s'avère plus rigoureux dans la protection des Indiens. Pour la première fois au Brésil, il conçoit que le rôle de l'État n'est pas d'assimiler les Indiens à la nation, mais seulement de les protéger : « Art. 268 — Sont reconnus aux Indiens leurs organisation sociale, coutumes, langues, croyances et traditions, et les droits originels sur les terres qu'ils occupent traditionnellement ; il revient à l'État de délimiter celles-ci, de protéger et de faire respecter leurs droits. » Le même article stipule que, désormais, les constructions de barrages hydroélectriques (tel celui de Tucuruí, qui a noyé des centaines de milliers d'hectares de territoires indiens) et les exploitations minières sur des terres indigènes devront obtenir l'accord préalable du Congrès.

Des dispositions qui ont été obtenues au finish grâce à la pression, aux portes de la Constituante, de plus de 30 délégations de tribus et des organisations laïques et ecclésiastiques les soutenant. Est-ce à dire que, désormais, les droits des Indiens seront respectés ? Rien n'est moins sûr. La Constitution de 1967 aurait dû suffire à cela : elle a été copieusement détournée à coup de décrets. La Constitution est une chose, la politique concrète de délimitation des territoires en est une autre, qui dépend avant tout du bon vouloir des gouvernements. Les enjeux économiques sont trop grands pour que la paix s'installe en Amazonie. D'autant plus que la stratégie militaire a, depuis peu, décidé de s'en mêler.

(7) *Senhor*, Rio de Janeiro, 3 novembre 1987.

5. Indiens et sécurité nationale

Fermez-lui la porte, l'armée entre par la fenêtre. Selon les militaires qui s'intéressent de près à la question, les Indiens sont une menace pour la nation.

L'enquête parlementaire sur les accusations du journal *O Estado de São Paulo* contre les organisations d'Église a aussi permis de faire la lumière sur le rôle croissant de certains secteurs de l'armée dans les affaires publiques.

Ainsi a été révélée l'existence d'une réflexion globale sur la question indigène menée par le Conseil de sécurité nationale (CSN), un organe militaire directement rattaché à la présidence de la République (depuis la promulgation de la nouvelle Constitution, le CSN a été remplacé par le Conseil de défense nationale, aux attributions identiques). On a pu lire dans un document du CSN, daté de 1986 et publié par le quotidien *La Folha de São Paulo* en octobre 1987, que « la question indigène relève de la sécurité nationale car elle interfère fortement dans la constitution des objectifs nationaux permanents » tels que « intégration nationale [...], intégrité du patrimoine de la nation [...], progrès [...], paix sociale [...], souveraineté ». Par ailleurs, le document condamnait « les agissements de missionnaires, étrangers ou non, auprès des communautés indiennes et qui pourraient être considérés comme préjudiciables aux intérêts de la sécurité nationale ».

Selon le CSN, les Indiens localisés près des frontières sont une menace à moyen terme pour la nation, car ils pourraient revendiquer une autonomie territoriale.

Le CSN a été élevé au rang de membre permanent du groupe de travail interministériel chargé de mettre en œuvre la nouvelle politique d'attribution des territoires indigènes. Ce groupe est composé en outre de représentants du ministère de l'Intérieur et de la Funai. Celle-ci a été réformée depuis peu dans le sens d'une perte de substance et de pouvoir.

Au sein de ce groupe qu'il semble mener à sa guise, le Conseil de sécurité nationale milite en faveur de deux thèses majeures. Tout d'abord un « critère du raisonnable » pour

la définition des surfaces ; il propose d'attribuer une centaine d'hectares par famille, un chiffre ridiculement bas dans l'écosystème amazonien.

D'autre part, les militaires pèsent de tout leur poids pour que soient désormais interdites les homologations de terres dans une « bande frontière » de 150 kilomètres de large sur tout le pourtour national, toujours au nom de la sécurité nationale.

Fidèles à leur attitude de proposer quand tout est décidé et mis en œuvre, les militaires appliquent déjà ces dispositions dans le cadre du dernier-né de leurs « projets pharaoniques », le Calha Norte (Canal Nord).

6. Retour du binôme sécurité-développement

Les « durs » de l'armée veulent coloniser, développer et militariser la frontière nord. Quand la « sécurité nationale » revient au galop...

Élaboré secrètement depuis 1985 et mis en place en 1987, le programme Calha Norte est typique du concept sécurité-développement qui gouverna la politique amazonienne du régime des généraux. Il n'est pas sans rappeler le « Plan d'intégration nationale » lancé au début des années 70.

Localisé le long de 6 500 kilomètres de frontières communes à cinq États (Guyana, Surinam, Guyane française, Venezuela, Colombie), il serait doté d'un budget primitif de l'ordre de 45 millions de dollars. Il articule des investissements visant à l'accroissement de la présence militaire, la mise en place d'infrastructures de communication, et la production énergétique. A terme, Calha Norte entraînera un nouveau mouvement de colonisation et drainera d'importants capitaux dans cette région d'une richesse minérale remarquable.

Pour sa réalisation, les membres du CSN ont imposé au gouvernement une politique indigéniste d'exception, interdisant toute démarcation de terres étendues, à proximité des villes, des frontières et des voies de communica-

tion. Cinquante mille Indiens, soit 23 % de la population, sont touchés par le projet. Ce dernier renvoie probablement aux oubliettes de l'histoire la création longtemps espérée d'un parc réservé aux Yanomamis.

Calha Norte n'est pas seulement une grave menace pour les ultimes survivants de la conquête toujours recommencée du Brésil. Il est aussi le symbole, la preuve d'un poids très actuel et croissant des militaires brésiliens dans la gestion des affaires civiles. Son élaboration secrète et le mystère qui l'entoure encore posent le grave problème du contrôle des questions de sécurité et de développement par les instances élues démocratiquement.

Le Congrès national n'a en effet pas été consulté sur les principes et les moyens de ce projet, qui, aux dires des militaires qui l'ont conçu, est pourtant justifié par une « influence idéologique marxiste » aux frontières du Surinam et de la Guyana. En Amazonie, depuis la spongieuse gangue verte propice à l'oubli, les vieux démons de la doctrine de sécurité nationale reprennent pied sur la terre ferme.

Bibliographie

Lire en France

Ouvrages généraux et revues

Brésil, épopée métisse, M. Carelli, Gallimard, collection « Découvertes », Paris, 1988. Un petit ouvrage, joliment illustré de peintures et gravures, qui offre un aperçu historique de la formation de la société brésilienne. Agréable et précis.

Maîtres et esclaves, la formation de la société brésilienne, G. Freyre, Gallimard, collection « Tel », Paris, 1978. Un classique, paru pour la première fois en 1933.

Le Brésil, puissance et faiblesse d'un géant du tiers monde, A. Gauthier et J. Domingo, Bréal, Paris, 1988. Manuel d'histoire et géographie économiques, très bien documenté.

Le Brésil, H. Théry, Masson, Paris, 1985. Manuel de géographie, nombreuses données sur l'espace brésilien et les grandes régions (Amazonie, Nordeste et Sud-Sudeste) (2^e éd. 1989).

Brésil, atlas chorématique, H. Théry, Fayard-Reclus, Paris, 1986. Outil original pour découvrir le Brésil à travers des cartes.

Le Brésil, J.-Y. Merian, J.A.- Nouvelles Frontières, Paris, 1987. Un guide touristique, le meilleur du genre. A souligner surtout les pages sur la culture brésilienne,

et l'inventaire des régions. Synthétique, mais très bien documenté.

« Brésil », *Les Temps modernes*, n° 491, Paris, juin 1987. Des articles sur la culture, l'économie, la politique, la réforme agraire, les Indiens.

Problèmes d'Amérique latine, La Documentation française, « Notes et études documentaires ». Cette revue trimestrielle publie fréquemment des articles sur la politique, l'économie, les problèmes sociaux, la géographie, la culture... écrits par des spécialistes.

Sur l'économie

Le Brésil après le miracle, C. Furtado, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1987. Un texte critique sur les défis économiques rencontrés par le Brésil.

Jusqu'au cou, enquête sur la dette du tiers monde, S. George, La Découverte, Paris, 1988. Quelques pages sur la dette brésilienne et ses conséquences sociales.

L'ajustement à visage humain, Unicef, Economica, 1987. Données sur les conséquences sociales de l'endettement, au Brésil entre autres.

Sur l'agriculture et les paysans

Paysans du Brésil, O. Colombani, La Découverte, Paris, 1987. Une photographie de la paysannerie en plein espoir d'une véritable réforme agraire.

Le sucre et la faim, R. Linhart, Éditions de Minuit, Paris, 1980. Un étonnant reportage dans les régions sucrières du Nordeste.

Le massacre des posseiros, R. Kotscho, Syros, Paris, 1983. Un reportage sur les conflits de terre dans l'Araguaia-Tocantins.

Sur l'industrie

« L'industrialisation du Brésil », *Cahiers des Amériques latines*, n° 5, IHEAL et Vrac, 1987.

Sur la culture

Le cinéma brésilien, P.-A. Paranagua, Éditions du Centre Pompidou, Paris, 1987.

La littérature brésilienne, L. Stegagno-Picchio, PUF, collection « Que sais-je ? », n°1894, Paris, 1981.

« La musique populaire brésilienne », *TDC*, n° 278, Paris, CNDP, 1982.

« Le Brésil », *Paroles et musique*, n° 40, mai 1984.

Notes sur la musique, D. Milhaud, Flammarion, Paris, 1982.

Sur les médias

Le carnaval des images, M. et A. Mattelart, INA-La Documentation française, Paris, 1987. Une analyse du système de télévision et de la production des fictions brésiliennes (*novelas*) et une réflexion sur le rapport télévision-société.

Le Brésil, presse et histoire, 1930-1985, A. de Seguin des Hons, L'Harmattan, Paris, 1986. A travers l'histoire des médias, celle du Brésil contemporain.

Sur la politique et les Églises

Les partis militaires au Brésil, A. Rouquier et alii, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1980.

Les catholiques brésiliens sous le régime militaire (1964-1985), C. Antoine, Le Cerf, Paris, 1988.

Sur l'Amazonie

Connaissance du milieu amazonien, actes du séminaire des 15-16 octobre 1985, ORSTOM, Paris, 1987. Des contributions scientifiques sur le milieu, le peuplement, les systèmes agricoles, les ressources, le développement, la santé.

Le pillage de l'Amazonie, J. Eglin et H. Théry, éditions Maspéro (La Découverte), collection « PCM », Paris, 1982. Sur les politiques de mise en valeur et la destruction de l'Amazonie.

Lire au Brésil

La presse quotidienne nationale : abondante et généralement de bonne qualité, les exemplaires sont volumineux, parfois plus de 70 pages. Elle est organisée en carnets : politique, économie, modes de vie et société, culture, sciences, sports, annonces classées... et comporte le plus souvent un aspect local. A noter : dans des pages « Idées », les quotidiens font souvent appel à des personnalités extérieures, ce qui donne un aperçu rapide des débats en cours. D'un prix assez élevé pour le revenu moyen des Brésiliens, elle n'est diffusée que dans les grandes villes, on ne la trouve que rarement dans certains États reculés.

Folha de São Paulo : le quotidien de référence, le plus ouvert.

O Estado de São Paulo, *Jornal do Brasil* et *O Globo* : ces trois quotidiens suivent une ligne conservatrice. Les deux derniers sont fabriqués à Rio de Janeiro.

O Dia : journal populaire, le plus lu de tous les quotidiens. Porté sur les faits divers ; son orientation politique s'adapte à celle de l'électorat.

Gazeta Mercantil : quotidien économique.

Correio Brasiliense : imprimé à Brasilia, mais peu diffusé dans le pays.

La presse quotidienne régionale et locale : dans chaque ville de quelque importance, on trouve un quotidien, voire plusieurs s'il s'agit d'une capitale d'État. Intéressante pour connaître la politique locale, mais peu crédible, car le plus souvent liée aux pouvoirs économiques.

Les hebdomadaires : de bonne facture, bien illustrés, on y trouve les meilleures analyses et de nombreux reportages.

Veja : le *news magazine* le plus efficace à défaut d'être le mieux informé.

Senhor-Istoé : tendance de gauche, plutôt porté sur le politique, l'économique et le culturel.

Manchete : éclectique, marie le genre « potins modains et têtes couronnées » avec, parfois, des reportages sociaux de bonne facture.

Voir au Brésil

La télévision est dominée par cinq chaînes qui se partagent très inégalement le marché national. Les grandes villes de province ont chacune un système de télévision indépendant lié à l'un ou l'autre des grands réseaux.

TV Globo : domine de loin les autres chaînes. Animés par des flots d'images électroniques, ses programmes se partagent entre les séries (*novelas*) et les jeux. Les rendez-vous d'information *Bon dia Brasil* à 7 heures et le *Jornal nacional* à 20 heures sont très suivis.

SBT, Manchete et Bandeirantes se partagent les restes d'audience laissés par Globo. Séries et shows à profusion, quelques points forts comme le sport sur Manchete, des programmes éducatifs par-ci, par-là.

TVE : la télévision éducative et culturelle, la seule à offrir des espaces de libre parole et de débat, mais pénalisée par d'indigents moyens.

Voir en France

Le cinéma brésilien est un des plus riches et des plus abondants du monde. Malheureusement, seul un petit nombre de films arrivent sur les écrans français et leur distribution a un caractère presque confidentiel. Par ailleurs, le Brésil a souvent intéressé les réalisateurs français, surtout dans le domaine du documentaire à caractère ethnographique, social ou culturel. Là aussi, l'éparpillement de la distribution transforme la recherche des documents en parcours du combattant.

La Boutique d'information audiovisuelle (63 bis, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris. Tél. : 43.54.78.69) est un centre de documentation spécialisé sur les cinémas du (ou sur le) Tiers monde qui peut répondre à toute demande concernant les films sur le Brésil.

Table des matières

<i>Avant-propos</i>	5
<i>1. Une puissance en proie au doute</i>	7
1. Des réussites... ..	10
2. ... Mais le moral en berne	12
3. Huitième grand	13
4. Le prix du succès	14
5. Des Brésil	16
6. L'État, encore... ..	18
<i>2. La percée des exportations</i>	21
1. L'héritage des cycles	25
2. Le grain de la prospérité ?	26
3. Le sucre vorace	28
4. Automobile : « Made in Brazil » ?	30
5. Marchand de canons.....	31
6. Demain la bombe ?.....	34
7. La fronde informatique	36
8. Prince cathodique	39
<i>3. Puissance et dépendance</i>	43
1. Cent vingt et un milliards de dollars.....	44
2. La dette ou le peuple	46
3. Le pragmatisme extérieur.....	51
4. Une puissance continentale	55

4. <i>Deux mondes sur le même sol</i>	59
1. Deux tiers de mal-nourris	62
2. Échec scolaire	63
3. La politique sociale en déroute	65
4. Une démocratie raciale ?	66
5. <i>L'histoire en bref</i>	71
6. <i>La tentation militaire</i>	83
1. Le passage à l'acte	86
2. Indispensables ou incontournables ?	90
3. Une Constitution toute neuve	95
4. Un résultat attendu	97
5. Des partis fluides	100
7. <i>L'Église, l'État et le peuple</i>	103
1. Le choix décisif	105
2. « La voix des sans-voix »	106
3. Le sanctuaire	110
4. L'Église et l'ouverture	112
5. Toujours la cible des militaires	114
6. Les tentatives syndicales	115
7. Les années noires	117
8. Cherche unité désespérément	118
9. Le pouvoir des associés	120
8. <i>Violence à tous les étages</i>	127
1. Une urbanisation accélérée	130
2. Survivre avec le minimum	132
3. La mort du plus faible	138
4. Des criminels en uniforme	140
5. Des Pixote par millions	143
6. Et souvent la mort est au bout	145

9. <i>La réforme impossible</i>	149
1. L'état des campagnes	153
2. Le processus conflictuel	157
3. La réforme avortée	160
4. Le recul du gouvernement	167
5. Le coup de grâce	169
10. <i>Amazonie : convoitises et inquiétudes</i>	173
1. Tardif intérêt	175
2. Ambitions croisées	177
3. Richesses	180
11. <i>Indiens, peau de chagrin</i>	187
1. Les défenseurs attaqués	189
2. Combats pour la terre	191
3. L'enjeu minier	193
4. « Vrais » et « faux » Indiens	196
5. Indiens et sécurité nationale	198
6. Retour du binôme sécurité-développement	199
<i>Bibliographie</i>	201

ÉDITIONS KARTHALA

(extrait du catalogue)

Collection Méridiens

Bernard LEHEMBRE, *L'île Maurice*.
Christian RUDEL, *Mexique, des Mayas au pétrole*.
J. BURNET et J. GUILVOUT, *La Thaïlande*.
Philippe DAVID, *La Côte-d'Ivoire*.
Marie-Paule DE PINA, *Les îles du Cap-Vert*.
Attilio GAUDIO, *Le Mali*.
Philippe L'HOIRY, *Le Malaïi*.
Christian RUDEL, *La République dominicaine*.
Catherine BELVAUDE, *La Mauritanie*.
Alain et Denis RUELLAN, *Le Brésil*.
André LAUDOUZE, *Djibouti*.
Antonio RALLUY, *La Nouvelle-Calédonie* (déc. 89).
Pierre VÉRIN, *Madagascar* (déc. 89).

Collection Les Afriques

Bernard LANNE, *Tchad-Libye : la querelle des frontières*.
J.S. WHITAKER, *Les États-Unis et l'Afrique : les intérêts en jeu*.
Jean-Marc ÉLA, *L'Afrique des villages*.
Collectif, *Demain la Namibie*.
Amadou DIALLO, *La mort de Diallo Telli, premier secrétaire général de l'O.U.A.*
Jacques GIRI, *Le Sahel demain. Catastrophe ou renaissance ?*
Michel N'GANGBET, *Peut-on encore sauver le Tchad ?*

Marcel AMONDI, *Félix Houphouët et la Côte-d'Ivoire.*
L'envers d'une légende.

Jean-François BAYART, *La politique africaine de François Mitterrand.*

François GAULME, *Le Gabon et son ombre.*

Mobiba MAGASSOUBA, *L'islam au Sénégal. Demain les mollahs ?*

Jacques GIRI, *L'Afrique en panne. Vingt-cinq ans de « développement ».*

Comi M. TOULABOR, *Le Togo sous Eyadéma.*

Tidiane DIAKITÉ, *L'Afrique malade d'elle-même.*

René OTAYEK, *La politique africaine de la Libye.*

Fayçal YACHIR, *Enjeux miniers en Afrique.*

François CONSTANTIN, *L'islam en Afrique orientale.*

Pascal LABAZÉE, *Entreprises et entrepreneurs au Burkina Faso.*

Claude FREUD, *Quelle coopération ? Un bilan de l'aide au développement.*

Gilles DURUFLÉ, *L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar).*

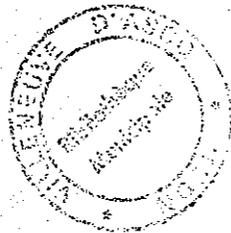
François BURGAT, *L'islamisme au Maghreb (La voix du Sud).*

Christian COULON, *Les musulmans et le pouvoir en Afrique noire.*

Abdoulaye WADE, *Un destin pour l'Afrique.*

Olivier VALLEE, *Le prix de l'argent CFA. Heurs et malheurs de la zone franc.*

Jacques GIRI, *Le Sahel au XXI^e. Essai d'étude prospective sur les sociétés sahéliennes.*



Achévé d'imprimer par Corlet, Imprimeur, S.A.

14110 Condé-sur-Noireau (France)

N° d'imprimeur : 13392 - Dépôt légal : août 1989

Imprimé en C.E.E.